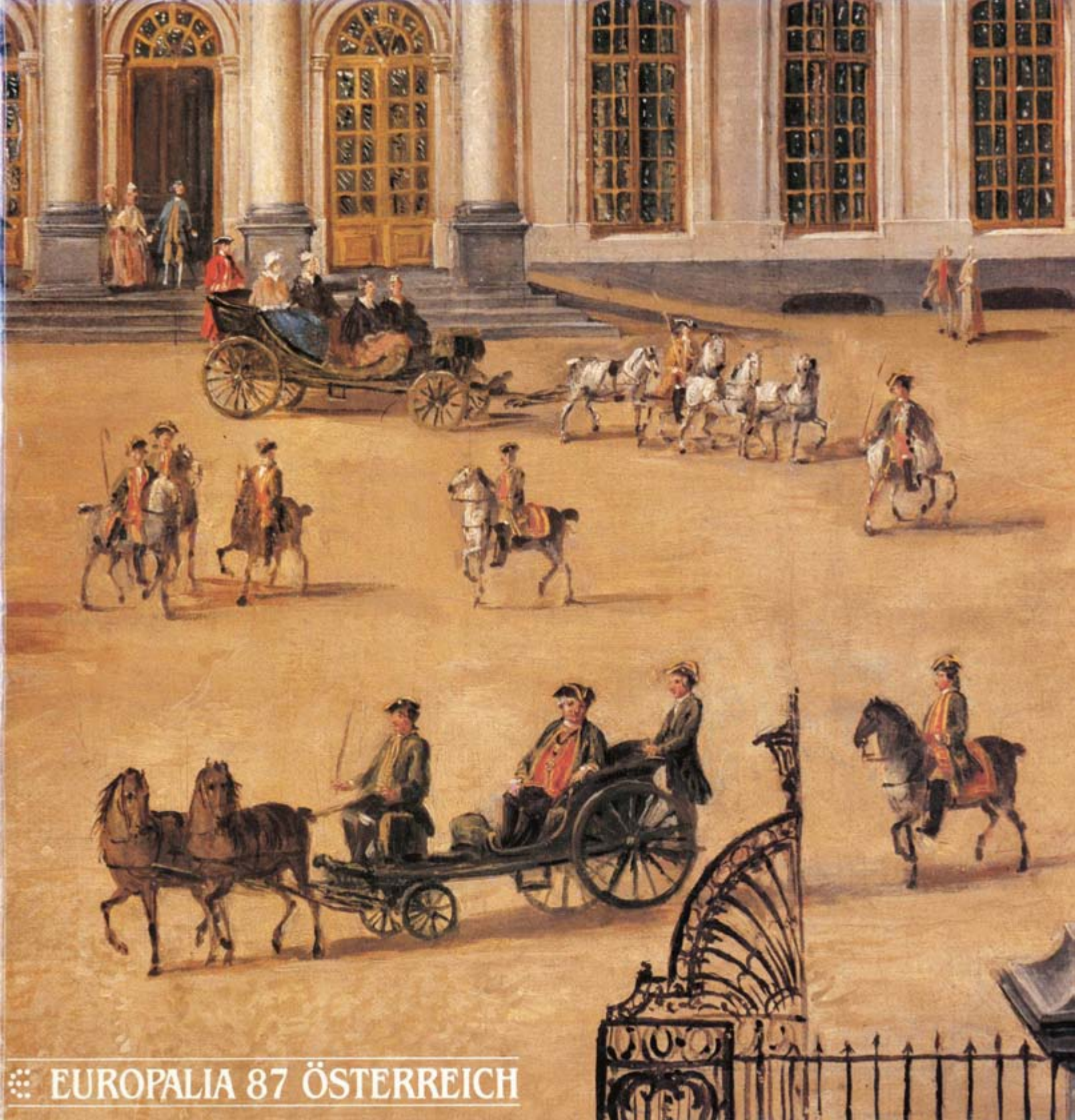




Exposition placée sous le haut patronage
de la
RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE
et du
ROYAUME DE BELGIQUE

CHARLES DE LORRAINE À MARIEMONT

*Le domaine royal de Mariemont
au temps des gouverneurs autrichiens*

MUSÉE ROYAL DE MARIEMONT

16 octobre 1987 - 14 février 1988

❖ EUROPALIA 87 ÖSTERREICH

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Guy DONNAY,
Directeur du Musée royal de Mariemont

Mireille JOTTRAND,
Chef de section au Musée royal de Mariemont

Claire LEMOINE-ISABEAU,
Docteur en Philosophie et Lettres,
Collaborateur au Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire

Yves QUAIRIAUX,
Assistant au Service pédagogique du Musée royal de Mariemont

André VANRIE,
Assistant aux Archives générales du Royaume

INTRODUCTION ET CATALOGUE

Yves QUAIRIAUX

PHOTOGRAPHIES

Michel LECHIEN

MAQUETTE

Alain WERQUIN

PHOTOCOMPOSITION ET MONTAGE

Claudine WERQUIN-LACROIX

IMPRESSION

SOLÉDI, Liège

C.I.P. BIBLIOTHÈQUE ROYALE ALBERT I^{er} 370289

QUAIRIAUX, Yves

*Charles de Lorraine à Mariemont : Le domaine royal de
Mariemont au temps des gouverneurs autrichiens :*

exposition : Musée royal de Mariemont
dans le cadre d'Europalia, 16-10-87 - 14-2-88.

- Morlanwelz : Musée royal de Mariemont, 1987.

- 96 p. : ill. ; 23 × 22 cm.

300 F.

CDU : 949.3

Mots sujets : Histoire de Belgique

Dépôt légal : D/1987/0451/47

© Copyright by Musée royal de Mariemont
Morlanwelz (Belgium)

COMITÉ D'HONNEUR en Autriche

Dr. Alois MOCK,
Bundesminister für Auswärtige Angelegenheiten
Dr. Hilde HAWLICEK,
Bundesminister für Unterricht, Kunst und Sport
o. Univ.-Prof. Dr. Hans TUPPY,
Bundesminister für Wissenschaft und Forschung
Theodor KERY,
Landeshauptmann Burgenland
Leopold WAGNER,
Landeshauptmann Kärnten
Dr. Wilfried HASLAUER,
Landeshauptmann Salzburg
Dr. Josef RATZENBÖCK,
Landeshauptmann Oberösterreich
Dr. Josef KRÄINER,
Landeshauptmann Steiermark
Siegfried LUDWIG,
Landeshauptmann Niederösterreich
Dr. Helmut ZILK,
Landeshauptmann Wien
Dipl. Ing. Dr. Alois PARTL,
Landeshauptmann Tirol
Dr. Martin PURTSCHER,
Landeshauptmann Vorarlberg

Präsident Kommerzialrat
Rudolf SALLINGER,
Bundeskammer der gewerblichen Wirtschaft

Ministerialrat
Dr. Anton WÜRZL,
Österreichische Fremdenverkehrswerbung

COMITÉ EXÉCUTIF

Président
Dr. Franz CESKA,
Botschafter

Vice-président
Dr. Wilhelm SCHLAG,
Sektionschef i.R.

Suppléant
D.Dr. Peter MARGINER,
Ministerialrat

Commissaire général
Helene LAMESCH,
Kulturrat

❖ EUROPALIA 87 ÖSTERREICH

Secrétaires d'exécution

Dr. Wolfgang KRAUS,
Littérature

Prof. Dr. Hans LANDESMANN,
Musique

Dr. Reinhard URBACH,
Théâtre

Prof. W. Hofrat i.R. Dr. Walter ZETTL,
Expositions

CONSEIL D'ADMINISTRATION en Belgique

Président

Baron DE VOGHEL,
Président honoraire du Palais des Beaux-Arts

Vice-présidents

Pierre HARMEL,
Ministre d'État

Leo TINDEMANS,
Ministre des Relations Extérieures

Administrateurs

Willy CLAES,
Président de l'Union des Mutualités Socialistes

Baron Évence COPPÉE,
Vice-président de Lafarge-Coppée

Roger DEHAYBE,
Commissaire général - Commissariat général
aux Relations Internationales
de la Communauté française

Comte Michel D'URSEL,
Commissaire général honoraire Europalia

Fernande FAZZI-DE CLERCQ,
Avocat

Jean GODEAUX,
Gouverneur de la Banque Nationale

Jacques GROOETHAERT,
Président du Conseil d'Administration
de la Générale de Banque

Maurice HUISMAN,
Directeur honoraire du Théâtre royal de la Monnaie

Herman LIEBAERS,
Commissaire général honoraire Europalia
François NARMON,
Directeur-gérant du Crédit communal de Belgique

Émile NOËL,
Secrétaire général de la Commission
des Communautés Européennes

Jos OP DE BEEK,
Directeur général honoraire de la B.R.T. Radio

Frans ROELANTS,
Secrétaire général - Ministère des Affaires Étrangères

Robert STÉPHANE,
Administrateur général de la R.T.B.F.

Diane VERSTRAETEN,
Commissaire général - Commissariaat Generaal
voor Internationale Culturele Samenwerking

Robert WANGERMÉE,
Administrateur général honoraire de la R.T.B.F.

Paul WILLEMS
Administrateur délégué honoraire
du Palais des Beaux-Arts

Commissaire aux Comptes

John POULLET,
Secrétaire de la Banque Nationale

COMITÉ DE DIRECTION

Paul VANDENBUSSCHE,
Commissaire général

Martine BAUDIN,
Adjointe au Commissaire général

Dr. Robert DE SMET,
Directeur Expositions

Hadelin DONNET,
Directeur Musique

Madou MOULAERT,
Directeur Littérature et Théâtre

Nadine DE KERCHOVE,
Direction Promotion et Relations Extérieures

Guy LEMAIRE,
Gilbert THIBAUT DE MAISIÈRES,
Conseillers

Les organisateurs de l'exposition
remercient vivement les institutions et personnes
qui ont bien voulu prêter
des œuvres ou documents de leurs collections.

BRUXELLES

FAYT-LEZ-MANAGE MONS

MORLANWELZ NAMUR NIVELLES PARIS

ONNOZ LA HESTRE MONTIGNIES-SUR-ROC NIVELLES RONQUIÈRES HEKS

BEERLEGHEM BRUXELLES MONS ONNOZ PARIS

INSTITUTIONS

Archives générales du Royaume
Bibliothèque royale Albert I^{er}
Musée communal de la ville de Bruxelles
Musées royaux d'Art et d'Histoire
Musées royaux des Beaux-Arts
Église Saint-Gilles
Archives de l'État
Bibliothèque de l'Université
Archives communales
Musée Groesbeeck de Croix
Musée communal d'archéologie
Archives nationales
Bibliothèque Doucet

PRÊTEURS PRIVÉS

Comte Claude de Beaufort
Jacques et Philippe Fontaine
Baron de la Motte Baraffe
Madame de Prelle de la Nieppe
Henry Roba
Comte Michel d'Ursel
et tous ceux qui ont souhaité garder l'anonymat

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Comte Michel d'Ursel
Bibliothèque royale
Bibliothèque de l'Université
Comte Claude de Beaufort
Bibliothèque Doucet

Mariemont ne pouvait rester à l'écart des manifestations qui, dans le cadre d'EUROPALIA AUTRICHE, évoquent le temps où Vienne était aussi la capitale de nos provinces. Mariemont ne fut-il pas, après Bruxelles, la principale résidence des gouverneurs autrichiens, le séjour champêtre où ils aimaient venir se délasser et se divertir, sans pour autant y oublier tout à fait les affaires de l'État ? Et ne doit-il pas son nom à une princesse autrichienne, Marie, reine de Hongrie et première gouvernante générale des Pays-Bas par la grâce de son frère Charles Quint ? Aussi sommes-nous particulièrement heureux que les responsables d'EUROPALIA AUTRICHE aient accepté d'inclure dans leur programme la modeste exposition que nous présentons à cette occasion.

Fondé par Marie de Hongrie au 16^e siècle, Mariemont connut sans conteste sa période la plus faste sous le Régime autrichien et son apogée sous le gouvernement de Charles de Lorraine, qui y fit exécuter d'importants travaux. D'où l'idée de consacrer l'essentiel de l'exposition au souvenir qu'y laissa ce prince, dont la personnalité attachante et multiple a déjà inspiré deux autres expositions, à Bruxelles et à Bilzen. Nous en avons surtout retenu ici trois facettes : l'amateur de chasse, le bâtisseur, l'esprit curieux que passionne l'application des premières techniques.

L'exposition n'oublie pas pour autant les autres gouverneurs autrichiens, qui tous succombèrent au charme de Mariemont. Avant Charles de Lorraine, Marie-Élisabeth d'Autriche, qui y séjournait volontiers, avait même tenté d'y lancer une station thermale concurrente de celle de Spa, dans la Principauté de Liège. Après lui, Marie-Christine et Albert de Saxe-Teschen s'y rendront fréquemment pour s'adonner aux plaisirs de la chasse et à d'autres divertissements en compagnie d'une société choisie.

Pour Charles de Lorraine aussi, le principal attrait du domaine était la chasse qu'on y pouvait pratiquer sur de vastes étendues : il veilla notamment à ce que les chasses royales fussent délimitées avec précision ; de nouvelles allées furent tracées afin d'améliorer le confort des chasseurs. Chaque année, la Cour passait là plusieurs mois, ce qui n'allait pas sans poser de sérieux problèmes d'intendance, que le duc entendait régler avec une grande minutie.

La preuve la plus tangible de l'intérêt qu'il portait à son domaine de Mariemont est le palais qu'il y fit construire et qui était, au jugement de son successeur Albert de Saxe-Teschen, "le plus beau château de tous les États de l'Empire après Schönbrunn". Hélas, incendié au cours des combats qui opposèrent Français et Autrichiens en 1794, il ne survécut pas au pillage systématique que la population avoisinante lui fit subir sous prétexte qu'il représentait un symbole de la tyrannie. Ses ruines enguirlandées de lierre ornent le parc actuel de Mariemont.

Charles de Lorraine apparaît aussi comme le précurseur des patrons charbonniers qui marqueront la région du Centre de leur empreinte au cours des deux siècles suivants. C'est lui, en effet, qui, le premier, entrepris d'exploiter les veines de houille qui traversaient son domaine en recourant aux techniques modernes, envisageant

même l'achat d'une "pompe à feu", ancêtre de la machine à vapeur. L'entreprise échoua par la faute de gestionnaires incompetents et cupides. Mais l'idée allait faire son chemin.

Fondée en 1802, sous le Régime français, la Société des charbonnages du parc de Mariemont rachètera le ci-devant domaine royal, devenu bien national, afin d'y extraire la houille. Elle survivra sous divers avatars jusqu'à la crise qui, dans les années 1960, entraîna la fermeture des puits. Son premier administrateur-délégué, Nicolas Warocqué, succéda aux gouverneurs généraux comme châtelain de Mariemont, où ses descendants s'efforceront de ressusciter quelque peu la vie fastueuse de l'Ancien Régime. Nous leur devons d'en avoir sauvé quelques traces.

Dernier représentant de cette dynastie de grands bourgeois, Raoul Warocqué ne fut pas le moins actif dans cette quête du passé. À sa mort en 1917, il légua ses collections, son château et son parc à l'État belge pour qu'il en fit un musée et un parc publics. Depuis lors, leurs conservateurs successifs n'ont cessé de chercher à mettre toujours mieux en valeur un domaine témoin de tant d'événements de notre histoire.

En raison de la richesse relative de nos propres collections, nous avons estimé ne pas devoir faire appel aux collections autrichiennes, déjà fort sollicitées par nos collègues belges. Nous n'en sommes que plus reconnaissants aux institutions publiques et aux personnes privées qui ont accepté de nous prêter les documents nécessaires pour compléter notre exposition. MM. Jacques et Philippe Fontaine méritent une mention spéciale pour la libéralité avec laquelle ils nous ont ouvert leurs archives de famille.

Je tiens également à remercier très chaleureusement les membres du Comité scientifique extérieurs à l'établissement, M^{me} Claire Lemoine-Isabeau et M. André Vanrie, qui ne se sont pas contentés d'en établir le programme et de sélectionner les œuvres présentées, mais nous ont également aidés à les réunir.

L'exposition doit beaucoup à la compétence d'Yves Quairiaux, qui en fut la cheville ouvrière et est l'auteur du présent catalogue, dont l'essentiel est constitué par une étude originale sur la vie à Mariemont sous les gouverneurs autrichiens. Il n'aurait cependant pu mener sa tâche à bien sans la collaboration efficace de ses collègues Jacqueline Cession, Marie-Blanche Delattre, Claudine Werquin, Jean Van Branteghem et Michel Lechien, auxquels il convient d'ajouter tous les membres du personnel du Musée et, plus particulièrement, ceux du personnel de gestion.

Grâce à leurs efforts conjugués, les visiteurs de l'exposition "Charles de Lorraine à Mariemont" pourront, nous l'espérons, revivre dans ce cadre champêtre le faste raffiné de la vie de Cour sous le gouvernement autrichien, pendant le Siècle des Lumières, qui fut aussi la dernière période de paix relative que notre pays ait connue avant la tourmente révolutionnaire et les guerres napoléoniennes.

Guy Donnay

Directeur du Musée royal de Mariemont
Professeur à l'Université Libre de Bruxelles





Charles Alexandre
duc de Lorraine et de Bar
(1712-1780), gouverneur général
des Pays-Bas autrichiens
de 1741 à 1780
Portrait anonyme
Coll. Musée royal de Mariemont

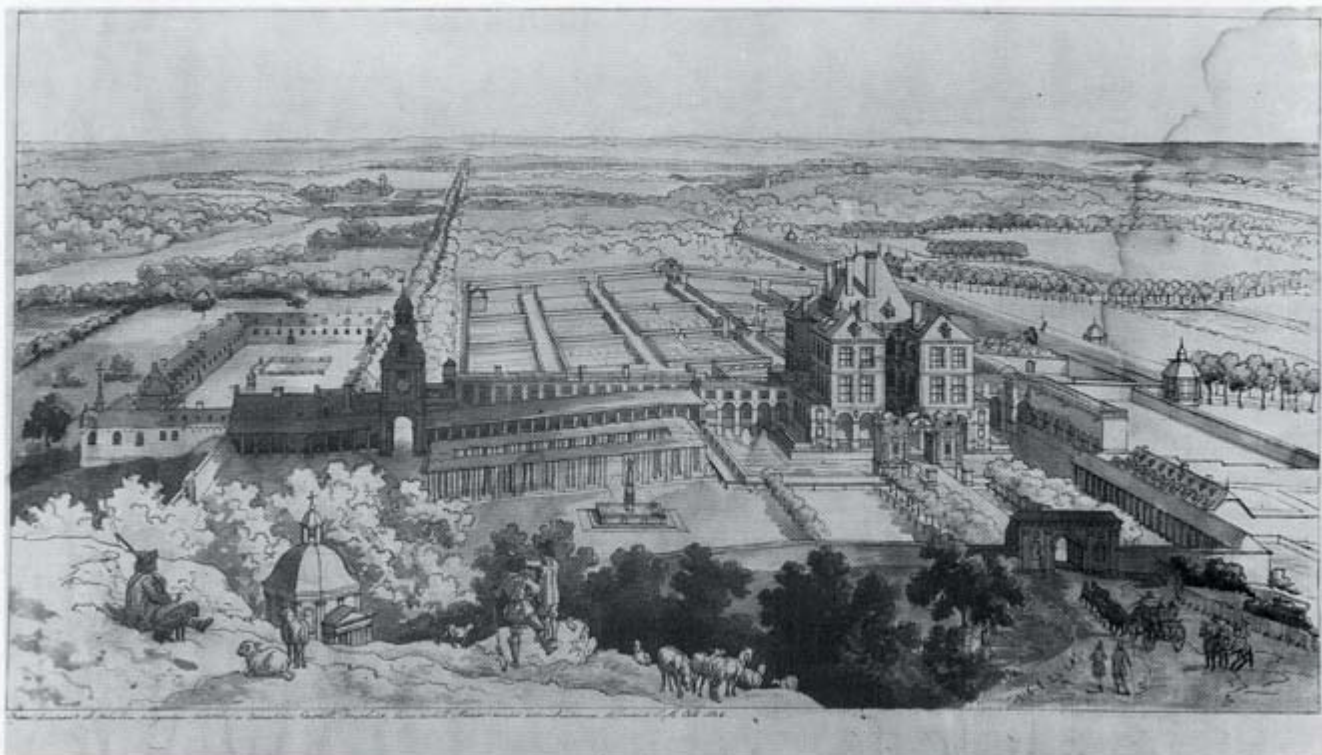
MARIEMONT, DE L'ESPAGNE À L'AUTRICHE

LE 18^e SIÈCLE autrichien à Mariemont achève l'histoire d'un domaine royal dont l'origine remonte au milieu du 16^e siècle (¹). En ce temps-là, Marie d'Autriche veuve du roi Louis II de Hongrie gouverne nos provinces au nom de son frère l'empereur Charles Quint. En récompense pour l'efficiace de son administration, elle reçoit, en avril 1545, le bénéfice viager des "ville et terre de Binche". L'architecte montois Jacques Dubrœucq lui construit un palais de style renaissance qui deviendra bientôt sa résidence principale. Passionnée de chasse, Marie décide, dès 1546, d'édifier un pavillon en lisière des bois de Morlanwelz, à trois lieues de Binche, sur un coteau dominant la Haine : ce sera Mariemont. D'aspect rustique et presque médiéval, le château construit par Dubrœucq présente l'aspect d'une tour rectangulaire à deux étages à laquelle on accède par un pont-levis. Sans rivaliser avec le somptueux palais de Binche, il possède quelques salles richement aménagées, dont les appartements de la gouvernante générale et de sa sœur Éléonore, veuve du roi de France François I^{er}. Dans les jardins "à l'italienne" clôturés de haies vives, pousse une flore variée et coulent de nombreuses fontaines. Un grand escalier dessert les allées rectilignes pavées de briques conduisant au domaine forestier. Viviers et métairies établis le long de la Haine approvisionnent la table royale. À proximité une faisanderie assure le repeuplement des chasses.

Ce séjour champêtre brille d'un éclat exceptionnel lorsqu'en 1549 Marie reçoit son frère Charles Quint et son neveu, le futur Philippe II, qu'il vient présenter comme son successeur aux diverses principautés constituant ses États. Ces temps paisibles sont fragiles. Bientôt la guerre se rallume entre la France et l'Espagne. Lorsque l'armée impériale commandée par Adrien de Croÿ pénètre en Picardie et ravage le pays jusqu'à seize lieues de Paris. Au passage elle détruit la résidence royale de Folembray. Les troupes françaises contre-attaquent et le 21 juillet 1554 livrent aux flammes Binche et Mariemont. Le roi Henri II en personne active le feu et fait apposer sur les ruines ce placard dédié à Marie : "Reine insensée, souviens-toi de Folembray". Sur son ordre, Dubrœucq entreprend aussitôt les travaux de restauration. Ils seront achevés en 1560, deux ans après la mort de Marie, qui s'était retirée en Espagne en 1556, lors de l'abdication de son frère. Pendant une quarantaine d'années, Mariemont tombe dans un semi-abandon, mais le château continue d'être entretenu.

Marie de Hongrie, fondatrice

(¹) Sur l'histoire du domaine de Mariemont on lira : R. WELLENS, « Le domaine de Mariemont au XVI^e siècle », *Annales du Cercle archéologique de Mons*, 64, 1958-1961, p. 79-112. J. DEMEESTER, « Le domaine de Mariemont sous Albert et Isabelle (1598-1621) », *Annales du Cercle archéologique de Mons*, 71, 1983, p. 181-282. Cl. LEMOINE-ISABEAU et M. JOTTRAND, « Mariemont au XVIII^e siècle », *Cahiers de Mariemont*, 10-11, 1979-1980, p. 6-61. M. VAN DEN EYNDE, *Études sur Morlanwelz* (Morlanwelz, 1976).



*Le château de Mariemont
tel qu'il se présente à l'arrivée
de Maximilien-Emmanuel
de Bavière, dernier gouverneur
au nom de l'Espagne
Gravure d'après un tableau de
D. Van Alsloot*

Cet intermède se termine avec l'arrivée des archiducs Albert et Isabelle. En 1598, Philippe II abdique en faveur de sa fille, l'Infante Isabelle, sa souveraineté sur les Pays-Bas et lui fait épouser l'archiduc Albert d'Autriche, qui en était devenu le gouverneur général deux ans plus tôt. L'un et l'autre passionnés de chasse, les Archiducs ont le coup de foudre pour Mariemont : le pavillon champêtre de Marie de Hongrie accède au rang de résidence royale qu'il conservera tout au long de l'Ancien Régime.

Les très riches heures d'Albert et Isabelle

Dès son entrée en charge, Albert ordonne d'activer les travaux de restauration. En 1600, l'abornement achevé, il entreprend la clôture du domaine. Les jardins en friche sont redessinés par l'architecte montois Pierre le Poivre sur le modèle de ceux d'Aranjuez, domaine royal d'Espagne dont Isabelle avait conservé la nostalgie.

Des tableaux de peintres contemporains, dont Jean Breughel de Velours, rendent à merveille le charme de cette "Touraine belge", tant vantée par Isabelle. En août 1605, des travaux de rénovation sont entrepris pour conférer aux bâtiments une allure plus conforme à leurs fonctions de résidence royale. Mais le château rénové par l'architecte Wenceslas Coberger se révèle trop petit pour accueillir la Cour.

à voir plus
montré

Aussi d'importants agrandissements sont-ils réalisés de 1606 à 1610. Pour abriter les communs, un quadrilatère de briques rouges, couvert d'ardoises, s'élève en contrebas du donjon. Une galerie couverte, surmontée d'une tour dite "à l'horloge", le relie au château. De l'autre côté, trois pavillons à toits bulbeux bordent les jardins et viviers. Très pieux, les Archiducs se font construire en 1610 une chapelle hors du parc, vers La Hestre. Cinq ans plus tard, ils dotent richement la chapelle et le prieuré de Montaigu à Morlanwelz.

Les séjours de plus en plus fréquents de la Cour mettent en évidence l'exiguité des locaux, d'autant qu'Isabelle ne désespère pas d'accueillir le roi d'Espagne, son frère. C'est le point de départ d'une nouvelle campagne de travaux. En 1618, le bâtiment des "ménines et dames" de l'Infante, dit "quartier des dames", sort de terre. L'essentiel des agrandissements porte cependant sur le bâtiment principal : quatre tours carrées sont érigées aux angles du donjon de Marie de Hongrie. Un tableau de Denis Van Alsloot, conservé aux Musées royaux des Beaux-Arts de Bruxelles, montre le domaine de Mariemont tel qu'il était devenu en 1620 : le pavillon rustique s'est mué en un palais prestigieux, digne d'une Cour raffinée. Ainsi embelli, le château ne subira plus de transformations majeures jusqu'au 18^e siècle.

Le cadre sylvestre, la douceur du paysage font de Mariemont le séjour préféré des Archiducs. Ils peuvent s'y livrer à la chasse, à la pêche, bref à leur penchant pour "la vie de campagne... la meilleure de toutes", comme l'écrit Isabelle. Pour être champêtre, la vie à Mariemont ne manque pas de divertissements : bals et fêtes, rehaussées de la présence d'hôtes illustres, s'y succèdent sans interrompre le fonctionnement de l'État.

La chancellerie réduite qui accompagne les souverains témoigne d'une activité remarquable : nombre de lettres et de textes officiels, signés à Mariemont, l'attestent. C'est ici que fut promulgué, entre autres, l'"Édit perpétuel". Albert meurt en 1621. Malgré le veuvage d'Isabelle, Mariemont continue d'être fréquenté. En 1631, il reçoit la veuve d'Henri IV, Marie de Médicis, que Richelieu a contrainte à l'exil en raison de ses intrigues politiques. Accueillie à Mons par l'Infante, elle séjourne à Mariemont avant de se rendre à Bruxelles. Le sieur de la Serre, mémorialiste de ce voyage, évoque la résidence champêtre, la beauté de son architecture et la magie de ses jeux d'eau. Mariemont inspire aussi la plume et le pinceau d'artistes célèbres : Rubens et surtout Jean Breughel de Velours l'ont peint sous divers aspects. Leurs œuvres, accrochées aujourd'hui aux cimaises des Musées du Prado, de Dijon, Richmond, Munich, Bayreuth... continuent de célébrer ses charmes.

Cette époque faste s'achève avec le décès d'Isabelle en 1633. Les gouverneurs qui lui succèdent ne font plus à Mariemont que de brèves apparitions. L'un d'eux, le marquis de Castel Rodrigo, en profite pour aller poser, le 3 septembre 1666, la première pierre d'une nouvelle place-forte sur la Sambre, qu'il baptise Charleroy. Mais, si Mariemont ne connaît plus le faste d'une Cour royale, le domaine reste animé par la présence d'un personnel nombreux et même par une garnison espagnole.

Louis XIV à Mariemont

Cette éclipse se termine avec fracas lorsque, en mai 1668, le traité d'Aix-la-Chapelle attribue à la France la prévôté de Binche... sauf Mariemont, qui est, selon les Espagnols, possession de la Couronne. Mais Louis XIV ne l'entend pas de cette oreille : le 27 octobre, il s'empare du domaine et en chasse les officiers et domestiques demeurés loyaux. Outrée par ce sans-gêne, la reine-régente d'Espagne mande au Nonce apostolique et à l'ambassadeur de Hollande d'intervenir auprès de leur gouvernement. Cela n'empêche pas le Roi-Soleil de visiter sa nouvelle maison en 1670 et en 1675, ni de la faire figurer dans la célèbre suite de tapisseries dites "tentures des mois ou maisons royales", tissées aux Gobelins entre 1668 et 1683 : elle y symbolise le mois d'août. Afin de récompenser l'un de ses plus fidèles serviteurs, il nomme Jean Talon, gouverneur de la Nouvelle France (Canada), capitaine général de sa "maison royale" de Mariemont. Aimable sinécure, si fréquente sous l'Ancien Régime : Jean Talon n'a même jamais visité Mariemont.

Dix ans après le traité d'Aix-la-Chapelle, celui de Nimègue restitue la prévôté de Binche à l'Espagne. La valse des gouverneurs généraux recommence. Ils séjournent épisodiquement à Mariemont, sans que le domaine en retire un lustre particulier. L'un d'eux, le marquis de Grana, s'y éteint le 19 juin 1685. L'état déplorable des finances de nos provinces ne permet même pas de l'entretenir convenablement. Les loups et les maraudeurs infestent le parc mal clôturé, en toute impunité malgré d'innombrables ordonnances de police.

Maximilien- Emmanuel de Bavière dernier gouverneur au nom de l'Espagne

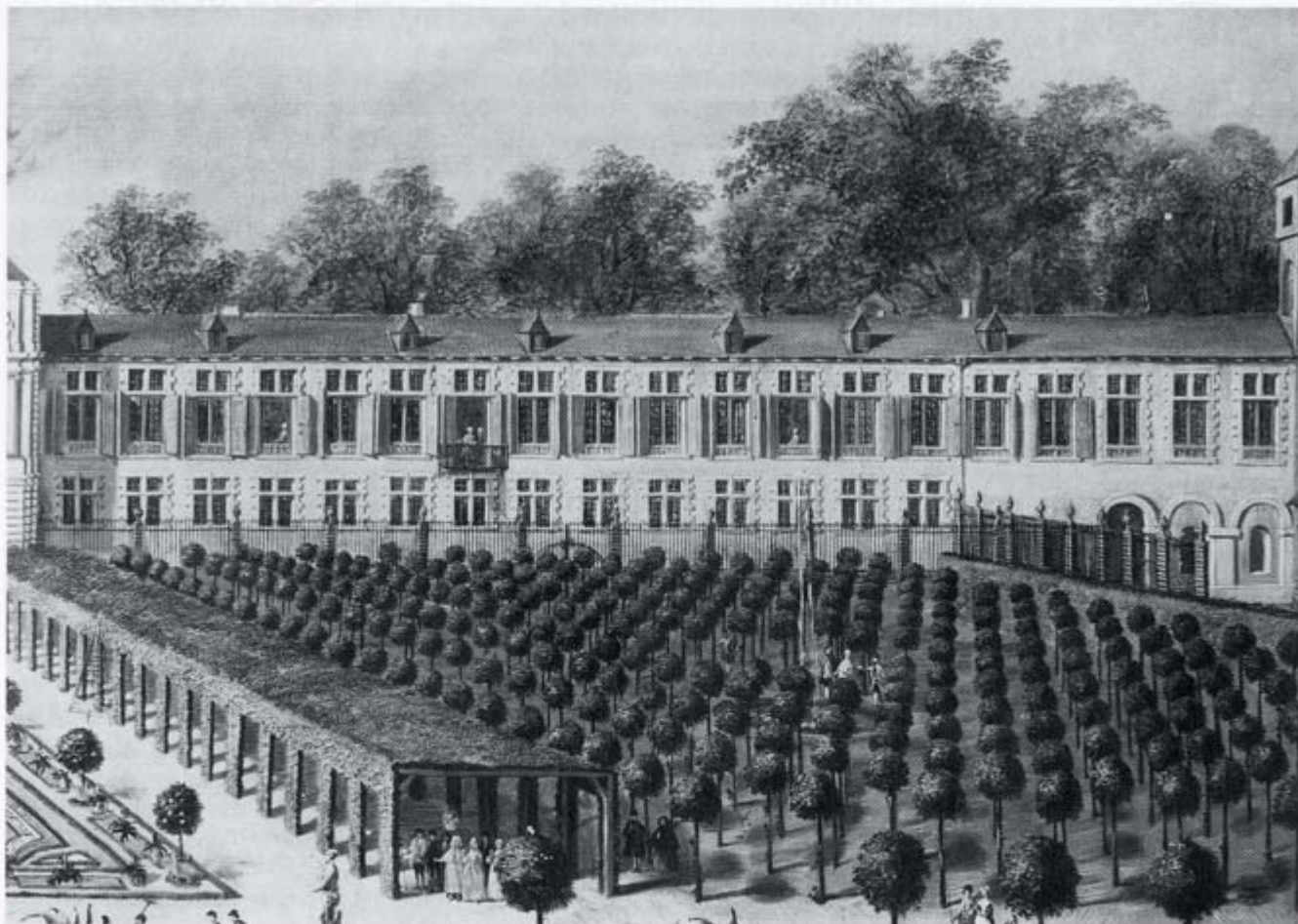
L'Électeur Maximilien-Emmanuel de Bavière, dernier gouverneur, depuis 1692, au nom de l'Espagne, redonna à la vieille résidence un peu de son lustre d'antan. Prince épicurien et fastueux, grand amateur de chasse, il apprécie les charmes de sa "campagne" hainuyère qu'il compte restaurer. Ne se vante-t-il pas dans une inscription datée de 1699, d'avoir "fait (le château) tel qu'il est à présent" ? Pour le peu qu'on en sache, son œuvre de constructeur se limite à l'aile menant aux communs, dénommée dès lors "Quartier de Bavière". Mais Mariemont lui doit d'autres titres de gloire : en 1708, il commande au compositeur Vaillant de la *Stadkapelle* de Mons, une pastorale intitulée "Les plaisirs de Mariemont" et, pendant son gouvernement, l'un des régiments wallons au service de l'Espagne prend le nom de "Mariemont".

Ce brillant intermède ne doit pas masquer une réalité moins glorieuse. Le délabrement chronique des finances électorales et les affres de la guerre de Succession d'Espagne frappent lourdement l'administration du domaine. Diverses ordonnances promulguées notamment les 10 mars 1700 et 28 février 1703 ne parviennent pas à endiguer le braconnage chronique qui désole les bois où "toutes sortes de gens s'émancipent d'y chasser en mépris des dites ordonnances". Aussi, le 20 mai 1705, son "Altesse électorale" "défens et interdit très sérieusement à tous et un chacun de quelle qualité ou état qu'ils puissent être, de chasser..."⁽²⁾. Les seigneurs voisins ne se gênaient pas, en effet, de profiter des fourrés giboyeux de Mariemont. Ceci sans grand risque d'ailleurs; les gardes peu nombreux et irrégulièrement payés ne manifestaient pas un zèle excessif. Les séjours de la Cour y sont d'ailleurs

⁽²⁾ Documents sur Mariemont ancien, MRM, X n° 4473.

très espacés. Fréquents pendant l'installation de Maximilien-Emmanuel à Mons, ils devinrent plus rares par la suite. Après le départ du gouverneur à Namur, Mariemont tombe dans l'oubli. Puis vient la guerre de Succession d'Espagne. Celle-ci se termine en 1713 par le traité d'Utrecht et par le rattachement des Pays-Bas à l'Autriche.

*Le quartier de Bavière,
aile reconstruite à l'époque du
gouverneur Maximilien-Emmanuel
de Bavière
Tableau de J.B. Simons,
Mariemont vu du sud
Détail
Coll. Musée royal de Mariemont*

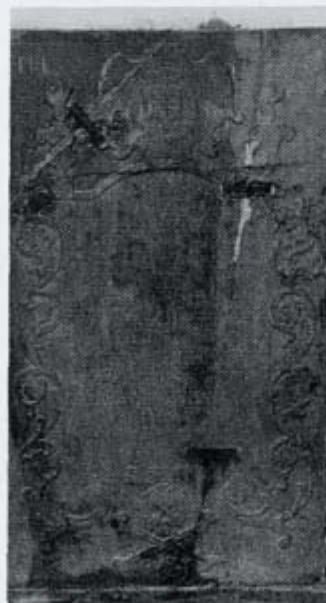


CHAPITRE II

LES DÉBUTS DU RÉGIME AUTRICHIEN

EN 1709, au cœur de la guerre de Succession, la population locale, soucieuse d'échapper aux pillages, réquisitions et massacres, conséquences fatales des armées en campagne, décide de se réfugier au château de Mariemont. Un rapport daté de 1711, sur "l'état de Mariemont après que ceux des environs s'y soient réfugiés pendant le siège de Mons (*) en 1709 et après" nous le décrit tel qu'il fut après le départ de ces hôtes étrangers. Ce rapport, analysé par M. Van den Eynde, permet de se rendre compte "de l'importance du château, des personnes qui y cherchaient refuge, des provisions et du mobilier qu'on y entassait, des dépravations et même du prix des loyers" (*). Le bilan est accablant : vitres cassées, planches arrachées, escaliers branlants, chambres vidées. Les dégâts sont impressionnants. Les travaux de restauration très vite entrepris, sont loin, si l'on en croit Nicolas Joseph Fontaine, contrôleur de la "Maison royale de Mariemont", de remettre les choses en état.

Pierre tombale
de la famille Fontaine
Coll. Musée royal de Mariemont



(*) En 1709, les alliés obligèrent Tournai à capituler puis investirent Mons. Malborough, généralissime allié, défit l'armée de secours française à Malplaquet précipitant ainsi la chute de Mons.

(*) M. VAN DEN EYNDE, « Morlanwelz phalanstère en 1709-1711 », *Études sur Morlanwelz*, 1976, p. 49-50.

D-O-M

ICI GIT LES CORPS DE NICOLAS
JOSEPH FONTAINE, EN SON TEMPS
CONTROLEUR ET CONCIERGE DE
LA MAISON ROYALE DE MARIEMONT
LEQUEL TRÉPASSA LE 23 OCTOBRE 1757
À ERPION. IL EST INHUMÉ DANS LE
CŒUR DE L'ÉGLISE DUDIT ERPION
ET CELUI DE JEANNE FRANÇOISE
MEURANT, SON ÉPOUSE, LAQUELLE
TRÉPASSA LE 17 FÉVRIER 1742
BENOÎT JOSEPH CHATILLON LE 16
JANVIER 1759
MARIE JOSEPH FONTAINE LE 5 JANVIER 1763
CHARLES FRANÇOIS JOSEPH FONTAINE
LE 8 JANVIER 1767
NORBERT GUILLAUME FONTAINE SON
FILS LE 22 FÉVRIER 1768
JEANNE FRANÇOISE FONTAINE ÉPOUSE
DE JOSEPH CHATILLON TRÉPASSA LE
26 MARS 1774

Il sera abondamment question de ce personnage-clef de l'administration du Domaine sous les gouvernements de Marie-Élisabeth et de Charles de Lorraine. Le contrôleur nous est bien connu grâce aux recherches inédites de l'un de ses descendants, Philippe Fontaine, en 1967 ⁽⁵⁾. L'évocation de cette figure permet de donner un éclairage nouveau sur la vie intérieure de l'ancien domaine royal au 18^e siècle.

Nicolas Joseph Fontaine, fils d'Antoine Fontaine (1643-1736) et de Thérèse Dupont, fut baptisé à Mignault le 21 février 1686. Le 3 février 1712, il épouse Jeanne Françoise Meurant. Le contrat de mariage passé devant Jean-François, notaire royal héréditaire du Rœulx, assure au jeune couple de substantiels revenus ⁽⁶⁾. D'abord installé à Mignault dans la ferme de sa belle-mère, N.J. Fontaine ne prolonge guère cette cohabitation, puisque l'année suivante il achète la charge de "contrôleur et concierge de la maison royale de Mariemont", devenue vacante suite au décès de son titulaire Ferdinand Malfait.

La copie de l'acte de nomination nous apprend qu'il lui en coûta "2800 livres du prix de 40 gros monnaie de Flandre la livre" ⁽⁷⁾. À ce titre, les tâches et privilèges attachés à la fonction, sont bien ceux dont bénéficiait son prédécesseur Ferdinand Malfait, ainsi qu'en témoigne l'acte de nomination daté du 1^{er} juin et rédigé au nom de Charles VI par le Conseil des finances à Bruxelles ⁽⁸⁾. Huit jours plus tard Nicolas Fontaine prête serment devant le sieur Deloffre, délégué par la Chambre des comptes et entre aussitôt en fonction.

Les pouvoirs et privilèges du contrôleur et concierge sont explicitement détaillés. Son office s'étend au château et "à l'ensemble des jardins, écuries, appartenances et dépendances" et consiste à "avoir sa demeure, garder et entretenir la dite maison", ceci "à nostre moindre charge et dépense que faire se pourra...". Il doit en plus surveiller et diriger les travaux et délivrer les certificats aux entrepreneurs, le travail terminé. Le contrôleur dressera l'inventaire des meubles restés à demeure à Mariemont ⁽⁹⁾. Quant au reste, il veillera à se régler précisément selon les ordonnances et instructions délivrées par le Conseil des finances.

Ces responsabilités importantes s'exercent sous l'autorité du receveur des ouvrages de la Cour, du surintendant du domaine, des receveur et prévôt de Binche. Ces deux derniers ne manquent pas de soumettre l'administration de N.J. Fontaine à des contrôles souvent tatillons. Le "contrôleur et concierge" est payé par le "receveur de Binche", le sieur André au moment de la nomination de Fontaine. Ses gages s'élèvent à 400 livres par an. D'après l'acte de nomination, Fontaine bénéficie d'un logement pour lui et les siens dans l'enceinte du château. Il précise également qu'en considération du "donatif" versé et au cas où "ledit Nicolas Joseph Fontaine vienne à mourir, avant quatre années à la date de cette date du serment prêté par Nicolas Joseph Fontaine que sa femme continuera dans la jouissance de la dite charge pendant ledit terme" ⁽¹⁰⁾.

Nicolas Joseph Fontaine, contrôleur et concierge

⁽⁵⁾ Ph. FONTAINE, *Nicolas Joseph Fontaine contrôleur et concierge du château royal de Mariemont* (La Hestre, 1967).

⁽⁶⁾ Selon les termes du contrat signé le 22 janvier 1712, Antoine Fontaine promet 400 florins à la consommation du mariage et une rente annuelle de 500 florins durant les cinq premières années du mariage. Michèle Gravis, veuve et mère de la fiancée, dote sa fille de 500 florins et de la moitié de sa ferme à Mignault, à charge pour les époux de l'héberger et de l'aider dans l'exploitation de la ferme.

⁽⁷⁾ A.F., non inv.

⁽⁸⁾ C.F., n° 2171.

⁽⁹⁾ Comme nous le verrons la Cour de l'archiduchesse emmène une partie du mobilier du palais de Bruxelles pour ses séjours à Mariemont.

⁽¹⁰⁾ Privilège dont bénéficie également le surintendant du domaine. Au décès du titulaire sa veuve, M^{me} de Chanclos, lui succède à ce poste.

(¹¹) Liste d'après l'étude inédite de Ph. Fontaine : C.F., 2159, 2163, 2168, 2171.

(¹²) Jean Samain, chapelain de 1706 à 1744.

(¹³) Ces receveurs s'en défendent en arguant le délabrement de leur caisse et le retard dans l'envoi des ordres de paiement. C.F., 2159, 2168.

(¹⁴) C.C., Registre n° 73, fol. 165.

(¹⁵) A.F., Dossier de notes, p. 60 et ss., A.G.R., ancienne cote, Cour brûlée, liasse n° 125. Par cette lettre le contrôleur tent peut-être à prévenir d'éventuelles critiques.

(¹⁶) André répond ainsi à une missive du Conseil datée du 29 avril, en annexe de laquelle se trouvait la lettre précitée de N. Fontaine. A.G.R., ancienne cote, Cour brûlée, liasse n° 125.

D'autres avantages, non explicitement renseignés dans l'acte susdit, s'attachent à la fonction (¹¹). En 1754, afin de se défendre contre les accusations répétées d'abus dans l'usage des privilèges, Nicolas Fontaine dresse la liste des bénéfices dont il dispose : exemption fiscale, jouissance d'un jardin et du loyer d'une prairie du parc, et surtout commerce de la cantine installée dans le domaine où il peut vendre "vin, bière, eau de vie, tabac, griserie et autres marchandises pour la commodité de la Cour, des officiers, domestiques et ouvriers de la maison". Il faut bien cela pour compenser l'extrême retard des rémunérations des employés de la maison royale de Mariemont.

Face à l'apathie du receveur de Binche chargé de liquider les traitements, le personnel en appelle à l'autorité centrale. Ainsi en 1731, le chapelain du château (¹²), le contrôleur et les domestiques adressent une requête au Conseil des finances pour se plaindre du retard apporté au paiement de leurs gages : le personnel n'a plus été payé depuis le mois de juin 1726 ! L'enquête menée par le Conseil confirme la véracité de ces griefs. Quelque temps plus tard, le surintendant Biseau revient à la charge... Les différents receveurs de Binche : André, Hacquier et Bard manifestent tous la même négligence malgré les rappels à l'ordre du Conseil des finances (¹³).

Cela n'empêche pas Nicolas Fontaine de s'acquitter consciencieusement de sa tâche. La situation ne s'est guère améliorée depuis le début du régime autrichien. Les bâtiments menacent ruines et le braconnage sévit de plus belle, malgré l'ordonnance de Charles VI du 29 janvier 1715 (¹⁴). Il est vrai que les gardes chargés de la surveillance du domaine ne relèvent pas de l'autorité du contrôleur, mais de celle du receveur de Binche. Fontaine a d'ailleurs bien assez de peine avec l'entretien des bâtiments. Le 18 avril 1719, il informe l'autorité centrale des menaces graves concernant notamment les corps de gardes, les vitres, les planchers et la toiture (¹⁵).

Réaction du receveur des domaines à Binche

Cet état est confirmé par l'architecte de la Cour Pierre Heroguelle. Ce n'est pas son premier avertissement à ce sujet. "Il y a peu de temps encore", Nicolas Fontaine avait informé le Conseil du "mauvais état de la Maison Royale de Mariemont". Directement mis en cause, André, receveur de Binche, répond au Conseil par une longue lettre datée du 15 mai 1719 (¹⁶). Ce plaidoyer confirme l'opinion de Fontaine. Il n'ignore nullement la gravité de la situation et informe "meseigneurs...", "en tout respect...", "qu'en l'an 1717, j'ai fait une visite exacte et particularisée de toutes les réparations à faire audit Mariemont, laquelle a été suivie d'une autre faite à mon intervention par l'architecte Euroquel (sic)". Apparemment ulcéré, il s'étonne de l'ignorance des conseillers puisque "au commencement du mois d'août 1718 je me suis rendu à Bruxelles, à l'ordre de vos seigneuries illustres. Concernant de m'adresser à Monsieur le vicomte de Voogt, lequel a fait venir ledit architecte et là, en sa présence, vu son rapport et le mien, on a séparé et marginé les réparations qui pouvaient être différées et marqué les plus nécessaires et indispensables, entre lesquels étaient celles des corps de gardes, des vitres, des deux corniches à

démonter et autres que j'ai fait faire en partie en attendant d'ordre à ce requis, que je n'ai pas encore reçu". André remarque au passage qu'il s'est opposé "au dessein dudit architecte" de démolir les corps de garde et portiques et de combler le fossé en raison du préjudice grave qu'aurait causé cette entreprise à l'harmonie du lieu. Il prit aussitôt l'initiative d'envoyer "le maçon ordinaire de la maison" visiter les bâtiments et de commander aux gardes du parc de couper le bois nécessaire aux travaux d'étañonnage à l'approche de l'hiver, en attendant une restauration sérieuse. Mais "le concierge" a "empêché" ces travaux "parce qu'il n'y avait point d'ordres". Quant aux "plombées et à la couverture" l'entretien s'est fait par entreprise depuis 1699. Celui-ci n'a pu se continuer faute de résolution prise par le Conseil. De plus, suite à une négligence grave du concierge, le château ne dispose plus d'échelles nécessaires à la réfection du toit ⁽¹⁷⁾. Quant à la plomberie, la "dernière entreprise de neuf années" s'était clôturée le 1^{er} juin 1718, rien n'a été fait depuis. André "supplie très humblement" le Conseil de "déclarer de quelle manière, le tout devra être fait par la suite, si sur l'ancien pied, par direction ou par nouvelles entreprises" ⁽¹⁸⁾.

Quant aux vitres, la visite faite en présence du vitrier, montre que malgré les travaux ponctuellement commencés et exécutés, les dommages sont "encore presque aussi grand qu'auparavant". André incrimine en cela, sans le nommer, le défaut de surveillance du contrôleur et concierge : s'étant rendu sur les lieux, il a trouvé "toutes les portes et fenêtres ouvertes (...) en sorte que tout le monde y va quand bon semble jusqu'aux enfants, dont il y a bon nombre dans la maison, lesquels y vont jouer ainsi, il n'est point étonnant qu'il y a du désordre, de l'admis de celui qui devrait l'empêcher". Les vitres arrachées par le vent "la maison y étant fort exposée ne sont même pas remplacées". Rien de plus facile dès lors que d'y pénétrer et "on y vole du plomb et jusques aux clous du couvreur d'ardoises, qui m'en a fait plusieurs plaintes". Pour en finir, André suggère au Conseil d'envoyer un commissaire "pour prendre inspection de tout et ranger un chacun à son devoir, ce qui me mettrait à couvert des inimitiés qu'on s'attire en disant la vérité". Le receveur poursuit sa défense en arguant et insistant sur la modicité chronique de ses moyens : "le produit de la recette n'est point suffisant pour faire toutes ces réparations et payer les charges ordinaires". Le receveur en profite pour demander la permission de vendre, en vertu du règlement de l'an 1662 ⁽¹⁹⁾, le bois de d'élagage "un endroit du parc dit «les Hayettes»" ⁽²⁰⁾, sa coupe n'ayant été interrompue que par les guerres dernières". Les jeunes plants du sous-bois pourraient en plus servir "à planter une haye autour du parc" et de faire ainsi l'économie d'une nouvelle muraille ou palissade ⁽²¹⁾. Ce document révèle le délabrement du domaine et l'insouciance, ou plutôt, l'ignorance du pouvoir central en ce qui concerne le sort de l'ancienne résidence royale qui n'en a d'ailleurs plus que l'apparence. Il montre aussi l'antagonisme entre le receveur de Binche et le concierge de Mariemont et l'effacement de la surintendante de Chanclos dont Fontaine n'est que l'employé.

Cette situation ne doit pas étonner le gouverneur des Pays-Bas autrichien. Eugène de Savoie n'ayant jamais résidé aux Pays-Bas, n'a cure de sa maison hainuyère. Quant à son délégué ou représentant, le marquis de Prié ⁽²²⁾, il semble même n'avoir jamais visité Mariemont. D'autres indices témoignent de ce désintérêt. Le 5 février

(17) Or "la maison ne devrait jamais en estre dépourvue pour en avoir à la main en cas de feu". Remontrance ayant été faite, Fontaine prétendit en disposer en suffisance or "j'ai appris que le jour suivant, il avait fait couper quelques arbres pour en faire de nouvelles".

(18) Depuis 1699, suite aux travaux réalisés à l'initiative de l'Électeur de Bavière, l'entretien des plomberies et toitures, se fait par entreprise et non plus par ouvriers gagés du domaine.

(19) Règlement organisant la gestion financière du domaine de Mariemont par le receveur de Binche.

(20) Lieu-dit de Morlanwelz sur les rives de la Haine à proximité des viviers du domaine.

(21) La clôture "de trente mille pieds de circuit" relevée au temps de l'archiduc Albert est devenue une véritable écumoire.

(22) Hercule-Joseph Turinetti, marquis de Prié, ministre plénipotentiaire dans les Pays-Bas de 1716 à 1724.



D. O. M.
 ICI GISENT LES CORPS DES SRS URBAIN
 ET ERNEST DE BRISOILA BARONS
 DE CHANCLOS PERE ET FILS LE
 PREMIER EN SON TEMPS COLONEL
 LE SECOND CAPITAINE DE CAVALLERIE
 AU SERVICE DE SA MAJESTE CATHOLIQUE
 ET CAVAPIZO DE S A D DE BAUIERE
 TOUS DEUX SURINTENDANTS DU
 PARC DE LA MAISON ROYALE DE
 MARIEMONT LE PERE DECEDA
 LE 10 DE JANUIER 1691
 ET LE FILS LE 7 OCTOBRE 1708
 PRIEZ DIEU POUR LE REPOS
 DE LEURS ANES
 ERNEST BARON DE CHAN-
 CLOS FILS DES PRECEDENS VSSI
 SURINTENDANT DE LA SDITE
 MAISON DECEDA LE 15 MAY 1729
 REQUIESCANT IN PACE

*Pierre tombale de Urbain,
 Ernest père et Ernest fils,
 barons de Chanclos
 décédés en 1691, 1708 et 1729,
 tous trois surintendants
 du Parc et de la Maison
 royale de Mariemont
 Coll. Musée royal de Mariemont*

1720, Madame veuve de Chanclos, "surintendante du parc et chasse de Mariemont", informe les conseillers des finances "que les seigneurs des terres enclavées dans les limites du domaine royal, continuent de chasser avec meutes, lévriers, chiens courants au préjudice de la plaine et bois dudit Mariemont qui, commençaient à se repeupler, dont ces Messieurs en détruisaient une bonne partie" (23). Madame Chanclos suggère que le "Fiscal d'Haynaut" se joigne à elle pour intenter un procès. Il ne semble pas qu'il ait eu suites judiciaires à ce conseil. Par le même courrier, la surintendante avertit les conseillers de la nécessité de renouveler le bail des fermiers des étangs et du parc échu depuis la Noël 1719. Elle s'inquiète aussi du trop grand nombre de bétail pâture dans le domaine. Autrefois, le nombre de "bêtes à cornes" était limité à quatre-vingts outre celles des officiers et domestiques. Depuis, ce chiffre est largement dépassé sans compter "les bêtes chevalines que les dits fermiers y mettent". Cette situation, remarque-t-elle, est éminemment préjudiciable aux bois et au gros bétail qui s'y abrite.

La démarche vigoureuse du receveur de Binche a néanmoins une conséquence positive. Le conseiller Strozzi (24) mandaté par ses pairs visite le domaine et rédige un rapport qu'il demande à André d'annoter (25). André se déclare d'abord ravi de ce que l'on se trouve en "bonne disposition de remédier sérieusement à tout ce qui manque à la maison royale et parc de Mariemont", il insiste à nouveau sur le dommage qu'entraînerait la démolition recommandée par l'architecte, de la tour de l'horloge (26) et des corps de garde avoisinant le pavillon central. Le receveur croit de son devoir de signaler que la disparition de ces bâtiments rendrait le séjour peu agréable, à moins de les remplacer par d'autres pièces plus modernes, "mais pour les faire, il faut de l'argent". Et si "on n'en fait point de nouvelles, quel amusement trouvera une Cour en ces lieux ? Rien du tout. Les critiques alors ne manqueraient point de jouer leur personnage, d'exagérer le mérite des pièces démolies...". Pour André, le mieux est de procéder à des réparations provisoires et surtout de veiller scrupuleusement à l'entretien. En cas de défaillance, "une punition exemplaire mettrait peut être fin aux négligences relevées".

Le receveur termine en formulant l'espoir de disposer un jour des moyens et de l'argent nécessaires pour la conservation de la maison de "Sa Majesté". Le mémoire du conseiller Strozzi annoté par André ne manque pas d'intérêt. Il comporte onze paragraphes longuement commentés. Le conseiller Strozzi, sans doute influencé par l'architecte de la Cour, recommande d'étaçonner les bâtiments branlants et de reporter la décision de les démolir ou de les restaurer au printemps. Le point quatre du mémoire exprime le souhait du Conseil de connaître la soumission proposée par "ceux qui demandent un octroi de tirer du charbon dans le parc de Mariemont". Le receveur répond que la soumission faite par le sieur d'Eustache Félix (27) est de 1.800 florins pour neuf années. Il suggère de la porter à 2.000 florins pour ce terme, en veillant à ne faire aucun dommage aux arbres et allées du parc, de combler les fossés et de ne pas approcher des sources qui approvisionnent les fontaines. Cette requête n'aboutira pas. L'ordonnance promulguée par Charles Quint le 7 décembre

Enquête du Conseil des finances

(23) A.G.R., ancienne cote, Cour brûlée, liasse n° 125, Lettre aux Conseillers, commis des finances.

(24) Conseiller des finances et intendant des ouvrages des palais, maisons, jardins et fontaines aux Pays-Bas.

(25) A.G.R., ancienne cote, Cour brûlée, liasse n° 125, lettre du Conseil des finances au receveur de Binche, 24 octobre 1719. Réponse de André le 6 novembre courant.

(26) Tour élevée à l'époque des archiducs Albert et Isabelle à l'angle des communs et de la galerie les reliant au donjon.

(27) L'un des associés du charbonnage de la plaine de Morlanwelz, cf. F. HAYT, « Les charbonnages de Mariemont-Bascoup des origines jusqu'à 1830 environ », *Documents et rapports de la Société royale d'Archéologie et Paléontologie de l'arrondissement judiciaire de Charleroi*, 68, 1950, p. 168-169.

1553 reste donc d'application. En 1733, l'intendant Biseau autorise le personnel de tirer de la terre houille proportionnellement à leurs besoins et sans faire de dégâts ⁽²⁸⁾. L'exploitation ne reprendra en grand que sous le gouvernement de Charles de Lorraine. Pour le reste, Strozzi s'inquiète surtout du pâturage dans le domaine, du braconnage et de la nécessité de replanter le parc. Pour ce faire, il conviendrait de disposer d'"une carte figurative dudit parc". André répond que dix-huit à vingt coupes suffiraient et permettraient d'éviter de semer et de replanter. Quant à la carte figurative, il en possède une qu'il envisage d'envoyer avec des remarques pour des embellissements ⁽²⁹⁾. André fait également remarquer que les doléances du Conseil resteront sans effet si le conseiller fiscal du Haynaut et lui-même ne disposent pas d'une "autorisation d'agir" contre ceux qui s'aviseraient d'entraver le droit de "Sa Majesté".

Charles VI (1685-1740),
empereur de 1711 à 1740
Coll. Cl. de Beaufort, Onoz



⁽²⁸⁾ A.F., dossier de notes, p. 93.

⁽²⁹⁾ Il s'agit peut-être du plan conservé aux Archives de l'État à Mons sous la cote A.E.M., plan n° 71, levé le 23 juillet 1718. Il se rapporte à un procès jugé devant le Conseil souverain de Hainaut à propos d'un droit de chaussée sur le territoire de Morlanwelz. R. WELLENS, «Un géomètre-arpenreur hennuyer du XVIII^e siècle : Jacques-Joseph Plon (1683-1755) », *Bulletin trimestriel du Crédit communal de Belgique*, 30^e année, juillet 1976, p. 173-174.

MARIE-ÉLISABETH D'AUTRICHE À MARIEMONT

A PRÈS 1725, les choses semblent changer à Mariemont : les travaux d'entretien, tout en restant sommaires, sont plus importants qu'auparavant ⁽³⁰⁾. Il paraît naturel de considérer que l'arrivée de la nouvelle gouvernante des Pays-Bas, Marie-Élisabeth d'Autriche, n'est pas étrangère à ce regain d'intérêt. C'est le 5 décembre 1724 que Charles VI, souverain des Pays-Bas, désigna, par lettres patentes du 1^{er} septembre 1725, sa sœur, l'archiduchesse Marie-Élisabeth en remplacement du prince Eugène de Savoie. En fait, le prince Eugène retenu à Vienne n'avait jamais pris possession de son office aux Pays-Bas. Celui-ci avait été exercé par le marquis de Prié comme lieutenant-gouverneur. Ce dernier chargé, selon l'expression de H. Pirenne, de "sécher les plâtres pour l'Autriche dans les Pays-Bas", le fit avec une insigne maladresse. Sans égard aux libertés traditionnelles de nos régions, il tenta d'imposer de manière brutale un centralisme d'autant plus odieux qu'il paraissait imposé de l'étranger; de Prié indispose autant le peuple que la grande noblesse elle-même qui ne pouvait souffrir l'arrogance de ce ministre étranger.

Enfin, certaines manigances irrégulières dans la gestion financière valurent à de Prié un mépris si général que Charles VI fut obligé de le rappeler le 23 mai 1725. En attendant l'arrivée de la nouvelle gouvernante, le maréchal Viric-Philippe-Laurent, comte de Daun, reçut commission de gouverneur général *ad interim* pour régler les affaires du pays et préparer la venue à Bruxelles de Marie-Élisabeth. Partie de Vienne le 4 septembre 1725, la princesse fut reçue le 4 octobre à Tirlemont et le 5 à Louvain, où le recteur magnifique de l'Université, Jean-François Stoupy, lui adressa une harangue en latin. Faisant étalage de sa culture classique Marie-Élisabeth lui répondit dans la même langue. Le 9 octobre, notre nouvelle gouvernante fit son entrée solennelle à Bruxelles. Marie-Élisabeth était née à Linz, capitale de la Haute-Autriche, le 13 décembre 1680, de l'empereur Léopold I^{er} et de sa troisième femme Éléonore de Neubourg. Très pieuse, formée en cela par sa mère, elle fut aussi instruite dans les langues, l'histoire, la philosophie et le droit et très tôt initiée aux affaires du gouvernement par son frère Charles, qui la prit comme secrétaire. Réputée de bon conseil, ses frères Charles et Joseph la consultèrent souvent sur

Une nouvelle gouvernante aux Pays-Bas

⁽³⁰⁾ C.C., n° 27379 (1723-1727);
n° 27380-27382 (1727-1744).

des questions épineuses. Pendant un temps, elle fut même chargée du gouvernement du comté du Tyrol, peu après la conclusion du traité de la Bavière (1728). Charles VI avait déjà songé à confier à Marie-Élisabeth, l'administration des Pays-Bas, mais ce projet n'eut pas de suite immédiate.



Marie-Élisabeth d'Autriche
(1680-1741), gouvernante
générale des Pays-Bas
de 1725 à 1741
Gravure de J. Harrewijn
Coll. Musée royal de Mariemont

Pour expliquer la désignation de sa sœur comme gouvernante, Charles VI invoque le caractère accommodant de sa sœur, "eu égard au tempérament des habitants des Pays-Bas accoutumés à être gouvernés plus par le douceur que par la sévérité" ⁽³¹⁾. Il semble aussi que le souvenir de l'Infante Isabelle, resté vivace au sein de nos populations, ne fut pas étranger au choix de Charles VI. De caractère réputé austère, d'abord d'une piété d'un rigorisme excessif, elle imposa à la Cour de Bruxelles une discipline peu goûtée par bien de ses contemporains. Selon l'un d'entre eux, le baron de Pöllnitz, les bruxellois lui reprocheraient de "ne point dépenser" et d'avoir fait de sa Cour "un couvent de plus". D'autres témoignages nous la montrent pieuse et intraitable sur l'étiquette, mais aimant volontiers la musique, assistant aux opéras représentés à Bruxelles par des troupes italiennes. Dans son palais même, elle organisa de nombreux concerts et le passage à Bruxelles d'hôtes illustres est l'occasion de fêtes, de divertissements et de parties de chasse.

Sans doute faut-il y voir plus une conscience des mondanités nécessaires à l'exercice du gouvernement qu'une inclination personnelle aux plaisirs. Mais le résultat est là. Son administration réussit à ranimer quelque peu la vie intellectuelle et mondaine de la capitale. Sa charité inépuisable, son souci de la justice et du bien-être de nos populations compensèrent son caractère altier et naturellement distant. Sans connaître la véritable popularité, elle conquiert au moins l'estime de nos populations. Les circonstances, il est vrai, la favorisèrent : elle dispose d'une autorité réelle ⁽³²⁾, de collaborateurs de valeur, le comte Visconti puis le comte Frédéricq de Harrach. Contrairement au hautain marquis de Prié, Harrach réfrène toute velléité centralisatrice et autoritaire inspirée de Vienne pour en revenir à l'administration traditionnelle du pays. Pouvait-il en être autrement, écrit Harrach à Charles VI, dans "un pays aussi délicat à gouverner que celui-ci, et où il n'y a pas 3.000 hommes de troupes réglées". Enfin, l'amnistie accordée par l'empereur après les troubles de Bruxelles et surtout la paix enfin retrouvée, permettent une administration paisible, propice au relèvement de nos régions.

Aussi, notre gouvernante peut se consacrer sans trop de contraintes à ses plaisirs favoris : la pêche et la chasse. Elle dispose pour ces exercices de deux résidences : Mariemont et Tervueren, l'ancien pavillon de chasse des ducs de Brabant en lisière de la forêt de Soignes, aux abords d'étangs poissonneux. Malgré son éloignement relatif, c'est Mariemont qui eut sa préférence. Tervueren fut d'ailleurs laissé dans un état de semi-abandon ⁽³³⁾. Sans qu'il soit possible aujourd'hui d'établir une chronologie rigoureuse des séjours de Marie-Élisabeth à Mariemont, il semble que ses déplacements s'y multiplièrent après 1731. L'incendie du palais de Bruxelles et l'achèvement des travaux de restauration à Mariemont expliquent sans doute ce phénomène.

Toujours est-il que les 3 et 4 août 1726, le conseiller Rubens, accompagné du contrôleur des ouvrages de la Cour, Jean-André Anneessens, effectue une visite au château royal de Mariemont ⁽³⁴⁾. Le constat qu'il en tire est navrant. Ce rapport annoté probablement par Anneessens, témoigne à la fois du délabrement persistant de la résidence hainuyère et du souci enfin manifesté d'y remédier.

⁽³¹⁾ M. Hoc, « Les jetons d'étrennes de Marie-Élisabeth, gouvernante générale des Pays-Bas (1725-1741) », *Revue belge de Numismatique*, 1950, p. 59.

⁽³²⁾ Gh. DE BOOM, « L'Archiduchesse Marie-Élisabeth et les grands maîtres de la Cour », *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 5, 1926, p. 489 et ss.

⁽³³⁾ S. PIERRON, *Histoire illustrée de la forêt de Soignes* (Bruxelles, s.d.), p. 426.

⁽³⁴⁾ A.F., dossier de notes, p. 82 et ss., annotation du 21 avril 1727.

Un domaine à l'abandon

Il fournit en plus quelques détails intéressants sur la vie du domaine. À ce double titre, il mérite quelques commentaires. À la lecture de ce mémoire il apparaît que, d'une manière générale, les portes, fenêtres et vitrages sont en mauvais état. Les abords du donjon, murailles et pont nécessitent une véritable reconstruction. À l'intérieur, plusieurs appartements devraient être réparés et les plâtres refaits. "Tous les toits sont en très mauvais état". Feu l'architecte Herogueulle qui fit la visite en 1712 et 1714 s'en était déjà ému en attribuant la faute à un certain Remy Constant, chargé de l'entreprise pendant neuf ans et qui ne s'était pas acquitté de ses obligations au grand dommage des charpentes et maçonneries. Les fontaines ne coulent plus et le jardin n'est pas bien entretenu. Les cours sont remplies de décombres et de mauvaises herbes. On vole le plomb et les matériaux du château et on passe à travers le parc sans s'inquiéter de la permission préalable du surintendant. L'auteur des annotations propose en marge de chacun des quatre chapitres du présent mémoire les remèdes appropriés qui permettraient d'améliorer la situation existante. Il met en cause la responsabilité de certains membres du personnel, gagés ou travaillant à l'entreprise, qui ne remplissent pas correctement leur office. De la même manière, il reproche au contrôleur un manque d'autorité ou de surveillance. Fontaine s'en défend en expliquant que si "le service ne se fait pas bien au château" c'est parce que "le receveur s'empare de tout le pouvoir et qu'il paie les ouvriers sans son certificat". À quoi le receveur répond qu'au contraire, c'est le contrôleur qui ne le consulte en rien, ce qui cause "du préjudice à Sa Majesté à quoi il convient de remédier". Le Conseil des finances s'informe également des moyens financiers dont dispose le receveur de Binche pour les travaux projetés. Surpris "de voir le peu d'argent en caisse" le Conseil reproche à André de n'avoir pas, comme il lui avait été commandé, réservé une somme de 70.800 florins sur la recette de Binche, afin de pourvoir à l'entretien de Mariemont. Ce constat, dans l'ensemble négatif, n'a rien de surprenant : Mariemont n'a plus connu de visite princière depuis le départ de Maximilien-Emmanuel de Bavière et l'autorité de contrôle, sous le gouvernement du marquis de Prié, s'est désintéressée de l'administration du domaine. Tout ceci explique la négligence du personnel, par ailleurs irrégulièrement payé. Si l'activité paperassière reprend — courrier, rapports, projets, dessins s'accumulent —, sur le terrain les choses n'avancent pas. C'est ce que laisse supposer un rapport adressé par Nicolas Joseph Fontaine au conseiller Rubens en date du 10 mars 1728 ⁽³⁵⁾.

Il s'agit encore une fois d'un projet de restauration progressive des toits et des plafonnages, de réparation des murailles d'enceinte du donjon et d'établissement d'un pont en briques vers les jardins ⁽³⁶⁾. Toutes questions pendantes depuis des années... Cette fois Fontaine décide de mener les choses rondement en établissant un devis détaillé des travaux et demande, requête qui en dit long sur l'autorité du contrôleur, de pouvoir disposer des services du personnel gagé du domaine ! Cet extrait mérite d'être cité intégralement : il faudrait obtenir "l'assistance, de ceux qui sont gagés, savoir : Michèle dit cœur, Antoine Carnier, Nicolas Evrard, Nicolas Tillemant et Bastien Tillemant ⁽³⁷⁾, le dernier quand il sera jugé n'y avoir aucune nécessité aux fontaines, (...) en obligeant aussi les dits avant nommés, de nettoyer les dits fossés qui sont présentement très vilains. Comme aussi de leur faire

⁽³⁵⁾ *Id.*, p. 89-91.

⁽³⁶⁾ Pont enjambant le fossé. Le concierge demande aussi de pouvoir abattre quelques chênes pour "servir à raccomoder les crèches des grandes écuries" et "raccomoder la glacière qui est fort mauvaise (...) car il n'y a plus moyen d'y mettre de la glace, ou elle serait d'abord fondue".

⁽³⁷⁾ Il s'agit en fait des gardes à cheval et à pied, du ballandien (surveillant-concierge), jardinier et fontainier. Chacun pouvant être requis outre sa fonction spécifique comme "manouvrier". Ce qu'ils refusent manifestement de faire.

racomoder le chemin près de la porte d'en haut, qui est impraticable, quoique le dit Fontaine leur ai déjà dit plusieurs fois : quoi qu'ils ne travailleront que deux jours la semaine jusqu'à ce que le tout serait mis en état (...) ainsi qu'il plaira au Conseil d'ordonner".

Chaque année, le contrôleur est tenu de faire un mémoire des réparations estimées nécessaires ⁽³⁸⁾. Les propositions formulées par le contrôleur ne sont pas toujours prises en considération et il doit toujours demander l'avis du Conseil avant d'entreprendre une réparation importante. Comme le spécifie clairement l'acte de nomination, le contrôleur est habilité à donner des certificats de fin de travaux aux entrepreneurs qui se sont acquittés de leurs obligations. Nicolas Fontaine a aussi le pouvoir de signer les contrats avec les entrepreneurs et l'obligation de les payer à la fin des travaux ⁽³⁹⁾, mais seulement après autorisation préalable du Conseil. Tous les certificats et contrats signés par le contrôleur n'ont pas été conservés. Ceux qui subsistent permettent cependant de se faire une idée de la marche des travaux.

Le 14 juin 1728, Fontaine passe contrat avec les entrepreneurs Demaret et Rottembergh; il certifie que "Georges Rottembergh, maître plombier de la ville de Mons, s'est acquitté de ses obligations portées par son contrat du 19 octobre 1720 au sujet de l'entretien des plombs et buses dudit Mariemont et ce jusque et y compris le 14 juin 1728" ⁽⁴⁰⁾. En 1732, un nouveau contrat d'un terme de neuf ans est adjugé aux mêmes Demaret et Rottembergh pour l'entretien des toitures ⁽⁴¹⁾.

Comme toute convention de ce type, elle se réalise sur base d'un cahier des charges rédigé sous l'égide d'un conseiller, à l'époque Rubens, et publié pour avis de soumission. L'ordonnance de paiement est signée par le receveur des ouvrages de la Cour, Mathias Neltine qui servira aussi Charles de Lorraine. Il apparaît qu'en général, les artisans et entrepreneurs proviennent de la région et du Hainaut mais parfois aussi de Bruxelles et autres lieux. Le 6 juillet 1731, le contrôleur obtient la permission de réparer la galerie du château et de combler un trou qui se forme dans un étang ⁽⁴²⁾. Fontaine s'occupe aussi des travaux à effectuer dans le parc, réparation des fontaines, curage des fossés, abattage des arbres et fenaison.

En 1734, d'importants travaux de restauration sont entrepris. Ils nécessiteront la cuisson d'une fournée de cinquante à soixante mille briques ⁽⁴³⁾ et consistent en : "racomoder les écuries, faire des fenêtres batardes au quartier de Son Altesse, une porte à la chapelle de la Basse-Cour, plafonds au quartier de Son Altesse, clefs et serrures, deux fenêtres neuves à la boucherie près de la porte d'en bas". On propose également d'embellir la pyramide de la grande fontaine de la haute cour par un médaillon représentant les Armes de l'Empereur ⁽⁴⁴⁾.

Mais les travaux les plus importants entrepris à l'époque de Marie-Élisabeth consistent en la construction d'une nouvelle chapelle, à l'emplacement de la tour de l'horloge. En conséquence, le 13 mai 1735, le Conseil donne l'ordre de démolir les anciens bâtiments et de faire cuire cinq cent mille briques. Le 21 juillet, le Conseil

(38) Ph. FONTAINE, *op. cit.*, p. 13 : seuls subsistent les rapports des années 1736, 1742 et 1752; C.F., n° 2159, 2163, 2168.

(39) C'est le receveur de Binche qui fournit les fonds nécessaires.

(40) C.F., 2159.

(41) A.F., dossier de notes, p. 92.

(42) C.F., 2159.

(43) A.F., dossier de notes, p. 94.

(44) Cette pyramide, ou plutôt obélisque, restaurée en novembre 1733 est bien visible sur le tableau de D. Van Alsloot représentant le domaine à l'époque des archiducs Albert et Isabelle.

Construction de la chapelle



La nouvelle chapelle du château de Mariemont, construite par Marie-Élisabeth d'Autriche
Tableau de J.B. Simons, détail
Coll. Musée royal de Mariemont

informe Nicolas Fontaine de ce que Jean-André Anneessens, architecte de la Cour, est autorisé à se "transporter à Mariemont et y faire les dispositions pour le fondement de la nouvelle chapelle (...) le tout conjointement avec le contrôleur de la dite maison royale Nicolas Joseph Fontaine" ⁽⁴⁵⁾. Le 3 septembre, le contrôleur obtient la permission d'établir les certificats d'exemption de péage pour les chariots amenant à Mariemont le matériel nécessaire aux nouvelles constructions.

Une soumission s'ouvre bientôt pour les travaux de maçonnerie. M.-F. Bautier, entrepreneur à Bruxelles, emporte la compétition ⁽⁴⁶⁾. Le 10 octobre 1735, Anneessens reçoit l'autorisation de commencer les bois de charpente et pierres de taille. Le marché du bois, tiré du parc de Mariemont, fut adjugé à trois scieurs de la région : Nicolas Jean-Baptiste, Antoine et Jean Castelain ⁽⁴⁷⁾. Quant à la fourniture des pierres de taille, elle fut adjugée le 14 avril 1736 à trois entrepreneurs : Mathieu Flavion pour 595 florins, Jacques Van Rech pour 1.000 florins et Albert Fonson de Mons pour 159 florins.

Le 18 octobre 1735, Nicolas Fontaine demande, vu l'importance du bâtiment, de déléguer une personnalité pour la pose de la première pierre. Marie-Élisabeth choisit Monsieur de Gongnies, seigneur de Fayt résidant au château de l'Escaille. L'abbé de Bonne-Espérance est désigné, sur proposition de Monsieur de Gongnies, pour bénir la pierre. Un banquet, offert au prélat et à ses chapelains et domestiques, clôture la cérémonie. Il en coûtera 139 florins 19 sols au trésor.

Par une lettre datée de 1736, Laurent Delvaux, sculpteur patenté de la Cour, demande à être chargé de la réalisation des chapiteaux de la chapelle, "non pour gagner, mais seulement pour donner un morceau de ce qu'il sait faire et des preuves convaincantes de sa capacité en faisant quelque chose digne d'une chapelle royale" ⁽⁴⁸⁾. Le Conseil accepte la requête et, le 18 mai 1736, informe L. Delvaux de sa décision. Par lettre datée de Nivelles le 30 mai 1736, le sculpteur s'engage pour la somme portée le 4 juin 1736 à 13 florins 6 sols. Le 18 mai 1737, Fontaine certifie au Conseil que L. Delvaux a achevé les vingt-quatre chapiteaux et soixante médaillons commandés pour la chapelle. Celle-ci sera inaugurée en grande pompe le 15 août 1739 par le nonce Luc Tempi en présence de la gouvernante. Un jeton d'étrenne frappé pour l'année 1741 commémore l'événement ⁽⁴⁹⁾ et porte l'inscription latine ici traduite : "Élisabeth gouvernante des Belges a édifié une chapelle de l'auguste Vierge et l'a vouée à la divine Mère reçue au ciel". La cérémonie de la consécration est également représentée sur une gravure de François Pilsen ⁽⁵⁰⁾.

La visite de Marie-Élisabeth à Mariemont a été célébrée en un long poème par les pères Augustins du Collège de Binche, qui donnent à la gouvernante les titres suivants : "popularum amor, intimitatae Religionis, justitiae et clementiae assertrix" ⁽⁵¹⁾. La chapelle, construite dans le style baroque de l'époque, est couronnée d'un dôme d'ardoises et s'élève à l'emplacement de l'ancienne tour à l'horloge. Le coût total des travaux initialement évalué par l'architecte Anneessens à 13.000 florins atteint finalement 20.000 florins. Cette construction nous est relativement bien connue, grâce aux documents d'archives précités mais aussi par l'iconographie : le dessin du

⁽⁴⁵⁾ Ph. FONTAINE, *op. cit.*, p. 15; C.F., n° 2159, A.F., dossier de notes, p. 96-97.

⁽⁴⁶⁾ A.F., dossier de notes, p. 97. Soumission offerte le 1^{er} octobre 1735 et adjugée le 10 octobre de la même année.

⁽⁴⁷⁾ *Id.*, p. 110-111.

⁽⁴⁸⁾ À propos de la chapelle, voir J.-L. DELATTRE et R. LAURENT, *Laurent Delvaux, 1696-1778* (Exposition commémorant le bicentenaire de sa mort. Catalogue, Nivelles, 1978), p. 24-14.

⁽⁴⁹⁾ M. Hoc, *op. cit.*, p. 83-85.

⁽⁵⁰⁾ Consécration de la chapelle royale de Mariemont, le 17 août 1739. Gravure de François Pilsen, Bibliothèque royale, Manuscrits, 16362, f° 367.

⁽⁵¹⁾ M. Hoc, *op. cit.*, p. 85.

jeton d'étréne de 1741 par Harrewijn ⁽⁵²⁾, la gravure de Fr. Pilsen déjà évoquée et, plus tardifs, la carte figurative de Dupuis, les tableaux de J.-B. Simons et les gravures de Witztumb analysés dans la suite de ce travail.

Outre le bâtiment, le mobilier et l'orfèvrerie doivent être renouvelés. Selon les termes du conseiller Strozzi, le tout est en "fort mauvais état" et "peu convenable à la magnificence ou grandeur de la chapelle quand il y aura une Cour" ⁽⁵³⁾. Divers ornements sont commandés : orgues réalisés par Forville "faiseur d'orgues patente", autel en marbre surmonté d'un retable ⁽⁵⁴⁾, sculpture par L. Delvaux, mobilier et dorures, six chandeliers en cuivre... le tout pour 1.973 florins. D'autres travaux d'importance furent réalisés : rénovation des communs, reconstruction des cuisines et office, percement d'une galerie permettant de porter les viandes par dessous la chapelle au quartier royal.

Marie-Élisabeth affectionne les séjours durant l'été et l'automne, par excellence saison de la chasse. De longs préparatifs précèdent chaque départ. L'archiduchesse annonce son arrivée plusieurs semaines à l'avance afin, notamment, de pouvoir disposer d'un nombre suffisant de paysans et de chariots pour la chasse ⁽⁵⁵⁾. De son côté le lieutenant général de la Vénérerie ⁽⁵⁶⁾ se préoccupe de l'état des chenils et écuries et recommande de réparer les toiles nécessaires à la chasse "à traques" ⁽⁵⁷⁾. Selon M. Galesloot, ce type de chasse était particulièrement meurtrier : les traqueurs rabattaient le gibier vers une enceinte de toiles où il était livré sans espoir de fuite au feu des chasseurs. Pendant ce temps, le contrôleur fait fraîchement blanchir quelques pièces et veille à l'état des plafonds, vitres et serrures. Chaque année, un état du mobilier est dressé avant l'arrivée et au départ de la Cour. En 1739, par exemple, se trouvent à Mariemont : "7 tables longues, 34 tables de diverses formes, 84 chaises de jonc, 72 paillasses, 12 chaises percées" ⁽⁵⁸⁾ auxquelles s'ajouteront provenant de Bruxelles : "145 tables avec pieds, 300 chaises de jonc, 24 chaises en bois, 132 bidets, 130 paillasses environ"; de plus "il a été fait en outre de cela des bois de lits et des chaises percées". Au départ de la Cour le 25 août 1739, le conseiller Strozzi et Fontaine dressent la liste des meubles laissés à Mariemont : "39 grandes tables, 48 petites avec pieds, 300 chaises de jonc, 22 chaises en bois, 21 bois de lits, 120 bidets, 122 paillasses numérotées, 32 chaises percées, total 704 pièces" ⁽⁵⁹⁾.

Cette énumération fastidieuse permet néanmoins de se faire une idée approximative de l'importance de la suite accompagnant Marie-Élisabeth. Outre le plaisir de la chasse, la gouvernante visite aussi les membres de l'aristocratie locale et les établissements religieux. Les dames de l'Olive la reçoivent régulièrement et profitent de ses largesses. Pratiquant volontiers la pêche, elle fréquente assidûment les plans d'eau du domaine et l'étang du château de l'Escaille à Fayt-lez-Seneffe ⁽⁶⁰⁾ où réside Emmanuel de Gongnies, seigneur de Fayt et de l'Escaille, prévôt de la ville et bailli des bois de Binche depuis le 9 janvier 1739 ⁽⁶¹⁾. Ses fonctions lui donne une certaine autorité, mal définie, sur les employés de la maison royale. Une pierre

Retour de la Cour à Mariemont

⁽⁵²⁾ Sur Fr. Harrewijn et son œuvre numismatique, voir E. VAN HEURCK, *Les Harrewijn* (Anvers, 1920).

⁽⁵³⁾ A.F., dossier de notes, p. 127 et ss.

⁽⁵⁴⁾ Le tout réalisé pour le gros œuvre par le maître marbrier Mathieu de Fontaine L'Évêque. Pour les sculptures de L. Delvaux, voir Cl. LEMOINE-ISABEAU, *op. cit.*, p. 11 note 2.

⁽⁵⁵⁾ A.F., dossier de notes. Lettre du 12 septembre 1734.

⁽⁵⁶⁾ de Bastin, responsable des chasses à Mariemont jusqu'à la nomination, le 13 mars 1738, du baron de Weichs, grand veneur de la Cour, directeur et commandant des chasses de Mariemont aux gages de 2.100 florins.

⁽⁵⁷⁾ A. GALESLOOT, *Recherches historiques sur la Maison de Chasse des ducs de Brabant et de l'ancienne Cour de Bruxelles* (Bruxelles, s.d.).

⁽⁵⁸⁾ A.F., dossier de notes, p. 120-121.

⁽⁵⁹⁾ *Ibid.*

⁽⁶⁰⁾ Aujourd'hui Fayt-lez-Manage.

⁽⁶¹⁾ Il succède à ce poste à Nicolas de Croix, comte de Clerfayt. Emmanuel de Gongnies décède à son château de l'Escaille le 6 janvier 1763.

placée au bord de l'étang évoque le souvenir d'une des visites de la gouvernante : "Le 21 Août 1732, Son Altesse Sérénissime Marie-Élisabeth, par la grâce de Dieu, princesse royale de Hongrie, de Bohême et des deux Siciles, archiduchesse d'Autriche et gouvernante générale des Pays-Bas, daignant honorer cet endroit de son auguste présence, accompagnée de sa sœur, y prit plusieurs carpes de ses royales mains" ⁽⁶²⁾.

Marie-Élisabeth en profite aussi pour visiter ses sujets du Hainaut. En 1734 et 1739, elle fait de brefs séjours à Mons. Son entrée le 8 septembre 1734 fut l'objet d'une réception solennelle décrite par E. Dony : "... le magistrat fit préparer un *eschaffau* (tribune) de 3 pieds de haut, à droite de la porte d'Havrée ⁽⁶³⁾. Le « major » des bourgeois, Cospeau, tendit à S.A., sur un bassin d'argent les clefs de la ville. S.A. se rendit à l'église Sainte-Waudru, escortée par les compagnies bourgeoises; elle alla ensuite au Gouvernement", où les députés des États du Hainaut vinrent la complimenter, puis à leur tour le Conseil de Hainaut et le magistrat en corps; tous furent admis à baiser la main de S.A.S. Un repas lui fut ensuite offert, ainsi qu'aux gens de sa suite et on laissa "entrer tout le monde, pour la voir manger". À son départ pour Mariemont, vers le soir, les compagnies bourgeoises firent la haie jusqu'à la sortie de la ville où avait été dressée une "arche" de triomphe. Et pendant "toute la marche" de S.A. à travers la cité, toutes les cloches sonnèrent, y compris le carillon "avec sa plus grosse cloche".

Château de l'Escaille à Fayt,
résidence du prévôt de Binche
Emmanuel de Gongnies
Vue actuelle



⁽⁶²⁾ J. DE SOIGNIE, « Notice historique sur Fayt-lez-Senette », *Annales du Cercle archéologique de Mons*, 11, 1873, p. 214.

⁽⁶³⁾ E. DONY, *Histoire du Hainaut de 1433 à nos jours* (Charleroi, 1925), p. 279. L'un des intérêts majeurs de Dony est d'utiliser des documents d'archives aujourd'hui disparus dans la tourmente de 1940.

Le 22 août 1739, Marie-Élisabeth vient en voisine visiter la ville de Binche. Elle reçut là aussi l'hommage du magistrat. Elle y passa de nouveau le 23. De retour le 25, "la jeunesse et les bourgeois, en grand nombre, formèrent la haie depuis l'entrée du bourg jusqu'à l'église paroissiale, où l'abbé de Lobbes, Théodulpe Barnabé, la félicita au nom du chapitre de Saint-Ursmer, en sa qualité de prévôt. Le magistrat fit aussi un compliment à l'archiduchesse et lui baisa la main" ⁽⁶⁴⁾.

À chaque passage de la Cour, le vieux domaine assoupi se transforme en une véritable ruche. Nicolas Fontaine réalise alors de très bonnes affaires, sa cantine ne désemplit pas. L'importance du personnel employé le prouve : son épouse, deux de ses fils, deux de ses filles, une servante et une cuisinière ⁽⁶⁵⁾. Sur la place du château, s'ouvre un véritable marché. Une ordonnance du Conseil de Hainaut datée du 16 juin 1739 permet, en effet, aux vivandiers et vivandières d'avoir des tentes à Mariemont et d'y commercer ⁽⁶⁶⁾. Les nécessités de la gestion du domaine entraîne la présence d'un personnel gagé relativement nombreux : un intendant, un contrôleur, un jardinier, un fontainier, un balandero (sorte de concierge et manœuvrier), deux gardes à cheval, trois gardes de chasse à pied et un chapelain. Il faut y ajouter les artisans payés à l'entreprise pour les travaux d'entretien importants. D'autres personnes participent à l'administration du domaine mais n'y résident pas de manière permanente, comme le baron de Weichs ⁽⁶⁷⁾, grand veneur de la Cour et commandant des chasses de Mariemont.

On connaît les gages perçus par les "gens de Mariemont" à la fin du gouvernement de Marie-Élisabeth ⁽⁶⁸⁾ : le surintendant Biseau ⁽⁶⁹⁾ : "1.350 livres de Hainaut, 6 bêtes à cornes et 2 suivantes"; le contrôleur N. J. Fontaine : "400 livres de Hainaut, 4 bêtes à cornes et 1 suivante"; le chapelain Jean Samain : "477 livres de Hainaut, 4 bêtes à cornes et 2 vaches"; le jardinier L. Van Hulst : "1.000 livres de Hainaut, 2 vaches et génisse"; le fontainier : "10 patars par jour (365 livres l'an) et 2 vaches"; le balandero : "320 livres, 10 sols"; deux gardes à cheval : "20 patars (730 livres l'an), le cheval à eux"; trois gardes à pied : "10 patars (365 livres l'an)". Cette hiérarchie surprend si l'on considère la modicité des gains du contrôleur par rapport à ses subordonnés. Il faut tenir compte ici des nombreux avantages attachés à la fonction et notamment du commerce de la cantine que l'on peut estimer largement bénéficiaire.

Malgré l'importance de la domesticité, la surveillance est négligée : le braconnage sévit toujours comme les empiétements fréquents en l'absence d'abornement efficace. On ne se fait pas faute de traverser le parc à cheval ou en voiture et même "de dégrader les allées et haies..." et "...casser des vitres" du château. Une ordonnance de Marie-Élisabeth, en date du 18 novembre 1738, tente d'y remédier ⁽⁷⁰⁾. En vain puisque le 7 janvier 1739, Charles VI promulgue une ordonnance par laquelle il constate les "excès et désordres, qui se sont commis et se commettent journellement dans les Bois du Parc de la Maison royale de Mariemont, et que nonobstant les ordonnances plusieurs fois publiées pour la conservation de la chasse, on ne laisse point d'y contrevenir..." ⁽⁷¹⁾.

⁽⁶⁴⁾ T. LEJEUNE, *Histoire de la ville de Binche* (Mons, 1883), p. 190.

⁽⁶⁵⁾ Ph. FONTAINE, *op. cit.*, p. 9.

⁽⁶⁶⁾ *Liste chronologique des édits et ordonnances des Pays-Bas autrichiens de 1700 à 1751* (Bruxelles, 1851), p. 318.

⁽⁶⁷⁾ Voir note 56, le baron de Weisch veille notamment au repeuplement des bois, à l'approvisionnement du gibier en vivier et, avec le concours du contrôleur et du surintendant, au respect des ordonnances protégeant le domaine.

⁽⁶⁸⁾ A.F., dossier de notes, p. 137.

⁽⁶⁹⁾ Biseau qui résidait à Familleux fut nommé surintendant par ordonnance du 13 juillet 1729. Comme celle de contrôleur cette charge est vénale. Il en coûta 5000 florins. A.F., dossier de notes, p. 91 bis.

⁽⁷⁰⁾ *Liste chronologique des édits et ordonnances...*, *op. cit.*, p. 313.

⁽⁷¹⁾ M.R.M., inv. X n° 4444.

Un domaine négligé

Le texte répète de manière circonstanciée les précédentes interdictions en précisant chaque fois les responsabilités, les pénalités prévues et les instances judiciaires concernées. Les "Officiers, et Employés, Commis, Sergeants et Gardes de la Maison Royale" ne bénéficient d'aucune exemption. L'article premier interdit de prendre de la "terre houille" dans le parc ⁽⁷²⁾. Le deuxième prohibe la coupe et ramassage du bois. L'article troisième défend de ramasser des glands, de faucher les herbages et de faire pâturer. Divers articles organisent la surveillance et précise les responsabilités de chacun. Les articles 12 à 17 répriment le braconnage. L'article 21 régleme la pêche : "Voulant pourvoir à la conservation de la pêche dans l'ancienne étendue, de laquelle plusieurs se sont jusqu'ici ingeré, Nous interdisons à tous indifferement de quelque qualité ou condition qu'ils soient et pecher et prendre aucune espèce de poissons depuis l'endroit dit le Pont à la gratinne jusqu'à Haine Saint Pierre". L'article 11 prévoit le rétablissement de la délimitation des domaines royaux du ressort de Binche tel qu'il existait "en conformité de l'Ordonnance des Serenissimes Archiducs Albert et Isabelle du dernier juillet 1606 et d'autres postérieures". Cet abornement, nous le verrons, se réalisera entre 1740 et 1742 ⁽⁷³⁾.

Spa à Mariemont ?

Si le souvenir de Marie-Élisabeth à Mariemont reste vivace ce n'est pas tant aux fastes de la Cour ou même à la construction de la chapelle qu'on le doit, mais à son projet d'établissement d'une station thermale. L'historien Dony prétend même, avec quelque exagération, qu'"on n'a conservé d'autre souvenir d'elle (Marie-Élisabeth) que celui de fontaine archiducal, encore jaillissante dans le parc de Mariemont" ⁽⁷⁴⁾.

Au 18^e siècle, le thermalisme connaît un engouement profond. Cette vogue fait la fortune de Spa, dans la principauté de Liège. Les curistes célèbres s'y pressent comme le Tsar Pierre le Grand en 1717. Sans doute stimulée par cet exemple, Marie-Élisabeth rêve d'édifier une station rivale à proximité de sa résidence de campagne ⁽⁷⁵⁾. Le projet n'a rien de chimérique. La renommée des eaux de Mariemont remonte au début du 13^e siècle. Les dames de l'Olive en usent depuis ce temps, imitées plus tard par l'Infante Isabelle qui s'en fait même livrer à son palais de Bruxelles. Marie de Médicis, hôte de Mariemont en 1631, visite l'une des fameuses fontaines dont, selon un mémorialiste contemporain "l'eau était médicinale et tenait beaucoup de la vertu de Spa". Maximilien-Emmanuel de Bavière, à l'exemple des archiducs Albert et Isabelle, fait venir des flacons d'eau de Mariemont pour le service de sa table à Namur. Reste à démontrer les vertus médicinales de ces eaux. La gouvernante s'y emploie en invitant le 27 juillet 1740 trois professeurs de l'université de Louvain d'"y faire analyse des sources d'eau minérale". Marie-Élisabeth charge également le Conseil des finances de pourvoir aux frais nécessaires et de procurer un logement aux trois experts à Mariemont ou au village le plus proche ⁽⁷⁶⁾. Finalement les professeurs de médecine Rega (1690-1754) et De Villers (1701-1759) accompagnés du chimiste Sassenus arrivent à Mariemont le 4 août 1740 et logent au château. Fontaine et Biseau, prévenus par le Conseil, leur procurent toute l'aide nécessaire. Les professeurs s'emploient aussitôt aux travaux d'analyse pendant "8 jours consécutifs tant aux opérations sur les lieux qu'en voyage et visites des environs", expériences poursuivies pendant dix jours à Louvain. Par lettre datée du

⁽⁷²⁾ Interdiction qui devrait normalement s'interpréter comme l'abrogation de la tolérance, faite par l'intendant Biseau en 1733, permettant au personnel de "tirer de la terre houille proportionnellement à leurs besoins et sans faire de dégât", ⁽⁷³⁾ Cf. LEMOINE-ISABEAU, *op. cit.*, p. 11, note 5.

⁽⁷⁴⁾ E. DONY, *op. cit.*, p. 279.

⁽⁷⁵⁾ Pour la bibliographie du sujet, voir la notice 98 du catalogue de l'exposition *Médecine et Société* (Musée royal de Mariemont), p. 119-121.

⁽⁷⁶⁾ C.F., n° 2162.

5 avril 1741, le conseiller baron de Lados annonce le retour prochain des trois professeurs pour "quelques nouvelles expériences des eaux minérales" (77). En 1740, un rapport en latin paraît sous la signature de Rega. Il recommande les eaux de Mariemont pour les maux d'estomac et d'intestins, l'hypocondrie, la cachexie, l'aménorrhée et les affections des voies urinaires. L'année suivante le docteur De Villers édite en français une dissertation sur les eaux de Mariemont, publication suivie en 1742 d'un supplément exposant les premiers cas de guérison constatés par le médecin-directeur de la nouvelle station (78). Ces rapports sont adressés aux médecins intéressés par l'expérience.

(77) A.F., dossier de notes, p. 126.

(78) Rapport édité à 184 exemplaires comme les autres mémoires. Les trois mémoires furent imprimés sur les presses de Van Overbeke à Louvain, pour une somme globale de 249 florins.

Gravure de Fr. Pilsen
Coll. Musée royal de Mariemont



*S.A.S. Fait examiner par ordre après la source des Eaux Minérales
soignante le Parc du Château de Mariemont par trois Médecins de
l'Université de Louvain, les quels ont déclarés être aussi bonnes que celles de Spa*

Les savants auteurs distinguent trois sources : la fontaine archiducale conseillée pour les "maladies des reins et de la vessie", la fontaine de Roidemont pour les "poitrinaires" et celle de Montaigu pour les "personnes de santé délicate". Convaincue du succès de l'entreprise, la gouvernante charge l'architecte de la Cour Anneessens d'aménager le site et de le transformer en lieu de villégiature. On songe même à créer un cours sur le sujet à Louvain.

Le 29 avril 1741, Marie-Élisabeth commissionne Jean-François Delval, médecin pensionnaire de la ville de Leuze, en qualité de "Directeur des eaux minérales de Mariemont" ⁽⁷⁹⁾. À charge pour lui de résider au lieu-dit et de s'y faire construire une maison à ses frais. Le 19 décembre 1741, J.-F. Delval demande et obtient de pouvoir disposer d'un terrain de long de la nouvelle avenue reliant le château à la fontaine archiducale afin d'y édifier une demeure. Il dispose des matériaux de la vieille chapelle de l'Écho dont on envisage la démolition. Ce n'est qu'en 1742 que commenceront les travaux de terrassement de la nouvelle avenue. En attendant, Delval loge dans la partie résidentielle des communs occupée par le jardinier et le contrôleur. Le directeur des cures bénéficiera d'un "traitement de 100 pistoles à dater du 15 mai prochain" ⁽⁸⁰⁾. Il devra avoir ses gages, "pour l'utilité des buveurs", un garçon pharmacien et un garçon chirurgien, sujets de Sa Majesté. Le médecin ne pourra exiger aucun honoraire pour la consultation des buveurs d'eau. Il devra acter les noms, qualité, âge, domicile des curistes ainsi que les maladies qui les amènent, "sauf les cas où la bienséance restreint au secret". Ceci en vue de la rédaction d'un rapport annuel sur les effets de la cure.

Les eaux minérales pouvaient se prendre sous deux formes : à la station thermale ou à domicile grâce au commerce des eaux en bouteille ⁽⁸¹⁾. Chaque bouteille est cachetée ⁽⁸²⁾. Delval perçoit les droits de cachet lorsqu'il fournit lui-même ses

⁽⁷⁹⁾ C.F., n° 2166.

⁽⁸⁰⁾ Traitement réglé par le receveur de Binche T. Hacquier.

⁽⁸¹⁾ Bouteilles achetées à Charle-roi et à une verrerie de Jumet.

⁽⁸²⁾ La gravure du cachet due à Fr. Harrewijn représente la tourelle en pierre élevée à l'emplacement de la fontaine archiducale.



La "maison de Spa" et la fontaine archiducale après restauration, au début de ce siècle
Coll. Musée royal de Mariemont

propres bouteilles. Afin d'accueillir les curistes dès la saison 1741, Marie-Élisabeth accélère les travaux en doublant le nombre des ouvriers qui construisent le bâtiment destiné aux buveurs d'eau. À l'emplacement de la source principale, s'élève la fontaine archiducale, sorte de guérite en pierre bleue. Ce monument porte dans un encadrement Louis XV un cartouche aux Armes d'Autriche ⁽⁸³⁾ gravé aux initiales de Marie-Élisabeth. Ce cartouche fut réalisé en juillet 1741 par Laurent Delvaux. C'est ce que nous apprend un mémoire du sculpteur au Conseil des finances par lequel il réclame pour ce travail cinq pistoles au lieu des quatre proposées par l'architecte Anneessens. Tombées dans l'oubli, les pierres de l'ancienne fontaine furent retrouvées en 1893 grâce aux fouilles dirigées par l'ingénieur Ed. Peny, échevin de Morlanwelz. Réédifiée à son emplacement initial par les soins de R. Warocqué, l'ancienne fontaine fut transportée au début des années 1950 au centre du "fer à cheval" dans le parc de Mariemont.

La station thermale semble en bonne voie lorsque, le 26 août 1741, Marie-Élisabeth décède à Mariemont où elle résidait depuis le mois de juillet. Sa santé défaillante depuis quelque temps avait d'ailleurs amené Vienne à désigner, dès le 12 novembre 1740, le comte F. de Harrach en qualité de gouverneur général *ad interim*. Fonction que ce dernier occupera de la mort de Marie-Élisabeth à 1743. Au cours de sa maladie, la gouvernante fut soignée par H.-J. Rega ⁽⁸⁴⁾, auteur du rapport sur les eaux thermales de Mariemont. C'est cette étude qui lui valut le titre de médecin ordinaire de Sa Majesté. Les archives communales de Morlanwelz possèdent encore aujourd'hui l'acte de décès de la gouvernante ⁽⁸⁵⁾. En voici le texte : "l'an 1741 le 26 daoust vers les onze heures e demie la nuit est décédée dans le château roÿal de mariemont marie elisabeth d'Autriche gouvernante general des pays bas Autrichiens etant administrée du viatique et du sacrement d'extreme onction le 28 par ordre son excellence le comte d'Aracque [d'Harrach] je me suis rendu auprès du corps à quatre heure après midÿ avec mon clerq où nous avons récité l'office des morts et la [...] vers les six heures Msieur le grand maître est venu avec toute la cour et m'at dit de poursuivre les prières ordinaires lesquels étant finie nous avons conduit le corps jusqu'au carosse et luÿ aÿant donné l'eau bénite en disant perfondat te deus sore eclessi iu requient ioniem vite eterne, on est parti". Le corps quitte le domaine royal "vers les six heures" et arrive le lendemain 29 août à trois heures du matin. Après avoir été exposé au palais d'Orange, siège de la Cour depuis l'incendie du palais en 1731, le corps fut déposé à Sainte-Gudule dans le caveau où reposaient les archiducs Albert et Isabelle. Les obsèques furent célébrées dans la chapelle de la Cour les 2 et 3 octobre et à la collégiale les 5 et 6 du même mois. Le père Antoine de Charleroi prononça l'oraison funèbre dans l'église du Sablon le 8 octobre. Il loua "la noblesse sage, la modestie exemplaire, la foi obéissante, la justice pacifique, le règlement dévot, la bonté libérale de la défunte" ⁽⁸⁶⁾. Le 10 avril 1749, par ordre de Marie-Thérèse selon le testament de feu sa tante, la dépouille de Marie-Élisabeth sera inhumée à Vienne, dans le caveau de la Maison d'Autriche aux Capucins. Pendant l'absence de Charles de Lorraine, nommé gouverneur par lettre patente du 17 avril 1741 mais pour le moment aux armées, le grand maître de la Cour comte de Harrach assure l'intérim du gouvernement.

Décès de l'archiduchesse Marie-Élisabeth à Mariemont

⁽⁸³⁾ G. CUMONT, « Cartouche sculpté par Laurent Delvaux pour la fontaine archiducale de Mariemont », *Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles*, 14, 1900, p. 146-150 et A.F., dossier de notes, p. 138.

⁽⁸⁴⁾ Rega fut honoré du titre de "Médecin de son Altesse Sérénissime", il figure parmi les signataires de la consulte des médecins pour la conservation de la santé de l'archiduchesse, tenue le 27 février 1741 en présence du comte de Harrach, S.E.G., n° 2575.

⁽⁸⁵⁾ Archives communales de Morlanwelz, État civil, registres, année 1741, p. 129.

⁽⁸⁶⁾ *Unique oraison funèbre de Marie-Élisabeth d'Autriche, prononcée dans l'église ducale du Sablon à Bruxelles le 8 octobre 1741* (Louvain, s.d.), cité par M. Hoc, *op. cit.*, p. 62.



Marie-Anne d'Autriche
(1718-1744)
épouse de Charles de Lorraine
Portrait anonyme
Coll. Cl. de Beaufort, Onoz

Le comte de Harrach administre le pays avec le concours d'une sorte de cabinet ministériel composé du duc Léopold d'Aremberg, commandant des troupes, de Steenhault, président du Conseil privé, du marquis de Herzelles, chef des Finances et de Schockaert, chancelier de Brabant. La guerre de Succession d'Autriche assure la primauté aux affaires militaires. Il se produit un conflit de préséance et d'autorité entre le duc d'Aremberg et le comte de Harrach. Marie-Thérèse sacrifie ce dernier. Le 13 février 1743, elle le remplace par le comte Charles-Ferdinand de Königsegg-Erps, originaire de nos régions ⁽⁸⁷⁾. Il ne parvient cependant pas à obtenir des États provinciaux l'indispensable effort financier exigé par Vienne. Dès la fin de 1743, il avoue son impuissance et demande son remplacement par le véritable gouverneur Charles de Lorraine. L'impératrice se rend à ses raisons et envoie Charles et son épouse Marie-Anne, sa sœur, aux Pays-Bas. Le prince ne fait guère que passer dans nos provinces; on le réclame en Allemagne où les hostilités reprennent. Marie-Anne remplace son époux pendant son absence. Elle est aidée par le comte de Königsegg-Erps, assisté du duc d'Aremberg pour les questions militaires et du marquis de Herzelles pour le département des Finances. L'intérim de Marie-Anne fut bref. Elle s'éteint le 16 décembre 1744 après avoir accouché prématurément d'un enfant mort-né. Le comte de Kaunitz ⁽⁸⁸⁾ la remplace comme "Ministre plénipotentiaire surrogé pendant les absences du Sérénissime Prince Gouverneur, pour et au nom duquel le dit comte fera toutes les affaires concernant la direction générale du gouvernement". Les revers autrichiens entraînent l'occupation des Pays-Bas par les troupes françaises du maréchal de Saxe et l'exil de Kaunitz. La paix d'Aix-la-Chapelle (18 octobre 1748) ramène le régime autrichien. Kaunitz ne reviendra pas. Le talent qu'il manifesta lors de négociations difficiles lui vaut d'être appelé aux plus hautes fonctions. Ambassadeur à Paris, puis chancelier d'Autriche, il deviendra le conseiller le plus écouté de l'impératrice. En attendant le retour définitif du prince Charles, une jointe (commission) expédie les affaires courantes. Le 23 avril 1749, Charles de Lorraine, gouverneur général des Pays-Bas depuis 1741, fait enfin sa rentrée triomphale à Bruxelles.



*Armes de Charles VI,
empereur*

⁽⁸⁷⁾ Neveu du maréchal Lothaire de Königsegg, ministre plénipotentiaire de Charles VI au début du régime autrichien dans les Pays-Bas.

⁽⁸⁸⁾ Sur les ministres plénipotentiaires, voir Gh. DE BOOM, *Les ministres plénipotentiaires dans les Pays-Bas autrichiens* (Bruxelles, 1932).

L'INTERRÈGNE ET L'OCCUPATION FRANÇAISE

Tentatives de relance de la station thermale

PENDANT le long interrègne qui s'achève avec le retour du prince Charles en 1749, Mariemont connaît à nouveau un "demi-abandon" encore aggravé par les troubles de la guerre de Succession d'Autriche. Marie-Thérèse ne perd cependant pas de vue le projet de station thermale à Mariemont. Le 2 décembre 1741, elle écrit au comte de Harrach "Gouverneur et capitaine général *ad interim* de mes pays-bas". Répondant à une suggestion de son conseiller, elle envisage de créer "un petit bourg qui à l'exemple de celui de Spa puisse fournir aux étrangers les aisances nécessaires, ne doutant point qu'il n'y vienne en quantité attirés par la bonté des eaux et par le climat infiniment plus doux et la situation plus belle et plus agréable que celle de Spa". Elle envisage pour le financement de l'entreprise un subside de 10.000 florins et une somme à prélever sur les revenus de la coupe des bois et de l'exploitation houillère du domaine ⁽⁸⁹⁾. Par lettre du 5 mars 1743, elle manifeste à nouveau son intérêt en raison des profits pour ses sujets "de pouvoir se servir du remède des dites eaux dans leur propre pays, sans être obligés d'aller dépenser leur argent à Aix, Spa ou Saint-Amand" ⁽⁹⁰⁾.

⁽⁸⁹⁾ A.F., dossier de notes, p. 142-144.

⁽⁹⁰⁾ *Id.*, p. 146-147.

⁽⁹¹⁾ *Id.*, p. 141, lettre du baron Deffonseca du 23 juin 1742. L'aide du docteur Delval, le chirurgien Fr. Lamand réside au château qu'il quitte en avril 1743 pour s'établir au bâtiment de la fontaine archiducale.

⁽⁹²⁾ Lettre au contrôleur Fontaine, A.F., dossier de notes, p. 148; C.F., n° 2163.

⁽⁹³⁾ *Le journal du Comte de Calenberg pour l'année 1743*, publié par E. BACHA et H. DE BACKER (Bruxelles, 1913-1915), 1, p. 162 et 2, p. 187-190; R. WELLES, « Une curieuse tentative de concurrence des eaux de Spa : la station thermale de Mariemont au XVIII^e siècle », *La Vie Wallonne*, 34, 1960, p. 16, note 4.

On se contentera modestement d'achever la construction du pavillon de la fontaine archiducale et de permettre aux curistes étrangers de loger dans les communs du château. À charge du médecin Delval, du contrôleur Fontaine et du jardinier L. Van Hulst, qui y résident, de pourvoir à leurs besoins ⁽⁹¹⁾. La guerre de Succession mobilise toutes les ressources. Aussi le gouvernement autrichien décide en août 1743 de faire cesser les travaux à Mariemont. Ne renonçant cependant pas à promouvoir les eaux, les autorités tentent d'attirer à Mariemont des personnalités en vue. Le 17 août 1743, l'impératrice permet aux comtes de Warmbrand et de Calenberg "de pouvoir loger au château de Mariemont pendant le séjour qu'ils comptent y faire pour prendre les eaux" ⁽⁹²⁾. Le comte de Calenberg, personnage important, feldmarchal des armées autrichiennes, familier du comte de Harrach et de son successeur de Königsegg, a laissé une intéressante relation de son séjour à Mariemont ⁽⁹³⁾. Partis de Bruxelles le 27 août 1743, Calenberg et sa famille résident à Mariemont jusqu'au 23 septembre. Son journal nous renseigne sur la vie de la station et sur le régime suivi par les buveurs. Après avoir pris les eaux au matin, les curistes se promènent de manière "à provoquer une abondante transpiration",

absorbent jusqu'à quatre litres d'eau et ne dînent que quatre ou cinq heures après la dernière prise. Entretemps, ils se promènent dans les environs. Calemborg visite ainsi l'abbaye de l'Olive, le château de Fayt, résidence du prévôt de Binche, Morlanwelz, les abbayes de Bonne-Espérance, Aulne et Lobbes. Quant au château, il le trouve négligé et d'une manière générale peu habitable.

La villégiature du comte de Calemborg ne suscite pas l'engouement. Le rapport de Delval pour les années 1744 et 1745 atteste une clientèle restreinte et locale ⁽⁹⁴⁾ : cinquante-sept personnes prennent les eaux en 1744 et cinquante et une l'année suivante. Le commerce de l'eau minérale n'est pas plus prospère. Du 13 mai 1741 au 13 mai 1743, Delval ne débite que quatre cent septante et une bouteilles. L'exploitation charbonnière provoque même le tarissement des sources et à la mort de Delval, en 1762, sa charge n'est plus renouvelée. Mariemont déserté par la Cour connaît un véritable déclin. Les bois se trouvent fort abîmés. Un rapport daté de 1741 préconise de procéder à des coupes importantes et au reboisement de chênes en raison du "dépérissement" des arbres ⁽⁹⁵⁾. Dégâts aggravés par les prospections clandestines de houille et le pâturage sauvage qui tend à se répandre ⁽⁹⁶⁾. La situation conduit le prévôt de Binche, Emmanuel de Gongnies, à envoyer au Conseil des finances un rapport alarmiste sur la situation précaire du domaine de Mariemont ⁽⁹⁷⁾. Selon un observateur la faune elle-même est menacée d'extinction : "le plaisir de la chasse en est à la veille d'y être détruit, par la quantité de loups qui rodent aux environs, et qui, depuis un an ont au moins dévoré dans le parc même 10 à 12 cerfs, et la moitié autant de faons". L'auteur anonyme de ce rapport attire également l'attention du Conseil des finances sur l'état de la glacière et des viviers : "il y a six étangs dans le parc où il n'y a plus un poisson".

Estimant urgent de mettre fin aux empiétements des riverains, le comte de Harrach décide de procéder à l'abornement ainsi qu'on venait de le faire pour les bois du domaine de Binche en application d'une ordonnance de Charles VI du 7 janvier 1739. L'arpenteur Braeckman, qui avait procédé avec le concours de son collègue Plon à l'abornement des bois de Binche, reçoit mission de planter les bornes et de dessiner une carte figurative en trois exemplaires avec l'indication de leur emplacement ⁽⁹⁸⁾. Cette carte de facture archaïque est, selon M^{me} Cl. Lemoine-Isabeau, "typique des arpenteurs du 18^e siècle", mêlant "la représentation en plan pour le domaine et la perspective à vol d'oiseau pour les constructions". Soixante bornes en pierre bleue jalonnent le domaine. Elles portent, sur ordre du comte de Harrach ⁽⁹⁹⁾, les lettres MT avec une couronne royale, la souveraine ne devenant impératrice qu'en 1749. Un fossé "large de 6 pieds et profond de 4" (1,80 m et 1,20 m) délimitera le domaine. Selon les instructions, les terres extraites "seront jetées du côté du parc de façon qu'elles forment un talus fort doux vers le fossé et un peu plus raide vers le parc et que l'on plante sur cette espèce de crête de ces terres ainsi jetées une rangée d'ormes tout autour du parc à la distance de douze pieds l'un de l'autre". D'après l'étude de M^{me} Cl. Lemoine-Isabeau : "certains propriétaires à qui ce fossé déplaisait s'engagèrent pour y échapper à payer une rente dont nous

Déclin du domaine



Pierre tombale de Jean François Delval, médecin-directeur des eaux minérales de Mariemont, décédé le 31 janvier 1762
Coll. Musée royal de Mariemont

⁽⁹⁴⁾ C.F., n° 2166. Sur ces listes figurent nombre de parents d'employés de la maison royale. À part quelques personnes originaires de Namur, tous les curistes, dont de nombreux ecclésiastiques, proviennent de la région.

⁽⁹⁵⁾ C.F., n° 2162.

⁽⁹⁶⁾ Notamment du fait des dames de l'Olive, voir Bibliothèque royale, manuscrits divers, 903, f° 19 cité par Cl. LEMOINE-ISABEAU, *op. cit.*, p. 11.

⁽⁹⁷⁾ C.F., n° 2162 et 2163.

⁽⁹⁸⁾ Un exemplaire de cette carte figurative de Braeckman : "Carte de la maison royale de Mariemont", crayon, plume et aquarelle sur papier (120 cm x 100 cm) est conservé à Paris aux Archives nationales.

⁽⁹⁹⁾ C.F., 2174, 6 janvier 1743.

conservons la trace pendant de nombreuses années". Les bornes retrouvées dans les bois à l'époque des Warocqué furent placées aux abords de leur résidence et déposées aujourd'hui au jardin lapidaire du Musée de Mariemont.

La vie administrative du domaine ne s'interrompt pas. En 1744, Jean-François Fontaine succède au chapelain Jean Samain décédé ⁽¹⁰⁰⁾. L'acte de nomination daté du 9 janvier 1744 lui octroie tous les "droits, fruits et profits" attachés à cette fonction, à condition expresse "de demeurer fixement à Mariemont et de dire la messe tous les jours" ⁽¹⁰¹⁾. Le nouveau chapelain sera logé dans une chambre contiguë à la chapelle. La nomination du fils du contrôleur au poste de chapelain semble indiquer que, malgré les nombreux conflits l'opposant aux receveur ⁽¹⁰²⁾ et prévôt de Binche, N. J. Fontaine conserve la confiance du Conseil des finances. Le prévôt de Binche, Emmanuel de Gongnies se montre pourtant particulièrement virulent dans ses critiques.

À gauche,
borne en pierre au monogramme
de Charles VI

Coll. Musée royal de Mariemont

À droite,
borne en pierre aux initiales
de Marie-Thérèse d'Autriche

Coll. Musée royal de Mariemont

⁽¹⁰⁰⁾ Jean-François Fontaine, fils de Nicolas Joseph Fontaine, contrôleur et concierge, né le 15 septembre 1714. Nommé chapelain de Mariemont à 30 ans, il abandonne cette charge en faveur de son frère Adrien en 1751. Il décède, curé de Erpion, le 8 mai 1776. A.F., dossier généalogique, p. 9-11.

⁽¹⁰¹⁾ C.F., n° 2168.

⁽¹⁰²⁾ Notamment en 1731, une enquête est ouverte à la suite d'une plainte déposée contre le contrôleur accusé d'abus de pouvoir : il logerait dans le quartier de Bavière au lieu de la cantine, celle-ci serait louée à un tiers, il aurait fait dépaver deux cours et toucher indûment les paies au nom des domestiques. Ph. FONTAINE, *op. cit.*, p. 8; C.F., 2159.



En 1742, N.J. Fontaine sollicite une gratification exceptionnelle pour la surveillance des travaux à la station thermale. Le prévôt réclame aussitôt l'ouverture d'une enquête contre le contrôleur ⁽¹⁰³⁾, mais demande au Conseil de ne pas l'informer de sa démarche. Mis en cause par le Conseil des finances, le contrôleur réagit par lettre du 26 mars 1743. Reprenons ici le résumé de Ph. Fontaine : "... il [N.J. Fontaine] joint à cette lettre des témoignages d'ouvriers qui ont effectué à la maison royale de Mariemont des travaux que l'on reproche au contrôleur de ne pas avoir ordonnés; il s'étonne aussi que de tierces personnes soient venues à Mariemont diriger des travaux dont la conduite entre dans les attributions du contrôleur. Le prévôt de Binche ayant aussi accusé le contrôleur de s'occuper de la cantine avec beaucoup plus de zèle que des intérêts de Sa Majesté, le contrôleur y répond en faisant remarquer que la cantine fait partie des avantages que Sa Majesté lui a accordés lors de sa nomination et qu'il ne s'en est jamais personnellement occupé". Ce débit de boissons rapportait peu et sa gestion en est laissée à "son épouse, deux de ses fils, deux de ses filles, une servante et une femme ainsi qu'une cuisinière". Personnel bien nombreux pour un commerce peu rémunérateur ! Quant aux travaux dont il n'aurait pas assuré la direction, il se justifie en expliquant que les nécessités du service, lors des séjours de la Cour, l'oblige à confier cette tâche à son fils Adrien Fontaine ⁽¹⁰⁴⁾.

Le 2 mai 1743, de Gongnies renouvelle ses accusations et reproche au contrôleur d'être "intéressé". Ému de ces accusations graves et répétées, le Conseil sollicite l'avis d'une personnalité neutre : Jean-François Losson, "conseiller fiscal du Conseil d'Haynaut" et "avocat fiscal de S.M.". Par lettre du 20 mai 1743, Losson demande un complément d'information et ne devine dans l'affaire qu'un banal conflit de personnes. Remarquons au passage que Fontaine n'est pas le seul à subir l'acrimonie du prévôt. Le surintendant Biseau n'échappe pas à ses reproches. Constatant le saccage des bois en toute impunité, le prévôt écrit au Conseil : "... tout ceci provient de l'indolence et incapacité du surintendant Biseau qui au lieu de tenir la main à ce que les gardes fassent leurs devoirs comme ils sont obligés, il autorise plus tôt le crime que d'en faire rapport à mon office pour qu'il y soit punis, les gardes ne rendent plus aucun service et s'ils sortent de chez eux c'est pour leur intérêt particuliers, ou pour tacher de friponner eux mêmes". Le château ne serait pas mieux loti : "il y pleut dans plusieurs endroits ce qui pourris la charpente les plafonds et planchers les gouttières des toits sont remplies d'ordures au moyen de quoi leau tombe le long des murailles et même vis à vis du quartier du contrôleur". Tous les reproches de Gongnies ne sont certes pas imaginaires. L'animosité personnelle à l'égard de Fontaine et le désir de se "couvrir" auprès du Conseil des finances n'expliquent pas tout. Il est vrai que les employés du domaine, ne craignant plus le contrôle du Conseil peu soucieux du sort d'une résidence royale désertée par la Cour, usent et abusent de leurs privilèges. Le prévôt en arrive même à proposer la révocation du contrôleur et son remplacement par un certain Martin Quévy. Il ne cesse d'accabler le Conseil de missives outrageantes pour Fontaine ⁽¹⁰⁵⁾. Le seigneur de Fayt avait notamment reproché au contrôleur le mauvais état des rateliers des écuries. Fontaine prouve l'inanité de cette accusation : ces rateliers n'ont jamais existés. Informé par les conseillers, de Gongnies concède en termes

⁽¹⁰³⁾ Sur cette affaire embrouillée, voir C.F., 2163.

⁽¹⁰⁴⁾ Adrien Joseph Fontaine, né le 7 mai 1719, mort en 1780 chanoine de Soignies. Fut desservant de la chapelle royale de Mariemont de 1752 à 1766. A.F., dossier généalogique, p. 14-15.

⁽¹⁰⁵⁾ C.F., 2163 : lettres du 20 juin, 14 juillet, 31 juillet, 22 novembre,...

méprisants : "... je passe au contrôleur de Mariemont dont tous les ancêtres n'ont jamais eu et courû que des vaches, d'assurer aussi positivement qu'il fait qu'il n'y a point de rateliers dans les écuries de cette maison Royale..." ! Par le même courrier, le prévôt maintient sa suspicion : "... mais messeigneurs, c'est un homme dont la conduite m'a toujours été très suspecte, et que je connais pour être beaucoup plus attentive à ses intérêts qu'à ceux de sa majesté. Sa conduite passée autorise ces soupçons, et celle d'apresent ne me previent pas en sa faveur".

L'avocat Losson rejette l'argumentation de de Gongnies : "le contrôleur ne lui paraît pas intéressé", tandis que Quévy, protégé et ancien lieutenant du prévôt, est l'objet de poursuites judiciaires. Étant commis à la recette des droits et moyens à Binche, il s'est trouvé à la tête d'un découvert de 12.000 florins. De plus, natif de Thuin et sujet du prince-évêque de Liège, il ne saurait prétendre à une fonction officielle aux Pays-Bas. Convaincus par la démonstration, les conseillers se rallient à l'avis de Losson, de Gongnies tente une dernière manœuvre en réclamant un arbitrage. Peu après, le 26 août 1743, Nicolas Fontaine demande lui aussi le jugement d'une autorité extérieure. Il joint à sa lettre une série de témoignages en sa faveur. La conclusion de l'affaire ne nous est pas connue, mais d'autres accusations d'indélicatesse surgiront par la suite ⁽¹⁰⁶⁾. On peut conclure avec Ph. Fontaine : "Pendant tout son mandat, le contrôleur a très souvent été accusé d'indélicatesse, mais presque toujours il est parvenu à se blanchir de ces accusations. Si nous ne pouvons pas assurer que Nicolas Joseph Fontaine n'a retiré aucun profit irrégulier de l'exercice de sa charge, nous devons bien constater qu'il ne l'a pas fait outre mesure puisqu'il n'a jamais été révoqué de son poste. De plus les accusations ont souvent été lancées par des gens qui étaient en mauvais terme avec le contrôleur, ou par des jaloux qui briguaient sa place" ⁽¹⁰⁷⁾.

L'intermède du maréchal de Saxe

⁽¹⁰⁶⁾ Émanant du brigadier de chasse Picard. Le surintendant de Biseau enquête à la demande du Conseil et disculpe Fontaine.

⁽¹⁰⁷⁾ Ph. FONTAINE, *op. cit.*, p. 13.

⁽¹⁰⁸⁾ A.F., dossier de notes, p. 152.

⁽¹⁰⁹⁾ Voir F. CROUSSE, *La guerre de la succession d'Autriche dans les provinces belgiques* (Paris-Bruxelles, 1885); GUILLAUME, *Histoire des régiments nationaux des Pays-Bas au service de l'Autriche* (Bruxelles, 1877), p. 16-29; Th. LEJEUNE, *Histoire de la ville de Binche* (Mons, 1883), p. 190 et ss.

⁽¹¹⁰⁾ A.F., dossier de notes, p. 157-158 et *Documents sur Mariemont ancien*, M.R.M., X n° 4473, n.p.

Des événements infiniment plus graves vont bientôt interrompre ces querelles. Les péripéties de la guerre de Succession d'Autriche prennent une tournure dramatique. Le pays est à nouveau sillonné de troupes logeant comme de coutume chez l'habitant. En 1744, les employés du domaine réclament dédommagement pour l'hébergement de troupes hollandaises. Au mois d'avril de la même année, les habitants des villages environnants, Morlanwelz, Bellecourt, La Hestre, Haine-Saint-Pierre, Haine-Saint-Paul, Saint-Vaast et Carnières, sont autorisés à déposer dans les salles du château leurs objets les plus précieux et une provision pour huit à quinze jours au besoin ⁽¹⁰⁸⁾. Le 3 mai 1744, les troupes impériales cantonnées dans la région se retirent devant l'avance victorieuse du maréchal de Saxe. Le 1^{er} juillet, l'armée française campe dans les environs de Binche au grand dommage des habitants de la prévôté ⁽¹⁰⁹⁾. Le domaine n'échappe pas aux excès de la soldatesque. À la demande, semble-t-il, d'Emmanuel de Gongnies, le maréchal de Saxe promulgue le 2 juillet 1745 une ordonnance assurant la sauvegarde du domaine : "Il est expressément défendu, et sous peine de punition à tous soldats, cavaliers, dragons et tous autres sans exception, de faire aucun tort ni dommage dans le château et parc de Mariemont..." ⁽¹¹⁰⁾. Le prévôt de Binche réussit même à négocier une transaction interdisant le braconnage. Il en informe le Conseil : "... je suis obligé de faire fournir



MAURICE DE SAXE,

DUC DE COURLANDE ET DE SEMIGALIE,

MARECHAL GENERAL

DES CAMPS, ET ARMEES DU ROY.

IL est expressement deffendu à tous Gens de Guerre ou autres Personnes de quelle qualité & condition qu'ils soient, de chasser sur les Terres de Marimond & Binch; Mandons & enjoignons à tous Officiers Généraux & autres qu'il appartiendra de tenir la main à l'exécution du présent ordre. Fait à Bruxelles le 30. Octobre 1747. *Etoit signé* M. DE SAXE. *Et plus bas* PAR MONSIEUR, CHABERT.

*Ordonnance du maréchal de Saxe
interdisant de chasser sur les
terres de Binche et Mariemont
Bruxelles, 30 octobre 1747
Coll. Musée royal de Mariemont*

(¹¹¹) A.F., dossier de notes, p. 158.

(¹¹²) *Id.*, p. 162.

(¹¹³) Né à Paris en 1717, petit-fils du vainqueur de Steenkerque (1692). Élevé au grade de général à l'âge de 24 ans. Le jeune général a obtenu le 10 juillet la reddition de la place de Mons et conduit à cette époque l'investissement de la forteresse de Charleroi, voir *Les enceintes urbaines en Hainaut* (Bruxelles, 1983), p. 30 : Br. VAN MOL et p. 106 : M.-A. ARNOULD; J. GODET, *Hainaut, terre de batailles* (Mons, 1984), 2, p. 46.

(¹¹⁴) M.R.M., X n° 4363 : "Fait au camp de Trazegnies le 14 juillet 1746".

(¹¹⁵) *Documents sur Mariemont ancien, op. cit.*

(¹¹⁶) "Traitements des officiers et domestiques de 1746 à 1749", A.F., dossier de notes, p. 165.

chaque jour 4 plats de gibier et 2 faons de biches par semaine moyennant quoi on ne chassera pas. J'ai cru qu'il était préférable d'accepter ces conditions que de laisser exterminer le fauve en quatre jours" (¹¹¹). L'année 1746 n'est guère plus calme : le 2 mai trois mille soldats français commandés par le colonel Custin investissent le château malgré les protestations des employés : ils "sont entrés forcément et ils s'y sont logés sans respecter même le quartier du Souverain et ont forcé quantité de portes..." (¹¹²). À la même époque la marquise de Trazegnies obtient de Louis-François de Bourbon, prince de Conty (¹¹³), une instruction aux troupes empêchant de commettre "aucun désordre dans la terre de La Chapelle Le hers Les Monts" (¹¹⁴). Ces interdictions ne semblent pas avoir le résultat escompté puisque le maréchal de Saxe publie le 30 octobre 1747 une nouvelle ordonnance défendant "à tous gens de guerre ou autres personnes de quelle qualité et condition qu'ils soient de chasser sur les terres de Mariemont et de Binch" (¹¹⁵). Le 23 octobre 1748, la paix d'Aix-la-Chapelle termine une guerre dont tout le monde était las. L'impératrice songe aussitôt à envoyer son beau-frère aux Pays-Bas. Charles de Lorraine reparait dans la capitale le 23 avril 1749. Avant de retracer l'histoire du domaine sous l'administration du plus débonnaire de nos gouverneurs, il n'est pas inintéressant de citer les employés qui eurent la lourde tâche de maintenir l'essentiel au cours de la période troublée (¹¹⁶) : Ignace de Biseau, surintendant aux gages de 1.350 livres, Nicolas Fontaine, contrôleur : 400 livres, Jean-François Fontaine, chapelain : 477 livres, Léopold Van Hulst, jardinier : 1.000 livres, Antoine de Carnières, balandero : 343 livres, Sébastien Tilman, maître fontainier : 465 livres, Halot, garde à cheval : 730 livres. Il ne faudrait pas exclure de ce "palmarès" Emmanuel de Gongnies, prévôt de Binche, dont l'action efficace contribua à la sauvegarde des lieux.

Extrait d'une "sauve-garde" de
Louis-François de Bourbon
commandant l'armée française
assiégeant Charleroi.

SAUVE-GARDE.



LOUIS-FRANÇOIS DE BOURBON,
PRINCE DE CONTY, PRINCE DU SANG,
PAIR DE FRANCE, &c.

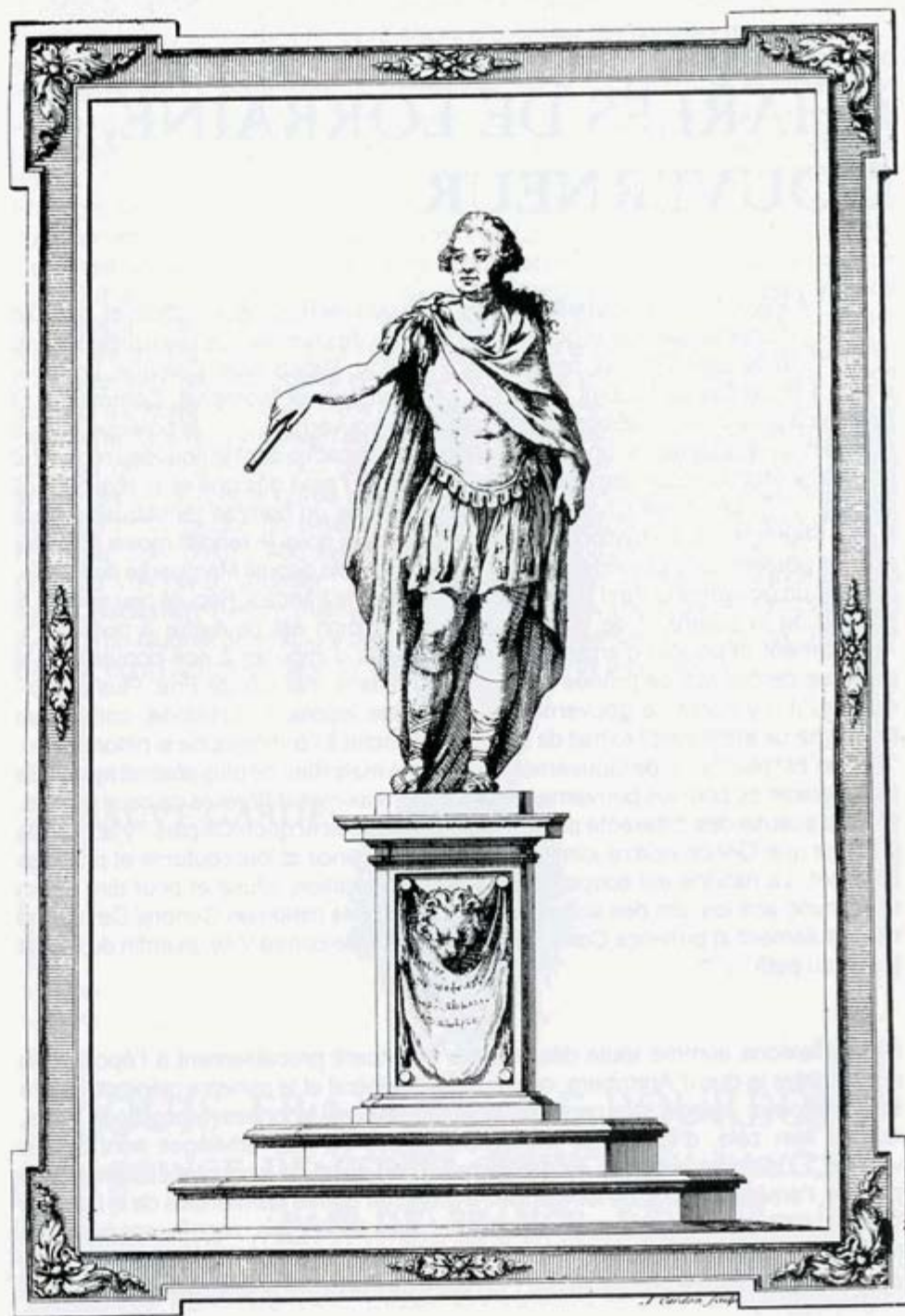
CHARLES DE LORRAINE, GOUVERNEUR

LA PAIX d'Aix-la-Chapelle ramène chez nous le Régime autrichien et, par voie de conséquence, le gouverneur Charles de Lorraine. Celui-ci quitte Vienne le 10 avril 1749 et, passant par Francfort, Ratisbonne, Cologne, Louvain, arrive à Bruxelles le 10 avril 1749. On lui fit un accueil triomphal. Comme l'écrit Pirenne à propos de la désignation du nouveau gouverneur : "... la politique la plus subtile n'aurait pu inspirer un meilleur choix. La sympathie dont le nouveau régent fut entouré s'étendit naturellement à la souveraine qui l'avait désigné et au régime qu'il servait" ⁽¹¹⁷⁾. Le prince Charles n'était pourtant pas un homme remarquable mais c'était l'homme de la situation. La nationalité lorraine nous le rendait moins étranger que les gouverneurs précédents. Pour la première fois depuis Marguerite de Parme, on avait un gouverneur dont la langue naturelle était le français. Réputé peu porté aux affaires de la guerre et de la politique, cette opinion est peut-être à revoir ⁽¹¹⁸⁾. Apparemment dépourvu d'ambition, il ne tente pas d'imposer à nos populations la politique centralisatrice prônée par le trop autoritaire marquis de Prié. Plus perspicace qu'il n'y paraît, le gouverneur a retenu les leçons de l'Histoire, comme en témoigne ce texte inédit extrait de son journal secret à l'orthographe si pittoresque : "Rien n'est plus facile de Gouverner les pais bas mais Rien de plus abstrait ny rien de plus pénible sy pour les gouverner ont veut des maximes différente de ceux du pais, et Cela acause des différente province qui le compose et quen Ce pais il y at plus de Gences que Gence eclaire jointe que Chaque province at loix coutume et privilège différent. La nations est soupconneuse peu d'éducation, jaluse et pour dire en un mots nulle ami les uns des autres. Ce que je dit de la nation en General Ce repond non seulement at province Contre province mais Ville contre Ville, et enfin du Grand jusqu'au petit" ⁽¹¹⁹⁾.

Ces réflexions somme toute désabusées se situent probablement à l'époque du conflit entre le duc d'Aremberg, commandant-général et le ministre plénipotentiaire Botta-Adorno, puisqu'à la page suivante du journal, le prince reproche à Botta, malgré son zèle, d'ignorer la mentalité du pays où les "privilèges sont cy fort vénéré". La bonté naturelle du gouverneur, son souci de conserver l'affection du peuple, l'amène parfois, de loin en loin, à protester contre les menées de la Cour de Vienne. Ces velléités d'opposition, souvent sans lendemain, contribuent certainement à sa popularité. Joseph II le constate avec amertume, Charles inspire "une espèce de fanatisme aux habitants". En est-il de meilleure preuve que la statue que

⁽¹¹⁷⁾ En attendant les catalogues des expositions consacrées au gouverneur à Bruxelles et Bîlzen, l'ouvrage de J. SCHOUTEDEN-WERY, *Charles de Lorraine et son temps* (Bruxelles, 1943), reste la meilleure introduction à la connaissance du personnage. En ce qui concerne les employés de la Cour : M^{me} A. JACQUES, *La Cour de Charles de Lorraine, 1744-1780*. Mémoire de licence, U.C.L., 1970.
⁽¹¹⁸⁾ A. VANRIE, *Inventaire des archives de la maison de Charles de Lorraine* (Bruxelles, 1981), p. 5.
⁽¹¹⁹⁾ S.E.G., 2605, sous le titre « Réflexion ».

Un prince mécène



Frontispice du Discours sur
l'inauguration de la statue de
S.A.R. le duc Charles-Alexandre
de Lorraine et de Bar...
Bruxelles, MDCCLXXIV
Coll. Musée royal de Mariemont

les États de Brabant lui érigèrent de son vivant en 1775. Son caractère enjoué et bonhomme attire irrésistiblement la sympathie. D'après le prince de Ligne : "C'est l'homme le plus franchement gai que j'ai vu de la vie : on ne pouvait pas le voir une fois sans l'aimer toujours" ⁽¹²⁰⁾. Le moindre mérite de Charles de Lorraine ne fut certes pas celui de rapprocher la noblesse belge et l'Autriche. La Cour de Bruxelles joue dans la seconde moitié du 18^e siècle un rôle important dans ce domaine ⁽¹²¹⁾. La ridicule et inexorable étiquette viennoise qui régissait la Cour au temps de Marie-Élisabeth n'est plus de mise sous Charles de Lorraine. Le prince de Ligne vieillissant se souvient avec émotion de "Cette jolie Cour, gaie, sûre, agréable, polissonne, buvante, déjeunante et chassante". Quoique simple de manières et d'abord familier, Charles aime le faste, les fêtes brillantes, les décors somptueux. Le journal privé du prince nous le montre chassant, recevant au palais de Bruxelles ou honorant de sa présence les salons de l'un de ses familiers en ville. Sous son impulsion, le théâtre bruxellois, moribond depuis le départ de Favart, renaît. C'est de cette époque que date la haute réputation du théâtre de la Monnaie. Les représentations se donnent les dimanches, mardis et jeudis. Le répertoire français triomphe. On y joue des comédies de Molière, Regnard, Marivaux, Dancourt, des tragédies de Racine, Corneille, Voltaire. On y organise aussi nombre de bals et mascarades dont Charles de Lorraine raffolait. Le prince subsidiait l'entreprise perpétuellement déficitaire. Son exemple fut imité par quelques grandes familles qui louaient des loges à l'année. Ce soutien s'étendait parfois à quelques jeunes et séduisantes actrices, pour des raisons probablement fort éloignées du mécénat artistique ⁽¹²²⁾. Toujours est-il que le Grand Théâtre de Bruxelles devient l'un des meilleurs d'Europe, jouant toutes les nouveautés à peu près en même temps que Paris. D'autres scènes se partagent les faveurs de la Cour comme le populaire petit théâtre du Coffy, autorisé à jouer les jours de fermeture de la Monnaie. Certaines familles possèdent leur propre théâtre à l'instar de Charles de Lorraine lui-même. Le prince disposait en plus d'un théâtre "portatif" réalisé sous la direction du peintre Bernard Verschoot et pour lequel J.-L. Kraft brossa les décors en 1769-1770. Il s'agit probablement du projet dont M^{me} C. Lemaire a retrouvé le plan aux archives de l'État à Vienne ⁽¹²³⁾. Ce théâtre était destiné à accompagner le prince dans ses différentes résidences : Bruxelles, Tervueren, Mariemont. Selon le même auteur il semblerait que Charles de Lorraine ait esquissé lui-même quelques croquis pour les décors des mascarades qui se jouaient dans son propre théâtre ou chez son amie M^{me} de Vaux. Les précieux petits carnets du journal nous racontent les fêtes, les dîners, les spectacles qui sans cesse animent la Cour de Bruxelles. Chaque soirée, ou presque, dans tous les salons, au cours de toutes les réceptions, on joue ! Au nombre des jeux en vogue : belote, hombra et pharaon ⁽¹²⁴⁾, sorte de jeu de baccara. On jouera même dans le foyer du Grand Théâtre ! Ceci il est vrai pour soutenir les finances défailantes de la grande scène bruxelloise. Le prince Charles, joueur enragé, ne passait pas de soirée sans sacrifier à sa passion, au grand dommage de ses royales finances. Seul quelque maladie ou trouble profond pouvait l'éloigner un temps des tables de jeux.

D'autres divertissements de plus haute qualité font les délices de la Cour. Il se donne au palais d'excellents concerts grâce à la Chapelle royale : le calendrier de la Cour, régulièrement publié, nous en donne la composition. À titre d'exemple, pour l'année

⁽¹²⁰⁾ *Œuvres du Prince de Ligne*, éditées par A. LACROIX (Bruxelles-Paris), 1860, p. 150.

⁽¹²¹⁾ A. VANRIE, *op. cit.*, p. 5.

⁽¹²²⁾ Voir à ce sujet la "liste de galanterie de Bruxelles" établie par Charles de Lorraine dans son journal.

⁽¹²³⁾ C. LEMAIRE, "Histoire du Palais d'Orange-Lorraine de 1750 à 1980 (1^{re} partie)", *Bulletin trimestriel du Crédit communal de Belgique*, 135, 1981, p. 12.

⁽¹²⁴⁾ Voir *Règlement pour le jeu de Pharaon au grand Théâtre de Bruxelles*, homologué par décret de son Altesse Royale, du 20 avril 1764.

1770, on y trouve : "un maître de musique (Henri-Jacques de Croës, célèbre musicien anversois qui dirigea la chapelle de 1746 à 1786), Voix : deux Hautes Contres, deux Tailles, deux Basses, deux Enfants de Chœurs, Instrumens : Trois premiers Violons, trois seconds Violons, un Alte-Viola, un Tenor de Viola, deux Organistes, deux Violoncello, une double basse, deux hautbois et Flutes traversières, un Fagotiste et Basson, un Copiste, Luthier, et un souffleur d'Orgues". (125). Cette phalange compte nombre d'excellents musiciens au premier chef desquels il faut citer Pierre Van Maldere, interprète virtuose et compositeur de talent, dont la renommée devint européenne. Le prince Charles s'occupe activement de sa chapelle. À côté du répertoire religieux et des musiques pompeuses des solennités, il faut, pour les fêtes de la Cour, des compositions d'allure brillante et légère. L'Italie, l'Allemagne et l'Autriche fournissent la plus grande partie de cette production musicale. Plusieurs artistes étrangers se produisent d'ailleurs à la Cour de Bruxelles : en octobre 1763, le jeune Wolfgang Mozart — il a alors sept ans — joue du clavecin en présence de Charles de Lorraine.

Une pléiade d'artistes gravite autour de la Cour. Le duc Charles puise généreusement dans sa cassette particulière et rétablit ainsi la tradition du mécénat qu'appliquèrent chez nous les archiducs Albert et Isabelle. Outre au théâtre et à la musique, le gouverneur s'intéresse aussi à la sculpture et à la peinture. Le calendrier de 1770 nous renseigne les peintres et sculpteurs patentés à la Cour : Jean-Pierre Sauvage et fils, C.-G. Mohrhardt, Ignace Katzl, Louis-Pierre Legendre, Bernard Verschoot et Laurent Delvaux, sculpteur (126). Ce dernier fut avec son élève Godecharle, lui-même soutenu par Charles de Lorraine, le maître incontesté de la sculpture du 18^e siècle aux Pays-Bas. Cette sollicitude princière ne s'étend pas aux seuls artistes "officiels". De nombreuses commandes passées par le prince stimulent le mouvement artistique.

Charles de Lorraine s'intéresse entre autres choses aux sciences. Son palais de Bruxelles comprend plusieurs "cabinets" de collection qui font l'admiration de Don Diego de Gálvez, voyageur espagnol, lors de sa visite du palais le 26 août 1775. Parmi les "merveilles" de la demeure princière, ce qui attire surtout l'attention "ce sont les cabinets : il y en a d'histoire naturelle, terrestre, maritime et minérale; d'hydraulique, de mathématiques, de mécanique" (127). Ces collections sont administrées par l'abbé d'Everlange Witry (1719-1791), "Surintendant des Cabinets de Raretés", aumônier d'honneur de S.A.R. et chanoine de la cathédrale de Tournai. On lui doit entre autres inventions celle d'une "nouvelle machine d'électricité simplifiée à l'usage de la médecine" (128). Il dispose pour son office d'un personnel nombreux de "mathématicien, physicien, chimiste, mécaniciens et artistes". Le prince passera d'innombrables heures au rangement de ses cabinets. Il se livre également à de nombreuses expériences et dessine plusieurs croquis d'automates et machines dont les archives à Vienne et Bruxelles conservent le souvenir.

Sa bibliothèque et son cabinet de médailles sont également fort riches (129). Des directeurs assistés de bibliothécaires veillent à la conservation et à l'accroissement des collections. La bibliothèque répartie entre les châteaux de Mariemont, Tervueren et le palais de Bruxelles a fait l'objet d'une étude détaillée que nous évoquerons.

(125) *Calendrier de la Cour de Son Altesse Royale, le duc Charles de Lorraine et de Bar, gouverneur et capitaine-général des Pays-Bas pour l'année 1770* (Bruxelles, 1770), p. 20-21.

(126) *Calendrier...*, op. cit., p. 24, voir également l'article de S. ANSIAUX et J. LAVALLEYE, « Notes sur les peintres de la Cour de Charles de Lorraine », *Revue belge d'Archéologie et d'Histoire de l'Art*, 6, 1937, p. 305-330. On y trouve la liste détaillée des peintres de la Cour de Charles de Lorraine ayant travaillé pour lui.

(127) H.-J. LOPE, « La ville de Bruxelles vue par Don Diego Alejandro de Gálvez », *Études sur le 18^e siècle*, 6, 1978, p. 196.

(128) R. DARQUENNE, *Médecine et Société*, op. cit., p. 136-138.

(129) C. SORGELOOS, « La bibliothèque de Charles de Lorraine gouverneur-général des Pays-Bas autrichiens », *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 1982, 4, p. 809-838.

Mais le passe-temps favori de Charles de Lorraine est sans conteste la chasse. Sous toutes ses formes : chasse à courre, aux toiles, aux filets, etc. C'est d'ailleurs là l'explication de ses séjours à Mariemont. Nous y reviendrons.

7.23

Bibliothécaires.

François-Nicolas de Sparr.

Joseph de Leenheer, *Licentié en Droit.*



CABINETS DE RARETÉS.

L'Abbé d'Everlange de Witry, Sur-Intendant des Cabinets de Raretés, Aumônier d'honneur de S. A. R. Chanoine de la Cathédrale de Tournay.

Ignace-Thomas Maleck de Werthenfelds
Directeur desdits Cabinets.

Joseph - Ernest Maleck de Werthenfelds,
adjoint à son pere

Charles Millé, Garçon des Cabinets.

Vencent Mouffet Phisicien de S. A. R.
Sous-Directeur de l'Académie Militaire
des Pays-Bas, & Maître des Mathématiques
des Pages de S. A. R.

Le Frere Paulus.

La Veuve De Bast, Imprimeur de S. A. R.

François Guillaume, Tourneur-Artiste.

François Grouber, chargé du soin du Laboratoire de Chymie.

Plusieurs Mécaniciens & Artistes.

Génie.

Nicolas de Pest, Ingénieur de S. A. R.

Le-Baron de Ravizza, Ingénieur de S. A. R.

Directeur des Bâtimens & Garde-Meubles.

Pierre Gamond, Sur-Intendant de la Maison Royale & Parc de Mariemont, Capitaine du Château & Parc de Tervuren.

B 5

Calendrier de la Cour de S.A.R.
le duc Charles de Lorraine
et de Bar, gouverneur et
capitaine-général des Pays-Bas
pour l'année MDCCLXX,
Bruxelles, 1770, p. 23

Un gouverneur heureux

On serait tenté de croire que Charles de Lorraine consacre plus de temps à la satisfaction de ses loisirs qu'aux affaires de l'État. De fait, sur ces dernières, son journal ne s'étend guère. Quelques brèves allusions, parfois surprenantes, évoquent l'activité politique du gouverneur : "rien fait que travailler aux affaires du gouvernement", "travailler à l'ordinaire, rien fait" ou plus simplement "rien fait" ! L'ennui que lui inspirent les devoirs de sa charge l'accable : "tout mon passe-temps est avec des grosses perruques avec qui j'ai l'agrément de passer une grande partie du jour" écrit-il à sa sœur peu de temps après son installation à Bruxelles ⁽¹³⁰⁾. On peut dire du prince que, s'il règne, il ne gouverne guère. C'est le ministre plénipotentiaire, homme de confiance du souverain, qui possède la réalité du pouvoir. Théoriquement placé sous le contrôle du gouverneur, le ministre reçoit ses ordres de Vienne. Marie-Élisabeth avait dû aussi compter avec les comtes de Harrach et Visconti. Mais, contrairement à une opinion trop souvent répandue, elle ne leur était pas inféodée ⁽¹³¹⁾. Sous le règne de Marie-Thérèse, l'administration est soumise au ministre. Il faut reconnaître que l'impératrice sut bien choisir ses agents aux Pays-Bas. Le premier d'entre eux, un souple italien, Antoine de Botta-Adorno arrive à Bruxelles dès avril 1749. Autorisé par l'impératrice à lui envoyer ses rapports "en droiture", dans tous les cas jugés opportuns, le ministre échappe ainsi au contrôle du gouverneur dont il est censé dépendre. Botta-Adorno eut soin cependant de ménager la susceptibilité de Charles de Lorraine. Il réussit même par son tact à s'attirer la sympathie du prince, somme toute heureux d'échapper à d'ingrâtes tâches administratives. Le ministre parvint à réorganiser le pays et à susciter les conditions propices au développement. Sa politique de grands travaux reçut l'appui de Charles de Lorraine, lui-même soucieux de créer de nouvelles industries. Le conflit qui oppose Botta-Adorno au duc d'Aremberg, commandant-général, mit fin à la mission de l'habile ministre. En mai 1753, il demande et obtient son retour en Italie. Son successeur, le comte Charles de Cobenzl (1712-1770), hérite d'une situation financière assainie. La mort du duc d'Aremberg, en 1754, lui épargne l'écueil de la concurrence entre le pouvoir politique et militaire qui avait provoqué le départ de Botta-Adorno. Véritable incarnation du despotisme éclairé ⁽¹³²⁾, Cobenzl s'acharne à renforcer le pouvoir autrichien aux Pays-Bas. Ses projets rencontrent l'opposition conjuguée de la noblesse, du haut clergé et d'une certaine bourgeoisie corporative. Tout ceci au nom de la défense des "libertés nationales"; en fait, pour le maintien du statu quo institutionnel. Ces immobilistes trouvent un allié de poids en la personne du gouverneur qui les soutient contre Cobenzl et même contre Marie-Thérèse. Le ministre, contrairement au chancelier Kaunitz, prône une politique favorable au développement de nos provinces. Kaunitz n'envisage la question que sous l'angle des rentrées d'argent procurées à l'Autriche ⁽¹³³⁾. L'intransigeance de Cobenzl finit par irriter Charles de Lorraine qui s'en plaint à Marie-Thérèse. Dans la lutte incessante qui oppose le ministre aux États provinciaux, le gouverneur prend position en faveur des États contre Cobenzl et donc contre Marie-Thérèse qui soutient le ministre. En 1766, le prince Charles s'oppose victorieusement au projet de Cobenzl d'augmenter l'impôt sur le sel. La gratitude des États lui est désormais acquise. L'autoritarisme du ministre ne doit cependant pas faire oublier le rôle qu'il joua dans le développement de notre économie. Miné par un labeur harassant, Cobenzl s'éteint dans son hôtel de Bruxelles le 27 janvier 1770.

⁽¹³⁰⁾ Allusion à ses nouvelles occupations de gouverneur, S.E.G., 964, 3 mai 1749.

⁽¹³¹⁾ Gh. DE BOOM, « L'archiduchesse Marie-Élisabeth et les grands-maîtres... », *op. cit.*, p. 493-506.

⁽¹³²⁾ Ph. MOUREAUX, « Charles de Cobenzl, homme d'État moderne », *Études sur le 18^e siècle* (Bruxelles, 1974), 1, p. 171-178.

⁽¹³³⁾ Sur ce problème, voir Ph. MOUREAUX, *Les préoccupations statistiques du gouvernement des Pays-Bas autrichiens et le dénombrement des industries dressé en 1764* (Bruxelles, 1971), p. 63 et ss.

Le prince Georges de Starhemberg, qui lui succède, bénéficie de circonstances favorables. L'autorité autrichienne semble bien assise et l'économie des Pays-Bas prospère. Moins cassant que Cobenzl, le nouveau ministre rencontre la sympathie de Charles qui, l'âge aidant, se repose entièrement sur lui. L'ère de paix et de prospérité relative qui marque la fin du gouvernement de Charles de Lorraine permet au prince de se livrer à ses plaisirs favoris, au nombre desquels les villégiatures à Mariemont ne sont pas les moins prisés.



*Armes de Charles de Lorraine,
gouverneur et grand maître
de l'Ordre teutonique*

CHARLES DE LORRAINE À MARIEMONT

ETABLIR la chronologie des séjours de Charles de Lorraine à Mariemont n'est pas aisé. L'entreprise ne pose guère de problèmes pour la période allant de 1766 à 1779, couverte par les fameux petits carnets verts du journal secret du prince ⁽¹³⁴⁾. Il en va autrement pour les années antérieures. L'analyse conjointe de la presse de l'époque, généralement prolixe quant aux déplacements de la Cour, et des archives de la Maison de Charles de Lorraine pourrait y répondre. Ce travail n'étant pas envisageable dans le cadre de cette étude, nous y procéderons ultérieurement. Il semble cependant que la découverte de Mariemont par le prince Charles remonte à juin 1751. Le premier de ce mois, N. Fontaine, concierge et contrôleur, adresse au Conseil des finances une lettre détaillant les dépenses engagées (259 florins) pour préparer l'arrivée du gouverneur à Mariemont ⁽¹³⁵⁾. À la même époque, le sieur P.-J. Laurent, fermier au château Vanderbecque à Gouy, demande l'autorisation de construire une hostellerie à Mariemont. Le projet ne semble pas s'être réalisé. N.J. Fontaine, gérant de la cantine, s'y est certainement opposé. Cette initiative s'explique peut-être par la rumeur d'un retour prochain de la Cour. La fontaine archiducal longtemps désertée reçoit à nouveau la visite de curistes. Le 15 juillet 1752, le contrôleur est avisé de l'arrivée proche de "plusieurs personnes du ministère du Gouvernement" afin d'y "faire usage des eaux minérales". Fontaine est prié de les loger dans les appartements du donjon et de leur fournir chaises, tables et bois de lits. Charles de Lorraine et sa suite reviennent en 1752, 1753 et 1754. Chaque annonce de la venue de la Cour met le petit monde de Mariemont en émoi. D'autant plus que le château, délaissé depuis le trépas de l'archiduchesse Marie-Élisabeth, se trouve dans un état lamentable. Tout manque. Même le chapelain A.J. Fontaine estime ne pouvoir remplir son office "avec décence" en raison de l'état des ornements du sanctuaire. Des mesures urgentes doivent être prises pour rendre le château simplement habitable. L'arrivée prochaine d'Anne-Charlotte de Lorraine, sœur du gouverneur, impose d'ailleurs l'aménagement d'appartements dignes de son rang ⁽¹³⁶⁾.

⁽¹³⁴⁾ S.E.G., 2598 à 2601.

⁽¹³⁵⁾ A.F., dossier de notes, p. 165.

⁽¹³⁶⁾ *Id.*, p. 170.

Arrivée d'Anne-Charlotte de Lorraine

La princesse, par sa présence à Mons où elle réside comme chanoinesse de Sainte-Waudru, exerce une influence profonde sur l'histoire du domaine de Mariemont. Anne-Charlotte de Lorraine est le treizième des quatorze enfants de Léopold I^{er}, duc de Lorraine, et de son épouse Élisabeth-Charlotte d'Orléans. De ces quatorze



Anne-Charlotte de Lorraine
(1714-1773), abbess du chapitre
noble de Sainte-Waudru à Mons
Coll. M. d'Ursel, Beerlegem

enfants, quatre seulement atteignent leur vingtième année : François-Étienne, Élisabeth-Thérèse, Charles et Anne-Charlotte qui naît à Lunéville le 17 mai 1714 et y passe toute son enfance. La mort du duc Léopold, le 27 mars 1729, fait de François le trentième duc de Lorraine. Premier prétendant de Marie-Thérèse, fille de Charles VI, François se désintéresse des affaires du duché, qui devient propriété viagère de Stanislas Leczinski, beau-père de Louis XV, avant de passer à la France ⁽¹³⁷⁾. Après la mort de sa mère survenue le 23 décembre 1744, Anne-Charlotte quitte définitivement la Lorraine. Elle se dirige assez naturellement vers Vienne où résident ses deux frères, seuls survivants de sa proche famille. Elle ne s'y plaît guère. D'autant plus que Charles, pour qui elle éprouve une vive affection, quitte la capitale autrichienne pour nos provinces. Le prince obtient de son frère l'empereur la permission que leur sœur Charlotte vienne vivre aux Pays-Bas. Le 13 juillet 1754, l'impératrice Marie-Thérèse la nomme "sa représentante" à l'abbatiai séculier de Sainte-Waudru à Mons ⁽¹³⁸⁾. Elle part de Vienne le 20 août 1754 pour se rendre aux Pays-Bas autrichiens. Après un périple de vingt-cinq jours, la princesse retrouve son frère à Cologne le 13 septembre et arrive à Bruxelles le 15. Pendant les jours qui suivent, les fêtes se succèdent : galas, cavalcades, représentations théâtrales, dîners, soupers chez la "principale noblesse", visite des châteaux de Tervueren et de Mariemont en octobre. Le 17 novembre, la princesse fait, en "grandes pompes" son entrée à Mons. Les festivités se terminent à l'aube du 18 qui voit l'installation d'Anne-Charlotte dans sa dignité d'abbesse. La princesse fait désormais de Mons sa résidence ordinaire. Mais elle séjourne souvent à Mariemont, Tervueren et Bruxelles. Jusqu'à son décès en 1773, ses déplacements se déroulent selon un programme quasi immuable ⁽¹³⁹⁾.

Les nombreuses notations du "journal secret" permettent de reconstituer le calendrier des visites que se rendent Charles et Anne-Charlotte. Charles de Lorraine passe trois à cinq jours du mois de janvier, le plus souvent la première moitié, auprès de sa sœur à Mons ⁽¹⁴⁰⁾. Ensuite Anne-Charlotte se rend à Bruxelles pour les fêtes du carnaval. Quoique abbesse de Sainte-Waudru, elle ne manque aucune festivité. À peine arrivée de Mons, elle assiste le 22 février 1759 au bal nocturne organisé dans le Grand Théâtre (théâtre de la Monnaie) : "la principale noblesse a paru en mascarade d'un goût charmant représentant des lapons et des lapones sur des traîneaux" ⁽¹⁴¹⁾. Les premières années, ces séjours bruxellois sont relativement brefs, une dizaine de jours, puis, après 1764, s'allongent jusqu'à durer plus d'un mois. Au début du printemps, la princesse profite des premiers beaux jours pour s'établir quelque temps à Mariemont. Des circonstances fortuites l'amènent parfois à y résider de manière prolongée. Ainsi, en 1755, pendant les travaux d'aménagement de l'hôtel du gouvernement ⁽¹⁴²⁾ qu'elle choisit comme résidence montoise. De même pendant l'absence de son frère au cours de la guerre de sept ans. Cette longue et désastreuse lutte entre les coalitions autrichienne et prussienne amène le départ de Charles promu généralissime des armées impériales. Le 28 janvier 1757, le prince, suivi du nombreux équipage de ses gens et de sa garde de hussards, quitte Bruxelles pour Vienne. Les campagnes de 1757-1758 furent malheureuses : face à Frédéric II, Charles, mal secondé par l'incapable Soubise ⁽¹⁴³⁾, ne fait pas le poids. Le 5 décembre 1757, l'armée autrichienne est écrasée à Leuthen. Le prince de Ligne, qui participa à la bataille, en garda une impression ineffable. Le prince Charles qu'il

⁽¹³⁷⁾ Par le traité de Vienne de 1738.
⁽¹³⁸⁾ Sur le séjour d'Anne-Charlotte à Mons, voir l'excellent travail de M.-F. DEGEMBE, « Anne-Charlotte de Lorraine. Son séjour à Mons », *Annales du Cercle archéologique de Mons*, 71, 1978-1981, p. 283-371.

⁽¹³⁹⁾ Pour la chronologie générale des séjours de la princesse, voir M.-F. DEGEMBE, *op. cit.*, p. 295-296.

⁽¹⁴⁰⁾ Il arrive que la visite du prince à Mons se situe à la fin du mois, voir e.a. *Gazette de Bruxelles*, année 1759 : Charles séjourne à Mons du 29 janvier au 1^{er} février.

⁽¹⁴¹⁾ *Gazette de Bruxelles*, 23 février 1759.

⁽¹⁴²⁾ M.-F. DEGEMBE, *op. cit.*, p. 332 et ss.; au sujet de l'hôtel du gouvernement, voir F. HACHEZ, « Maison d'habitation de Madame Royale à Mons », *Annales du Cercle archéologique de Mons*, 35, 1906, p. 37-45 et A. LOUANT, « De la propriété de l'ancien hôtel des gouverneurs du Hainaut », *Liber memorialis Émile Cornez* (Paris-Louvain, 1972), p. 308-316. L'hôtel fut démoli en 1960 et le porche reconstitué rue Notre-Dame Débonnaire.

⁽¹⁴³⁾ Maréchal commandant l'armée française alliée à l'Autriche.



Charles de Lorraine, feld-maréchal
des armées autrichiennes
en 1757-1758, au début de la
guerre de sept ans
Gravure
Coll. Musée royal de Mariemont

rejoint le soir de la défaite au quartier général l'embrasse en pleurant à chaudes larmes... Rendu responsable du désastre, malgré sa bravoure, Charles doit remettre sa démission. Le prince ne voulant rien entendre, Marie-Thérèse se voit contrainte de le destituer ⁽¹⁴⁴⁾. L'amertume au cœur, Charles regagne les Pays-Bas le 15 novembre 1758. Pendant l'absence de son frère, Anne-Charlotte se rend à diverses reprises à Mariemont. En mars et en mai 1757, elle s'y retire "pour éviter le cérémonial au passage [à Mons] de tant de princes et de généraux" dont le duc d'Orléans et le prince de Condé. Elle refuse le détournement des troupes françaises proposé par Cobenzl pour lui en éviter les désagréments et préfère se déplacer à Mariemont afin que "sa présence n'entre en rien dans les arrangements" ⁽¹⁴⁵⁾.

Au mois de mai, Charles passe quelques jours à Mons. Le lieu traditionnel de leur séjour d'été, juin et juillet, est Tervueren. Parfois, mais plus rarement, Mariemont où ils résident en août, septembre et octobre. En novembre, Anne-Charlotte retrouve son frère à Bruxelles ou à Mariemont. La foire de Mons est l'occasion pour Charles d'une nouvelle visite à sa sœur. Au mois de décembre, ils se rendent mutuellement à Bruxelles et à Mons. La relative proximité de Mons et la passion de la chasse expliquent très probablement la faveur dont jouit le domaine de Mariemont. Après le décès de la princesse en 1773, Charles de Lorraine ne fréquentera plus sa campagne hainuyère en dehors des mois de septembre et d'octobre. De même, il ne se rendit plus jamais à Mons. Leur goût commun de la chasse explique aussi la longueur des villégiatures à Mariemont où l'on aménage pour les deux Cours des appartements séparés.

Un prince bâtisseur : le nouveau château

L'arrivée d'Anne-Charlotte aux Pays-Bas a certainement pesé sur la décision de reconstruction de Mariemont. En 1754, l'année même de l'établissement de sa sœur comme abbesse de Sainte-Waudru, Charles de Lorraine envisage de réaménager sa résidence de chasse. Déjà délabré du vivant de Marie-Élisabeth, le donjon se trouve dans un état proche de la ruine. On procède pourtant, chaque année, à d'importants travaux d'entretien. Ainsi pendant le deuxième semestre de 1742, le prévôt de Gongnies paie plus de 9069 livres d'Hainaut pour les ouvriers commis aux "ouvrages de Mariemont" ⁽¹⁴⁶⁾. Ces entreprises de restauration ne suffisent cependant pas et en 1754 le prince décide de raser l'ancien château et d'en construire un nouveau à son emplacement. Fontaine, averti du projet de reconstruction, décide, le 6 avril, de cesser tous travaux de réparation au vieux donjon.

⁽¹⁴⁴⁾ Charles fut en d'autres temps un général heureux. Le passage du Rhin qu'il organisa en 1744 fut salué par le maréchal de Saxe et Frédéric II comme un bel exploit. L'un des volumes du journal secret est consacré aux affaires militaires et montre le vif intérêt que le prince portait à ces questions. Sa destitution n'en fut que plus douloureuse.

⁽¹⁴⁵⁾ M.-F. DEGEMBE, *op. cit.*, p. 312.

⁽¹⁴⁶⁾ C.F., 2163.

L'édification du nouveau château de Mariemont a fait l'objet d'une étude détaillée de M^{me} Cl. Lemoine-Isabeau, révélant par ailleurs l'existence de plans inédits renouvelant complètement l'histoire du domaine au 18^e siècle. Nous nous contenterons ici d'en résumer les grandes lignes. Lorsque Charles de Lorraine s'établit aux Pays-Bas en 1749, il trouve ses logis en très mauvais état. L'hôtel d'Orange qu'il loue à Bruxelles a beaucoup souffert de l'occupation française (1746-1748) et les vieux pavillons de chasse de Tervueren et Mariemont ne valent guère mieux. Le prince, qui adorait bâtir et aménager, ne manquait pas de projets pour ses trois résidences belges. Pourtant il ne réalisa que peu de choses avant 1754. Cette année coïncide

avec l'arrivée de sa sœur Anne-Charlotte et surtout de Jean-Nicolas Jadot (1710-1761), architecte lorrain qu'il connaissait et appréciait depuis longtemps. Il semble qu'à l'époque, Charles de Lorraine ait peu d'estime pour le talent des architectes des Pays-Bas. Répondant à une requête du comte de Bathyani sollicitant l'envoi d'un expert à Aix-la-Chapelle, pour la chapelle hongroise il écrit : "j'aurais souhaité de trouver aussi habile architecte pour l'envoyer à Aix-la-Chapelle conformément aux désirs de Votre Excellence, mais le défaut à peine croiable où nous sommes en ce Pays-ci des gens capables de remplir mon intention à cet égard..." (147). Jadot, arrivant à Bruxelles en 1753, le délivre de ce souci. Sa famille était connue des ducs de Lorraine. Son père (ou son oncle ?) avait été entrepreneur des bâtiments du duc de Lorraine et avait, avec Boffrand, construit le château de Lunéville. Au décès de son père, le jeune Jean-Nicolas se dirige vers l'architecture sur les conseils du duc Léopold. On sait qu'il voyagea en Italie et s'y imprégna du style baroque. Travaillant au service du duc François, il le suit en Toscane et à Vienne où se fixe naturellement l'époux de Marie-Thérèse. Nommé inspecteur et contrôleur des bâtiments, Jadot loge à la Cour. Il a déjà à son actif quelques projets pour la Hofburg de Vienne, le palais et la construction d'une maison pour le prince Charles. Pour des raisons non encore élucidées — dépit de voir repousser certains projets ou difficultés linguistiques — Jadot demande sa mutation aux Pays-Bas. Bien accueilli par le gouverneur et le ministre plénipotentiaire Cobenzl, il porte désormais le titre d'auditeur de la Chambre des comptes et d'intendant des ouvrages des palais, maisons, jardins et fontaines. Le poste d'architecte de la Cour vacant depuis le décès d'Anneessens en 1752 n'est pas pourvu, Jadot remplissant de fait cet office. M^{me} Cl. Lemoine-Isabeau a établi de façon définitive que Jadot fut bien l'auteur des plans du nouveau château de Mariemont.

Les préparatifs commencent dès le printemps 1754. Charles a obtenu en 1753 un subside de 100.000 florins de la part des États du Hainaut afin de "conserver par là, le renom d'une maison royale dans la dite province" (148). Les adjudications s'ouvrent le 25 juin et le vieux donjon est démoli jusqu'aux fondations l'année même. Les matériaux de l'ancien bâtiment sont en grande partie récupérés pour la nouvelle construction. Ces traces se retrouvent encore dans les ruines du palais de Charles de Lorraine. Il est fort probable que l'on utilisa aussi des vestiges du donjon pour former l'assise de la cour d'honneur. Exploitant la déclivité naturelle du terrain, Jadot propose une façade principale à deux niveaux permettant l'accès de plain-pied au bel étage où se trouvent les salons de réception, une salle à l'italienne et deux appartements. La façade arrière s'ouvrant sur les jardins comporte trois niveaux. Au rez-de-chaussée : une salle de billard (149), deux appartements, des bains, étuve et réserve. Un escalier double mène à la salle italienne. Deux cours intérieures éclairaient les pièces de service. De l'ancienne résidence, il subsiste la galerie menant à la chapelle reconstruite par Marie-Élisabeth et les communs. Le nouveau bâtiment appareillé en pierre bleue et briques avec enduit de stuc est plus vaste que son prédécesseur. Il occupe une superficie de 39 m sur 73 et culmine à 22 m du côté du jardin. La façade principale, côté cour, s'orne au centre d'un portique, dont les quatre colonnes ioniques supportent un fronton blasonné aux Armes de Lorraine. L'autre façade, vers les jardins, est garnie de bossages au rez-de-chaussée et d'une

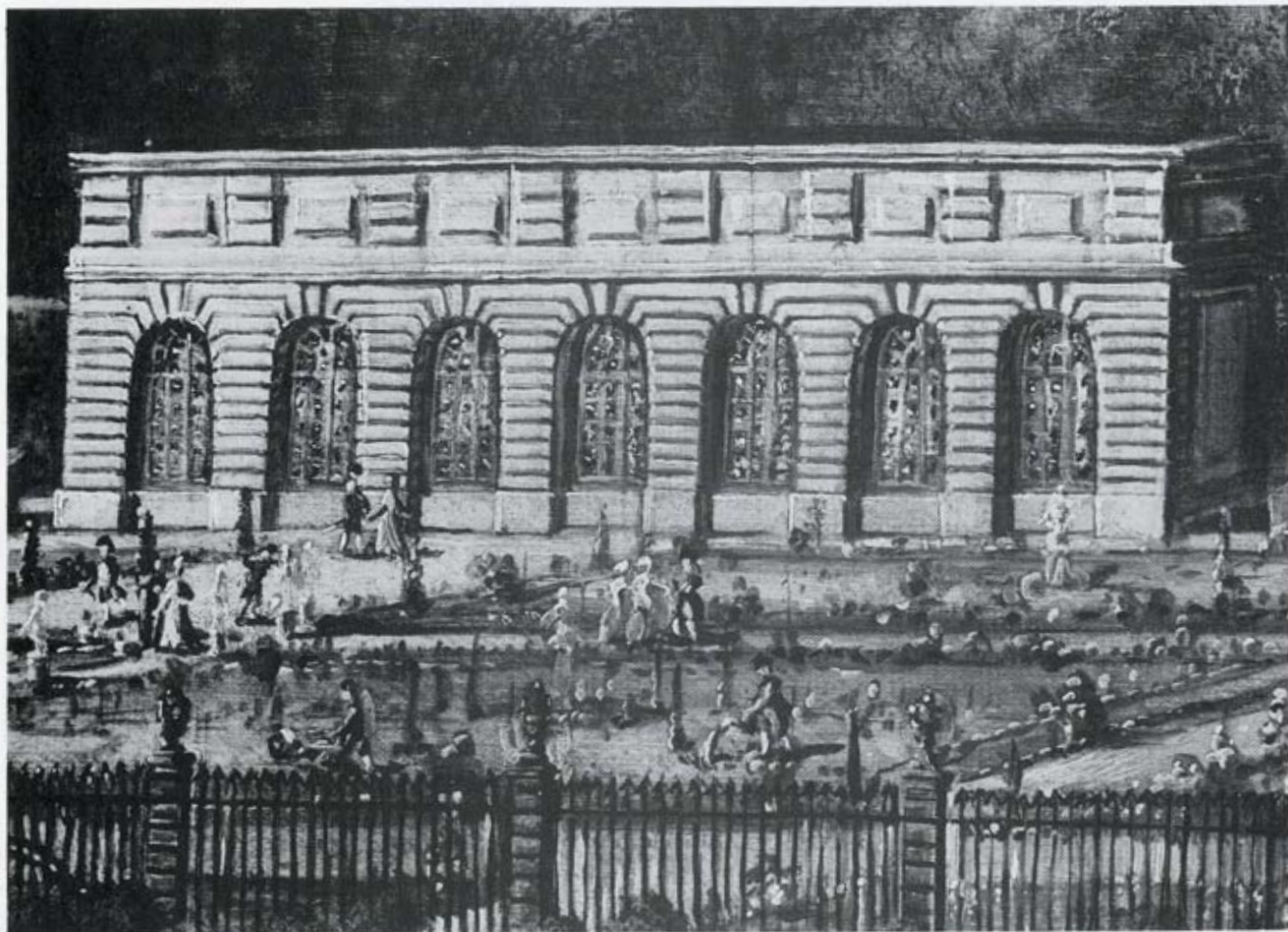
(147) Cl. LEMOINE-ISABEAU, *op. cit.*, p. 18, lettre du 8 mai 1753.

(148) Lettre de Charles de Lorraine à Marie-Thérèse d'Autriche. Bruxelles, 29 mai 1756. *Documents sur Mariemont ancien*, M.R.M., inv. X n° 4473.

(149) Appelée également dans les inventaires de 1794 "théâtre". A.F., dossier de notes, p. 251. Il est probable qu'elle servit aussi à cet usage à l'époque de Charles de Lorraine.

*L'orangerie construite
en 1776-1777
Tableau de J.B. Simons,
Mariemont vu du sud
Détail
Coll. Musée royal de Mariemont*

colonnade au premier étage. Les adjudications se poursuivent à un rythme accéléré. Celle des "bois de charpentes, sommiers et autres" ⁽¹⁵⁰⁾ se fit sous la haute surveillance du colonel Delaing, chef du corps des ingénieurs, le 15 mai 1756, à Mariemont. À la même époque Pierre Renaux de Quaregnon emporte le marché pour la fourniture de cinq millions de briques. La construction du nouveau château aurait nécessité l'emploi de quarante maçons et cent manœuvres.

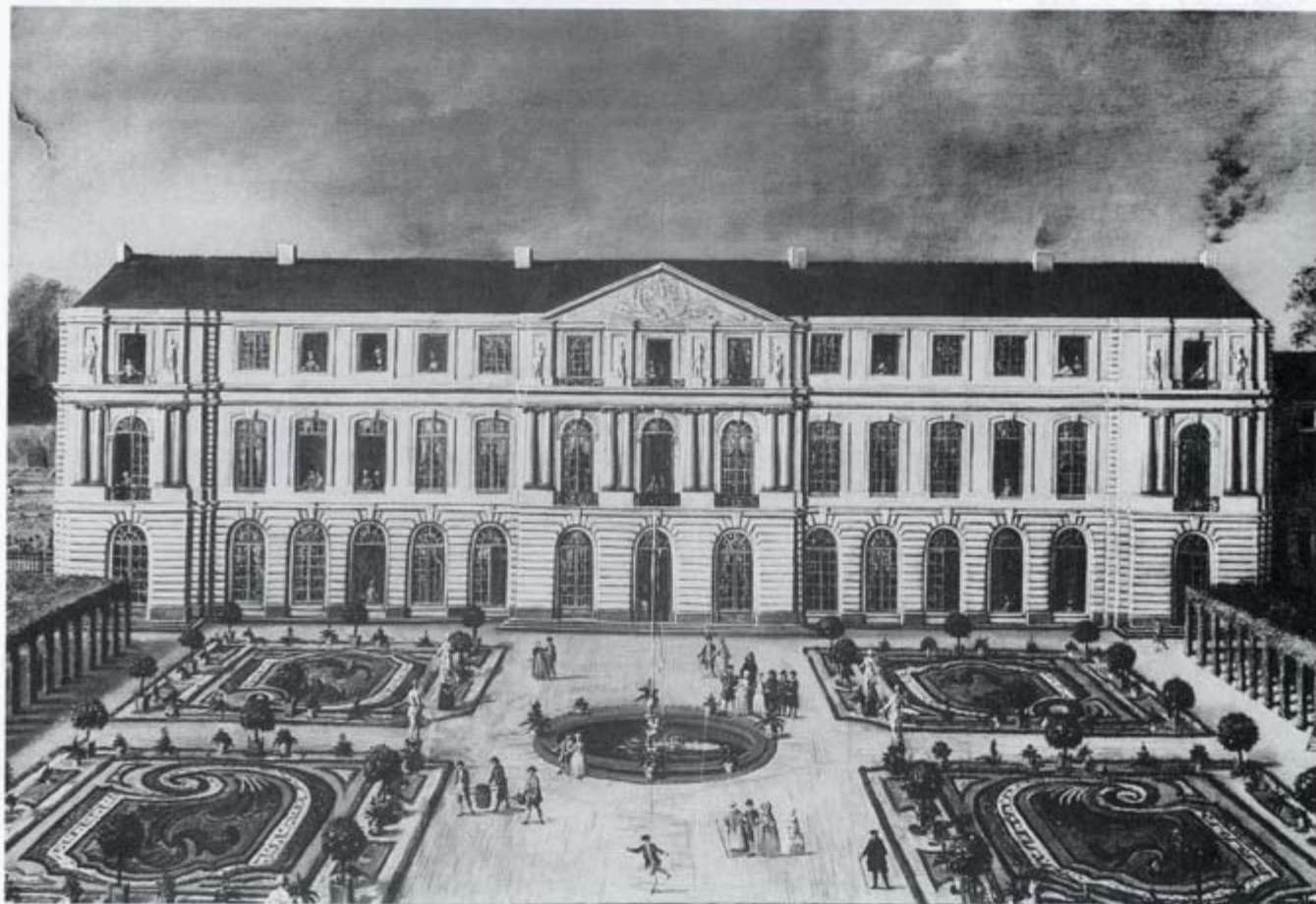


Les choses vont bon train lorsque, tout-à-coup, le Conseil des finances avertit le gouverneur que le 173^e article de ses instructions pour l'année 1733 interdit les dépenses qu'engagent la construction de la charpente. C'est pourquoi Charles de Lorraine "supplie" l'impératrice de dispenser le Conseil des finances de l'observation de cet article. Sa supplique s'accompagne d'une justification de l'entreprise : "La maison roïale de Mariemont étant par son ancienneté et sa caducité devenue

⁽¹⁵⁰⁾ Sauf les bois nécessaires aux charpentes qui furent pris dans la forêt.

presque inhabitable, et ce bâtiment ayant exigé des réparations annuelles pour le tenir sur pied, j'ai cru qu'il convenait mieux de le faire abattre et dy substituer une nouvelle maison propre à la situation du jardin et du parc y joignant, sans l'élever de la hauteur du donjon, qui faisait le corps de cet ancien bâtiment et qui, en effet, n'était qu'une masse de pierres. La vue, les beaux environs et l'air sain qu'on y respire, sans parler de la chasse, dans et hors du parc, à la distance de quelques lieux, méritent la dépense, que la construction de la nouvelle maison requiert". Le prince poursuit son argumentation en relevant que l'entreprise ne sera pas "ruineuse pour les finances royales", grâce aux 100.000 florins accordés par les États de Hainaut et au réemploi des matériaux provenant de la démolition. On apprend par la même occasion que le premier étage est déjà construit. Marie-Thérèse acquiesce à la demande de dérogation et fait remarquer qu'il eut été plus régulier de l'informer des projets de travaux et de n'accepter le donatif de 100.000 florins que sous son consentement. Elle lui recommande d'user en la matière "de toute l'économie possible". L'impératrice connaît trop bien son dispendieux beau-frère ! Le château,

*Le nouveau château de Mariemont
vu du sud
Tableau de J.B. Simons,
Mariemont vu du sud
Détail
Coll. Musée royal de Mariemont*



construit sous la direction de Jadot assisté de Calce, inspecteur, de Chatillon, commis, et de Laisné, architecte, est mis sous toit en 1756-1757. Charles de Lorraine ne put guère en profiter, les événements de la guerre de sept ans l'appelant aux armées. Les travaux d'aménagement ne cessèrent pratiquement jamais. En 1766 la salle à l'italienne est démolie et reconstruite. D'autres modifications datent de cette époque. Elles s'expliquent peut-être par la nomination de Dewez en 1766 au poste d'architecte de la Cour ⁽¹⁵¹⁾. Il apporte d'importants aménagements au château auquel il entend conférer une allure plus majestueuse. Dans cet esprit il modifie l'aspect de la cour d'honneur assez mesquine en la bordant de deux longues ailes pour abriter les écuries et les cuisines. La cour ainsi délimitée est fermée par une grille arrondie coupée de pilastres. Les travaux commencés en novembre 1769 s'achèvent en 1771-1772. La clôture fut l'œuvre de la collaboration des serruriers François Lacheffres, de Seneffe et Mondoux, de Thuin. Les ornements en cuivre sortent de l'atelier de l'orfèvre M.P.J. Dewez, frère de l'architecte. En 1774, on envisage de démolir l'ancien portique s'arrêtant au premier étage, pour le remplacer par un ouvrage de proportion plus harmonieuse. Les éléments du tympan en pierre de Bouchain arrivent à Mariemont le 27 mai 1775. Les quatre chapiteaux des colonnes sont l'œuvre du sculpteur C. Gilisquet. À gauche de la façade arrière, face aux jardins potagers, s'élève un nouvel édifice : l'orangerie, construite en 1776-1777. Plus tard, une pelouse triangulaire aménagée en contrebas des jardins ouvre la perspective vers la Haine. Une rampe monumentale en fer-à-cheval, construite par Dewez en 1778, assure la liaison entre les deux niveaux; l'entrepreneur est Louis-Joseph Montoyer, fils d'un garde-chasse de Mariemont et futur architecte de la Cour.

Le parc bénéficie de soins tout particuliers. Charles de Lorraine veille à la conservation de ses bois. Il n'a pas voulu les mutiler en y prélevant les matériaux nécessaires aux charpentes du nouveau château. Dans les comptes du "Tableau général des dépenses" du domaine, le poste "Entretien du parc et jardin" représente la charge la plus importante, près du dixième du budget. À titre d'exemple : pour l'année 1776-1777, les dépenses s'élèvent à 75.029 florins dont 7.307 ⁽¹⁵²⁾ pour les "journées d'ouvriers employés à la plantation, entretien des routes, jardins, cours et talus". Charles de Lorraine, fervent chasseur et promeneur, fait tracer plusieurs allées cavalières dans les bois de Mariemont. Les comptes font état de dépenses en ce sens pour les années 1762, 1767, 1768... La carte dressée par l'ingénieur Jean de Ravizza témoigne des progrès réalisés. Par rapport à celle de Braeckman, de nouvelles drèves et allées apparaissent. Elles visent, comme le précise la légende, à "ménager les points de vue et à multiplier les promenades". On se préoccupe aussi des coupes dans le parc et des reboisements nécessaires. S'il faut en croire Charles de Lorraine "ce nest quen 1766 qu'on at Commence at mettre les Coupe en Regle, le bois nayant plus ete Coupe depuis plus de 40 ans". Il prévoit, dans un document aujourd'hui conservé aux archives de Vienne, le calendrier des coupes, enceinte par enceinte, de 1766 à 1785 ⁽¹⁵³⁾. De fait, à partir de 1767, on procède à de nombreux achats de plants : 400 marronniers d'Inde en 1767, 150 tilleuls l'année suivante, achats de plants d'aulne en 1769, 536 châtaigniers et 192.000 plants d'aulne en 1770. Cette politique de boisement ne va pas toujours sans heurts. Ainsi le projet du

⁽¹⁵¹⁾ Il succède à ce poste à l'architecte Faulte, qui remplaça Jadot après sa disparition en 1760.

⁽¹⁵²⁾ C.L., liasse 84.

⁽¹⁵³⁾ Vienne, Haus-Hof-und Staatsarchiv, Das Lotharingische Hausarchiv, 177, photocopies aimablement communiquées par M^{me} Jottrand.

prince de planter la bruyère de Montaigu rencontre l'opposition d'habitants de Morlanwelz qui disposaient du droit d'y faire paître leur bétail ⁽¹⁵⁴⁾. On parla même d'une "espèce de mutinerie". En tout cas le problème tenait à cœur au prince Charles qui l'évoque à plusieurs reprises dans son journal privé ⁽¹⁵⁵⁾. Potagers et vergers ne sont pas négligés. Là aussi, l'examen des comptes annuels fournit de précieux renseignements. Il existe même un vignoble à Mariemont, entretenu par un vigneron gagé : Antoine Vautrain. Ce vignoble situé sur les coteaux exposés au midi descendant vers les fonds de La Hestre est important. En 1772, 4.500 plants de vigne de Bourgogne sont commandés et plantés l'année suivante ⁽¹⁵⁶⁾.

La gérance de la maison royale de Mariemont requiert un personnel d'autant plus nombreux que les séjours de la Cour s'y multiplient. Le cadre de ce personnel incomplet à l'arrivée de Charles de Lorraine est reconstitué. À la veille de la reconstruction, il s'établit comme suit : le surintendant Biseau, le contrôleur et concierge N. Fontaine, le médecin Delval, le fontainier J.-B. Tilman, le chapelain Fontaine, la ballangente Marie-Jeanne de Navar, le brigadier et garde-chasse à cheval Nicolas Picard, le garde-chasse à cheval Louis Montoyer, trois gardes à pied : Albert Hoyaux, François Piraux, Gilles Rigaux et le jardinier Jacques Van Hulst ⁽¹⁵⁷⁾.

L'essentiel des travaux est en réalité assuré par des artisans travaillant à l'entreprise. L'analyse des comptes montre une origine généralement locale et une très grande stabilité de ce personnel. Quoique non assimilé aux employés gagés, il semble bénéficier d'émoluments forfaitaires et être recruté à l'année. Le salaire varie en fonction des tâches. Celui des frotteurs, par exemple, équivaut en 1774-1776 à 380 florins soit l'équivalent du traitement d'un garde à pied. En 1775, Gamond, surintendant de Mariemont, sollicite de la bienveillance de S.A.R., une gratification pour la veuve de La Groseille qui travailla "depuis 15 ans comme appareilleur (maître

⁽¹⁵⁴⁾ Sur cette question voir M. VAN DEN EYNDE, « La politique de boisement à Morlanwelz au XVIII^e siècle », *Études sur ...*, op. cit., p. 57-58.

⁽¹⁵⁵⁾ Voir e.a. S.E.G., 2599, 22 mai 1771 : "j'ay finis les affaires avec la Communaute de Morlanoue et l'ont defriche a force la bruyere".

⁽¹⁵⁶⁾ A.F., dossier de notes, p. 201.

⁽¹⁵⁷⁾ *Id.*, p. 171.

Les employés de la maison royale



La Bruyère de Montaigu boisée par Charles de Lorraine
Détail de la Carte générale des Chasses royales aux environs du Château et parc royal de Mariemont, 1776
Coll. Musée royal de Mariemont

maçon) des bâtiments de Mariemont" ⁽¹⁵⁸⁾. Le décès d'Ignace de Biseau a en effet amené la nomination, le 12 mai 1756, de Pierre Gamond au poste de surintendant de Mariemont. Pierre Gamond, premier valet de chambre du prince, est d'origine lorraine comme beaucoup de membres de l'entourage du gouverneur. Son père, Paul-Étienne, avait été pendant trente ans tapissier de l'hôtel de Léopold, duc de Lorraine, puis valet de chambre du prince Charles et chef du garde-meubles ⁽¹⁵⁹⁾. D'abord soumis au Conseil des finances et au prévôt de Binche, Gamond ne relève plus après 1766 que de la seule autorité princière. En effet, à la demande de Charles de Lorraine, le parc de Mariemont est, comme celui de Tervueren, soustrait au contrôle du Conseil des finances et de la Chambre des comptes. Par lettre datée de Vienne le 6 octobre 1766, Marie-Thérèse autorise son "très cher et très aimé beau-frère et cousin", à disposer à l'avenir du parc de Mariemont au gré de ses désirs ⁽¹⁶⁰⁾. Gamond entre en fonction l'année même où débutent les travaux de reconstruction du château. D'abord installé à La Malaise, ancienne ferme du domaine, il la quitte en 1762 pour la maison du médecin Delval ⁽¹⁶¹⁾, appelée depuis "surintendance". P. Gamond, comme nombre de Lorrains de la Cour, entretient des rapports privilégiés avec le prince Charles. Ainsi, lors du départ du gouverneur aux armées en janvier 1757, Gamond accompagne son maître, laissant la direction du domaine au contrôleur Fontaine. Celui-ci décède le 23 octobre de la même année. Son fils Adrien, chapelain de la maison royale, prévient aussitôt le Conseil des finances. Il demande par le même courrier la permission, pour la famille, de continuer à résider dans la maison du défunt. En attendant l'arrivée d'un nouveau concierge, il assurera l'intérim. P. Gamond, qui se trouve à l'époque au camp de Zittau, sollicite et obtient la succession de la charge de contrôleur. Il demande pour J. Châtillon, commis aux bâtiments et gendre du contrôleur décédé, la place de concierge. Charles de Lorraine approuve la suggestion et, de Lissa, écrit au Conseil des finances le 20 novembre 1757 : "Je connais du reste Châtillon pour qui ma sœur s'intéresse et Votre Excellence pourrait par conséquent intimer au Conseil de lui

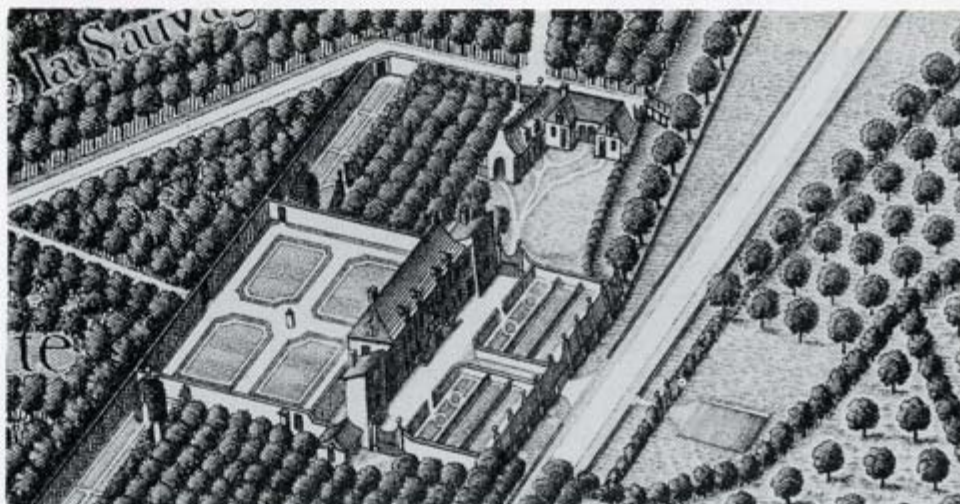
⁽¹⁵⁸⁾ C.L., liasse 83.

⁽¹⁵⁹⁾ A.F., dossier de notes, p. 170., *Calendrier de la Cour, 1749-1780.*, DE NIMAL, *Nobles et noblesses* (Paris, 1892), p. 120. À noter qu'à partir de 1764, Pierre Gamond cumule les fonctions de surintendant à Mariemont et de Capitaine du château et du parc de Tervueren. En 1770 il devient Directeur des Bâtiments et garde-meubles.

⁽¹⁶⁰⁾ A.F., dossier de notes, p. 192.

⁽¹⁶¹⁾ À ne pas confondre avec le pavillon situé en face de la fontaine archiduciale.

La surintendance, résidence des surintendants, inaugurée par P. Gamond qui logeait auparavant à La Malaise
Détail de L.A. Dupuis
 Carte perspective du château royal de Mariemont, 1781
 Gravure
 Coll. Musée royal de Mariemont



faire expédier sur le pied la commission de concierge". C'est chose faite le 17 décembre suivant. L'acte de nomination précise que comme il a été décidé de supprimer la place de contrôleur et de réunir cette fonction à celle de surintendant, le Conseil "accorde par cette au surintendant Gamond sans conséquence pour les successeurs et par forme de gratification annuelle, la somme de 200 livres (...), à charge néanmoins qu'il fera également aussi toutes les fonctions dont Nicolas Fontaine était chargé en la qualité de contrôleur de Mariemont..." (162).

Gamond jouit ainsi de pouvoirs étendus par rapport à ses prédécesseurs. Ceux-ci s'accroissent encore en 1766 lorsqu'il s'émancipe de la tutelle du Conseil des finances. À partir de ce moment, les employés de la maison royale qui, à leur nomination, prêtaient serment devant le receveur de Binche le font désormais entre les mains du surintendant. Cette autorité accrue semble avoir été acceptée avec quelque réticence. Aussi, le 5 juin 1769, S.A.R. ordonne : "que les choses soient exactement remises sur le pied où elles étaient du tems de feu le surintendant Biseau et qu'ainsi le dit surintendant Gamond ait primitivement à tout autre direction et la surveillance de la Chasse et pescherie roiale de Mariemont, mais aussi dans les terres extérieures du Domaine qui en sont une dépendance tant celles comprises

(162) C.F., 1007.

16 CALENDRIER
OFFICIERS DE SANTÉ.
François-Joseph Latraye, Conseiller, Premier Médecin, <i>Hôtel de saint Ghislain.</i>
Conseiller, Médecin ordinaire.
Nicolas-François-Joseph éloy, <i>rue du Mont-de-Pitié.</i>
<i>Médecins Consultants.</i>
Michel-Joseph Griez.
Jean-Baptiste de Guerres.
Cambon, Conseiller, Premier Chirurgien.
<i>Apoicaire.</i>
Nicolas Catoire.
CHAMBRE.
<i>Femmes.</i>
J. Nic. Chatillon, première Femme.
Josephine Haulleville.
Catherine Haulleville.
Constance Ceinray, Coëffeuse.
Appoline Ceinray, Cadette.
Charlotte Thérailon.
Marguerite Hoffman Hayré.
Marie-Anne Wogueler.

DU HAINAUT. 17
<i>Filles de Garderobe.</i>
Marie Cordier.
Barbe Cordier.
Anne Roatta.
<i>Sous-Filles de Garderobe.</i>
Marie-Anne Florentin.
Angélique de Biève, chargée de l'entretien des Dentelles & Points.
<i>Hommes de Chambre.</i>
Charles Haulleville.
N. Novigrad, Homme de Chambre & Tapissier.
Michel Duvigneau.
N. Levrier.
<i>Garçon de Chambre.</i>
Nicolas Cresson.
<i>Huissiers de Chambre.</i>
Charles Debuiffon.
Charles Blondeau.
Debuiffon Père.
HÔTEL.
François BAILLOT, Conseiller Intime, Intendant-général de la Maison de Son Altesse Royale.

"État de la Cour de S.A.R. Madame Anne-Charlotte de Lorraine..."
Calendrier du Hainaut, Mons, MDCCLXII, p. 17 : Marie-Anne Florentin, future épouse du surintendant Gamond

Une tentative d'exploitation charbonnière à Mariemont

dans le Dept. de la Prevoté de Binche qu'ailleurs, à quel effet les Gardes des bois du district de Mariemont et les gardes de chasses du même district, de même que N. Paris brigadier de la dite chasse seront subordonnés et obéiront exactement au dit surintendant Gamond...". Gamond assure la haute direction des finances. Il reçoit chaque mois les fonds nécessaires à l'entretien du domaine, règle les factures, paie le personnel et établit le bilan annuel, assisté par Châtillon chargé de "la tenue des comptes et inspection des ouvrages". Ce même Châtillon cumule cette fonction avec celle de directeur de la houillère sous la responsabilité de Gamond. Celui-ci entretient avec Charles de Lorraine des relations dépassant le cadre étroit de la hiérarchie. Ainsi, le 1^{er} mars 1772, Gamond sollicite le prince pour une requête bien intime dont on trouve trace dans le journal du gouverneur : "Gamond ma prier de parler à ma sœur pour se marier avec Marianne (Marie-Anne Florentin, femme de chambre d'Anne-Charlotte)..."⁽¹⁶³⁾. Ce qu'il fait dès le lendemain. Le 28 avril 1772, Dom Châtillon, chapelain, célèbre le mariage de M.-A. Florentin et de Pierre Gamond. Cette idylle est un témoignage évident des relations étroites qui unissent les deux Cours. Notons que les époux sont tous deux d'origine lorraine, comme le chapelain qui les unit. Il n'est pas exagéré de parler ici d'un véritable "lobby" lorrain. Quoique mis en cause dans sa gestion des biens du prince, P. Gamond se verra conférer par lettres patentes de Joseph II, datées du 28 décembre 1781, le titre de "Chevalier héréditaire, tant pour lui que pour ses enfants et descendants de l'un et l'autre sexe".

Autre signe les liens qui se tissent entre l'entourage d'Anne-Charlotte et celui de son frère : Nicolas François Joseph Éloy, médecin-conseil de la princesse devient, le 2 avril 1774, médecin-conseil ordinaire de Charles de Lorraine.

L'éternel problème de la précarité de ses finances pousse le prince à entreprendre l'exploitation des richesses minières du parc de Mariemont. Le projet n'a rien de chimérique : la valeur de ces gisements est connue depuis longtemps. Dès le 14^e siècle, on déhouille les veines superficielles. Toutefois une ordonnance de Charles Quint du 7 décembre 1553 interdit toute extraction "afin que les allées et conduits des mynes qu'y se font pardessoulz terres pour trouver les vaines de carbonnaige ne soient cause de la ruïne et degast d'une partie des bois et des chemins". Cela n'empêche pas les exploitations clandestines de proliférer. En 1733, le surintendant Biseau autorise même les employés de la maison royale à "tirer du charbon, du domaine dans la limite de leurs besoins personnels". Cette tolérance disparaît en 1739, lorsque Charles VI, à la demande de Marie-Élisabeth, renouvelle les ordonnances interdisant à quiconque d'extraire de la houille dans le parc, dans le souci de la conservation du gibier. Cette ordonnance n'empêche pas le Conseil des finances et la Chambre des comptes d'envisager les bénéfices à tirer de l'exploitation houillère du parc⁽¹⁶⁴⁾. Des sondages réalisés en 1738 sur proposition de l'architecte Anneessens avaient révélé la présence d'une veine épaisse de sept paumes d'un charbon de qualité. Anneessens se déclare même prêt à solliciter un octroi d'exploitation. Une enquête plus poussée du Conseil des finances dément la viabilité du projet. La proposition renouvelée d'Anneessens ne reçoit aucune réponse.

⁽¹⁶³⁾ S.E.G., 2599.

⁽¹⁶⁴⁾ M. VAN DEN EYNDE, *Études sur* ..., op. cit., p. 51-53, complète et corrige le travail de F. HAYT.

Dès sa nomination de gouverneur en 1741, Charles de Lorraine s'intéresse à ces tentatives charbonnières. Le conseiller fiscal du Conseil de Hainaut, Losson, est chargé d'enquêter à ce sujet. Il recommande de faire appel aux amateurs pour une concession à court terme afin de vérifier la rentabilité du projet et, en cas d'expérience positive, de confier, de préférence, l'exploitation à une entreprise privée moyennant paiement d'un quinzième de la production. L'administration demande un nouveau rapport à de Gongnies, le prévôt de Binche. Il confirme les conclusions de Losson et recommande de confier l'exploitation à des particuliers plutôt qu'au souverain "eu égard à la dépense qui serait trop frayeuse". Ce qui ne l'empêche pas de demander que cette entreprise lui soit confiée ! Quant aux officiers de la chasse et de la maison royale, dont l'avis est demandé, leur réponse est catégorique : la chasse, plaisir favori des princes, serait détruite pour un profit incertain. Devant ces avis contradictoires, la Chambre des comptes n'ose s'aventurer. Le 5 février 1743, Charles de Lorraine, impatient, réclame des conclusions définitives. Le 10 mars, Anneessens revient à ses deux propositions : adjudication à long terme ou expérience d'un an en association avec le souverain. Il propose, dans ce dernier cas, de confier la gestion comptable à Quévry, protégé de Gongnies, employé aux travaux de Mariemont. La guerre de Succession d'Autriche et l'occupation française mettent provisoirement fin à toutes ces spéculations.

En 1759, sous l'impulsion de Charles de Lorraine, de nouvelles recherches sont entreprises. Deux puits sont creusés. On trouve très vite une veine de charbon de qualité. Mais il faut attendre 1766 pour découvrir une veine suffisamment épaisse. Le 20 février, le gouverneur note dans son journal : "Gamond en revenant de Mariemont mat dit qu'on venoit de trouver la bonne veine de houillie". Gamond s'occupe en effet de la direction financière de la houillère. La cassette du prince est souvent mise à contribution comme en témoignent les annotations de son journal : "1^{er} septembre 1766, payé at Gamond 200 ducats pour Mariemont et 209 florins pour les houilleurs...", "... 16 janvier 1767, donné à Gamond 250 écus pour l'ordinaire de Mariemont 50 pour les jardins 821 pour achever toutes les dettes de l'année passe de Mariemont, et 492 pour les houillères", etc. À côté de Gamond responsable devant Charles de Lorraine, le concierge Châtillon assure la gestion quotidienne du charbonnage. Leur administration n'est guère heureuse. Le bilan établi par Charles de Lorraine en 1767 montre un déficit d'exploitation de 50%⁽¹⁶⁵⁾. La découverte de la "bonne veine" redonne espoir. Le prince se décide "at faire venir des Gences de Liège pour faire une machine avec des chevaux, et de faire ce qu'on nomme une burre" ⁽¹⁶⁶⁾. Ce manège à chevaux permet une plus grande productivité mais n'apporte pas de réponse définitive au problème de l'exhaure des eaux. La recette annuelle des houillères bondit de 15.154 florins en 1766 à 53.224 florins en 1769. La production augmente cependant tout comme le personnel. Nous en connaissons la composition grâce à un état dressé de la main de Charles de Lorraine : soixante personnes au total. Un second puits fut creusé au sommet de la colline de Saint-Pierre. Charles se livre à de savants calculs qui laissent entrevoir de plantureux bénéfices ⁽¹⁶⁷⁾. La réalité est tout autre. Le bilan arrêté en mai 1769 à la fin de l'exploitation est largement déficitaire. La recette globale s'élève à 54.376 florins et l'ensemble des dépenses à 84.960 florins.



Détail de la
Carte générale des Chasses...,
en 41 l'enceinte de la houillère,
en 42 l'enceinte de la glacière
Coll. Musée royal de Mariemont

⁽¹⁶⁵⁾ S.E.G., 2598.

⁽¹⁶⁶⁾ *Id.*, Machine qu'il visite le 2 septembre 1766, le lendemain de son arrivée à Mariemont.

⁽¹⁶⁷⁾ Charles se montre résolument optimiste, il écrit dans son journal le 20 octobre 1767 : "Visiter mat houillier qui commence at bien alle".

Chronologie des séjours de Charles à Mariemont

Les causes de cet échec ? Le manque de fonds qui ne permit pas d'équiper le charbonnage en pompe à vapeur du type Newcomen. En 1768 le prince avait bien envisagé cet équipement, mais il se contenta d'en demander le devis. Notons que le 28 février 1769, profitant de l'une de ses nombreuses visites à sa sœur à Mons, Charles visite une "machine" (à feu) des houillères du Borinage. Il faut aussi incriminer l'amateurisme du gouverneur et son incompétence en matière financière : "Je n'en parle, disait-il lui-même, que comme un aveugle des couleurs". Le surintendant Gamond et Châtillon, directeur, étaient également novices dans cette industrie. Selon Hayt, il n'est d'ailleurs pas impossible que Gamond ait cherché à tirer un profit personnel au détriment de l'entreprise ⁽¹⁶⁸⁾. Cette tentative contribua cependant à faire connaître la richesse des gisements du domaine royal et fut à l'origine de l'arrivée des Warocqué à Mariemont.

L'examen attentif du journal secret de Charles de Lorraine ⁽¹⁶⁹⁾, déjà cité, permet d'établir de manière précise la chronologie de ses séjours à Mariemont à partir de 1766. Ce document et les notes insérées permettent d'imaginer ce que fut la vie du gouverneur lors de ses villégiatures dans sa campagne hainuyère. Malgré l'aspect fastidieux de cette énumération, il a paru utile de relever systématiquement, année par année, les différentes visites du prince à Mariemont. En 1766 ⁽¹⁷⁰⁾, le gouverneur quitte Bruxelles pour Mariemont le 1^{er} septembre et s'en retourne dans la capitale le 14 octobre. L'année suivante (1767), Charles de Lorraine y séjourne du 23 avril au 7 mai. Le 16, il repart pour s'en retourner le 19 à Bruxelles. Le 4 juillet, il rejoint sa sœur à Mariemont et y reste jusqu'au 7 du même mois. Le 1^{er} septembre, retour à Mariemont où se trouve Anne-Charlotte, jusqu'au 14 octobre pour se rendre ensuite à Bruxelles au gala organisé en l'honneur de l'impératrice Marie-Thérèse, puis retour à Mariemont où il reste jusqu'au 30. En 1768, il se rend à Mariemont dès le 14 avril et retourne à Bruxelles le 26. Le 14 mai le voit revenir pour une semaine pendant laquelle il retrouve sa sœur. Son séjour "automnal" débute le 28 août; le 14 octobre, il retourne à Bruxelles jusqu'au 16. Le 31 octobre il revient à Bruxelles. L'année suivante (1769) son premier séjour débute le 14 avril, comme en 1768 pour se terminer le 24. Le 21 mai, se trouvant à Mons, il se rend à Morlanwelz pour assister avec sa sœur à la Grand-messe et s'en retourne l'après-midi à Bruxelles. Le 29 août, après une demi-heure de travail avec le ministre, il quitte Bruxelles à 9 heures et arrive à Mariemont à midi et demi où il séjourne jusqu'au 26 septembre. Le 7 octobre le voit de retour. Le 14, il revient à Bruxelles et s'en retourne le 16 pour Mariemont où il reste jusqu'à la fin du mois. En 1770, sa première visite à Mariemont est plus tardive : il n'y séjourne qu'à partir du 12 mai et s'en va le 16. Le 10 juin, il quitte Bruxelles pour Vienne et revient le 12 septembre. Le 16 octobre, le prince gagne Mariemont où il reste jusqu'à la fin du mois. L'année suivante (1771), Charles de Lorraine arrive à Mariemont le 1^{er} mars repart le 8 et y retourne du 9 au 17 avril. Il passe une semaine au mois de mai du 22 au 29. Le 23 août le voit de nouveau à Mariemont qu'il quitte le 14 octobre en raison du gala traditionnel de la Cour le 15 et revient à Mariemont le jour même pour y rester jusqu'au 31. Le 26 mars 1772, lors d'un de ses fréquents séjours montois, il fait un saut à Mariemont où il dîne puis

⁽¹⁶⁸⁾ L'argument de l'auteur paraît cependant faible : il repose sur le refus de Gamond d'admettre la présence du commis des États du Hainaut à la perception du droit de marlotage.

⁽¹⁶⁹⁾ Sur ce sujet voir M. GALAND, « Le journal secret de Charles de Lorraine, gouverneur-général des Pays-Bas autrichiens », *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 62, 1984, p. 289-301.

⁽¹⁷⁰⁾ À noter que cette année le journal est muet du 8 avril à la fin août.

revient le soir à Mons. Le 27 avril, il part à Mariemont pour rejoindre sa sœur et reste jusqu'au 5 mai. Le 16 du même mois, le voici de retour pour une semaine. Chose peu fréquente, il passe quelques jours à Mariemont au mois de juin du 11 au 16. Le séjour automnal débute le 28 août en compagnie de sa sœur, le 14 octobre il s'en retourne à Bruxelles pour le gala du 15 et revient à Mariemont pour y terminer le mois. L'année suivante (1773) le voit de retour à Mariemont le 21 avril pour une semaine et cinq jours en mai, du 13 au 18. Le 27 août commence le séjour traditionnel à Mariemont, interrompu pour un bref passage à Bruxelles comme les années précédentes le 14 et le 15 octobre. Cette villégiature se prolonge exceptionnellement jusqu'au 3 novembre en raison de la maladie de sa sœur présente à Mariemont. Ils s'en retournent ensuite dans leurs résidences respectives lorsque le 6 novembre, averti d'une subite aggravation de l'état d'Anne-Charlotte, il se rend à son chevet à Mons ⁽¹⁷¹⁾. La princesse décède le lendemain 7 novembre, à 9 heures 30 du matin. Profondément affecté, Charles de Lorraine se retire dans ses appartements à Bruxelles n'acceptant que la compagnie de sa fidèle amie M^{me} de Meuse. Le trépas de sa sœur a une incidence immédiate sur le calendrier de ses séjours à Mariemont. Ils se limitent désormais à la saison de la chasse, septembre et octobre. Ainsi le 1^{er} septembre 1774, il s'installe à Mariemont jusqu'au 31 octobre, sauf le 15 et le 16 où il retourne à Bruxelles. L'année suivante (1775), il arrive à Mariemont le 7 septembre, interrompt son séjour le 14 et le 15 octobre pour le gala traditionnel à Bruxelles et finit le mois à Mariemont. Le programme ne varie guère l'année suivante (1776). Il quitte Bruxelles le 10 septembre et y revient le 31 octobre. Cette année, exceptionnellement, le gala a lieu à Mariemont; Charles de Lorraine organise un grand feu d'artifice et invite toute la Vénérerie à dîner. En 1777, il se rend à Mariemont le 12 septembre et y reste sans interruption jusqu'au 31 octobre. L'année suivante (1778), il part le 15 septembre et revient à la fin du mois d'octobre. Même programme pour l'année 1779 la dernière semble-t-il, où il réside à Mariemont.

Après cette chronologie fastidieuse, il importe d'évoquer la vie du domaine lors des villégiatures de Charles de Lorraine. Pour champêtres qu'ils soient, les séjours à Mariemont ne manquent pas d'agrément et le prince n'y mène pas une existence d'ermite rustique. Les vacances à Mariemont font d'ailleurs l'objet de préparatifs soignés. On les connaît en détail pour certaines années. En prévision de son séjour de 1768 ⁽¹⁷²⁾, Charles de Lorraine établit soigneusement la liste de ses invités, l'"arrangement pour le voyage de Marimont", ce qu'il compte faire et emporter pour ses loisirs. Cette minutie dans le détail ne se rencontre généralement qu'à l'occasion des séjours automnaux. Lorsqu'il s'y rend pour quelques jours en compagnie de sa sœur, c'est dans un équipage modeste qui sied bien à l'atmosphère familiale de ces retrouvailles.

Charles de Lorraine dresse très tôt la liste des invités mais il ne l'établit de manière définitive qu'au mois d'août pour en informer son chambellan, le comte de Mastaing, qui se charge alors d'avertir les heureux élus du désir du prince de les voir en sa compagnie à Mariemont. Si le prince tarde à le prévenir, Mastaing ne manque pas de

Mariemont, rendez-vous de la Cour

⁽¹⁷¹⁾ C'est son dernier passage dans le chef-lieu du Hainaut.

⁽¹⁷²⁾ Vienne, Haus-Hof-und Staatsarchiv, ... *op. cit.*, 177.



Détail de la Carte particulière
du parc et château...
montrant le trajet suivi
par Charles de Lorraine depuis
Fayt pour accéder à Mariemont
Coll. Musée royal de Mariemont

lui réclamer la liste ⁽¹⁷³⁾. Ces invités semblent d'ailleurs prévenus tardivement : à la fin août, il est vrai que la plupart des invités, familiers du prince, ne trouvent dans la missive officielle que la confirmation d'une invite plus ancienne. Le nombre change légèrement d'une année à l'autre, mais les noms ne varient guère. À titre d'exemple, on compte en 1768, vingt invités; en 1773, vingt-quatre personnes plus sa sœur et sa Cour; en 1774, dix-sept seulement; en 1775, vingt-quatre; en 1776, trente; en 1777, quarante. On le voit, excepté l'année suivant le décès d'Anne-Charlotte, le nombre croît de manière constante. Encore faut-il ajouter les hôtes passagers qui saluent le gouverneur à Mariemont ou qui, comme les chanoinesses de Sainte-Waudru viennent tenir compagnie à leur abbesse pendant quelques jours. Charles de Lorraine pousse le détail jusqu'à prévoir le logement de ses invités. Ainsi, en 1774, il réserve l'appartement de sa sœur à l'archiduc Maximilien en visite aux Pays-Bas. Faveur dont aucun autre invité ne jouira par la suite. Quant aux hôtes, il s'agit presque exclusivement de membres de la noblesse fréquentant la Cour du prince à Bruxelles ou celle d'Anne-Charlotte à Mons. Au hasard des listes, on y rencontre les noms de d'Ursel, de Ligne, de Mérode, de Gavre, d'Argenteau, de Hornes, d'Havrè, de Stolberg, de Mastaing, de Ferraris, de Salm, de Saar, de Spang, de Lede, de Lanois, de Reutner, d'Aremberg, de Chasteler, de Ham, de Gottignies, ... parfois celui de M. de Drouville ministre de France. Liste à laquelle il faut ajouter M^{me} de Meuse, fidèle amie de Charles de Lorraine. Lorsqu'elle se rend à Mariemont, Anne-Charlotte de Lorraine est accompagnée d'une suite nombreuse : au premier rang de celle-ci, la marquise de Lénoncourt, grande maîtresse de sa Cour, la comtesse de Ferraris, le comte Ogara, chambellan. Il arrive aussi que Charles de Lorraine invite le ministre Cobenzl puis Starhemberg, mais ceux-ci ne font généralement que de brefs séjours à Mariemont.

Le surintendant du domaine, Biseau, puis Gamond, est averti en temps opportun de l'arrivée de la Cour. Chenils, écuries et appartements sont alors nettoyés et mis en état. Quelques jours avant le départ, l'intendant se rend à Bruxelles et fait rapport à Charles de Lorraine. Le gouverneur prévient alors "ses gens" des dispositions à prendre. Pour l'année 1768 par exemple, le calendrier est ainsi fixé de la main même du prince : "Le 28 (août) les chiens et la Venerie partiront pour être en Etat de Chasse le 31 jeudi - Le 29 je partirez dicy le matin pour Aller diné a marimont - Le 30 la Cuisine, partira et ferat le soupe - Le 31 cerat la 1^{ere} Chasse - Le 2 (septembre) Sy lequipage nestoit pas fatigue nous Chasserions Afin de Chasse 4 fois Avant l'arive de tous le monde - Le 5 chasse - Le 9 chasse; Ce jour lat arriveront les dames et Cavaliers..."

Le départ de la Cour pour Mariemont prend l'allure d'une véritable transhumance. La Venerie installée à Tervueren ne compte pas moins de trente personnes, du commandant de Tonnois de Gongnies au maréchal-ferrant Joseph Fontag ⁽¹⁷⁴⁾. S'y ajoutent les chiens et chevaux des équipages. Charles de Lorraine lui-même et sa suite arrivent après la Venerie. À l'occasion de chaque voyage à Mariemont, le gouverneur note fidèlement la durée du déplacement. Elle n'est pas constante et varie de 3 heures, 3 heures et demi à 4 heures. Les chevaux du carrosse princier sont changés à Nivelles ou Braine-l'Alleud. La suite encombrée de chariots d'impe-

⁽¹⁷³⁾ S.E.G., 2639.

⁽¹⁷⁴⁾ A. WAUTERS, *Inventaire des cartulaires et autres registres faisant partie des archives anciennes de la ville de Bruxelles* (Bruxelles, 1894), 1, p. 186-187. L'auteur publie le tableau de la Cour de Bruxelles, telle qu'elle était composée en 1751.



*Hussards de la garde
de Charles de Lorraine
Tableau de J.B. Simons,
Mariemont, vue de la cour
d'honneur, 1773
Détail*

Coll. Musée royal de Mariemont

dimenta se déplace plus lentement et au cours du voyage, profite d'une halte à Nivelles pour se restaurer. Il faut imaginer le long cortège de chariots et calèches traversant la forêt de Soignes et les villes de Braine-l'Alleud et Nivelles où il emprunte la chaussée de Binche ⁽¹⁷⁵⁾. Après Fayt-lez-Seneffe, le convoi quitte la chaussée pour gagner directement le domaine. Cette suite nombreuse comprend une cinquantaine de personnes : médecin, chirurgien, valets de chambre, huissiers, cuisiniers, écuyers, valets de pied, coureurs, cochers, postillons, palefreniers, sans oublier quelques secrétaires de la chancellerie et de la bibliothèque. Tout cela ne se fait pas sans frais comme en témoigne la comptabilité de la maison du prince ⁽¹⁷⁶⁾. Débours auquel il faut ajouter les aumônes faites en chemin par le prodigue gouverneur. Son journal fourmille d'annotations de ce genre : "... donné 1/2 double souverain à un frère carme; at la veuve d'un officier qui fais des fleures 4 d.s. (double-souverain)" ou à une pauvre femme, pauvre homme, "donné en chemin...". L'ultime voyage voit l'arrivée des "dames et cavaliers". La garde personnelle du gouverneur accompagne ce dernier convoi. La trentaine de hussards qui la compose escorte les invités jusqu'à Mariemont et y réside jusqu'au départ du prince. Les hussards cantonnent dans une aile du château. Quant aux officiers, logés avec les dignitaires de la Cour, ils "dinent" et "soupent" à la deuxième table. En effet, pour débonnaire qu'elle puisse paraître, l'étiquette en vigueur à la Cour de Charles de Lorraine est bien réelle. Le prince n'a-t-il pas veillé lui-même au protocole réglant la maison de sa sœur à Mons ? À la troisième table, se trouvent "les chefs et aides des diverses offices, valets de chambre (...) plusieurs artistes de S.A.R. ensemble de 15 à 18 couverts" ⁽¹⁷⁷⁾. Aux troisième et quatrième tables,

⁽¹⁷⁵⁾ Chaussée de Nivelles à Binche. Liaison réalisée en deux étapes, de Nivelles à Seneffe en 1751 et plus tard vers Fayt, Mariemont, Haine-Saint-Pierre et Binche. Les promoteurs de l'entreprise insistent "sur les avantages que le Gouverneur général des Pays-Bas tirera de cette chaussée; elle lui offrira un accès facile au château royal de Mariemont, des avantages pour la vente de ses bois et de ses houilles...", M. REVELARD, « Une page économique du XVIII^e siècle : la chaussée de Nivelles à Binche », *Les cahiers binchois*, janvier 1978, p. 18.

⁽¹⁷⁶⁾ Voir par exemple pour le voyage du 31 août 1763, C.L., liasse 215.

⁽¹⁷⁷⁾ C.L., 259, composition des tables à Mariemont.

mangent les "petits et grands garçons". Tous les autres mangent aux cuisines. Lorsque Anne-Charlotte réside à Mariemont elle prend évidemment ses repas à la table princière en compagnie de la Grande maîtresse de sa Cour et de son chambellan. Deux autres tables accueillent les femmes de "Son Altesse Madame" (7 à 8 couverts) et les femmes de la Grande maîtresse (9 à 10 couverts). On ne s'étonnera pas de la présence d'artistes, sculpteurs et peintres, ceux-ci ne cessant de travailler à la décoration du nouveau château. Selon le goût du temps, les appartements de Mariemont sont décorés de fresques. Plusieurs peintres y travaillèrent. J.-A. Caldelli ornementa deux salons. Joseph Chamant, peintre lorrain, ayant travaillé au service de Charles de Lorraine et de l'empereur François à Vienne, peignit le grand salon de Mariemont. Jean-Baptiste Douxfils, maître de la corporation des peintres à Bruxelles, réalisa deux tableaux décoratifs pour Mariemont en 1768. Martin Geeraerts, d'origine anversoise, reçut en 1763 la commande de plusieurs tableaux pour Mariemont. Hyacinthe de La Plagna, artiste réputé, exécuta "une tapisserie peinte à l'huile (...)" pour servir de modèle et être exécutée en basse lisse" qui ornait la salle à manger du château de Mariemont. Le français Louis-Pierre Legendre, connu comme portraitiste, réalisa trois bas-reliefs pour Mariemont. Bernard Verschoot est, parmi les artistes attachés à la Cour de Bruxelles, l'un de ceux auxquels Charles de Lorraine eut recours le plus fréquemment. On ne connaît pas la nature exacte de ses travaux à Mariemont mais ils furent importants puisqu'ils lui valurent un traitement de 3.150 florins. Quant au peintre Simons il en sera question dans la deuxième partie de ce catalogue.

Les plaisirs du prince

Quant aux activités de prédilection de Charles de Lorraine à Mariemont, on ne s'étonnera pas d'y voir figurer la chasse au premier plan, la pêche dans une moindre mesure et toujours le jeu... Le déroulement de ses journées dans sa maison de campagne nous est relativement bien connu grâce aux notes quotidiennes de son

*Départ d'une chasse à courre
Tableau de J.B. Simons,
Mariemont, vue de la cour
d'honneur, 1773
Détail*

Coll. Musée royal de Mariemont



fameux journal secret. Mais aussi par deux documents curieux, sorte de "pense-bête", où il énumère ses projets pour Mariemont. Le premier, conservé aux Archives de Vienne dans les papiers de la Maison de Lorraine sous la cote 177, reprend en détail pour l'année 1768, la liste des invités et les dispositions prévues pour le voyage. Et surtout : "ce que je ferez à Marimont", "ce que j'emporte à Marimont". Neuf ans plus tard il rédige un "livre pour Marimont En 1777", inséré dans les fameux petits carnets verts, qui est un véritable programme de vacances. Charles de Lorraine passe d'abord en revue toutes les "Chasses Ou'on Peu faire" :

- " 1. Chasse du Cerfs
2. Chasse dans les filets pour tuer des biches dans tous les environs
3. tirer des faisants
4. les petits oiseaux
5. les alouettes
6. la becasse
7. Tirer des lapin
8. prendre des Grive
9. ma Chasse en birodtsche

11. chasse en plaine".

Cette liste pour l'année 1777 reprend point par point les chasses envisagées pour l'année 1768 en y ajoutant "Tirer du lapin". Il est possible, grâce aux informations du journal, d'établir les tableaux du prince à Mariemont. Contentons-nous ici de résumer le bilan de la saison 1777 : "Ce que l'ont at prix, et tire". Charles dresse en trois colonnes : "Gros gibier", "Oiesaux", "bécasses et faisant", son palmarès du 13 septembre, lendemain de son arrivée, au 29 octobre. Les données du journal secret et du "livre pour Marimont En 1777" se complètent. L'activité cynégétique du prince est intense. Ainsi, pour le 30 septembre, après avoir quelque peu travaillé, "eut les affaires de lordre (ordre teutonique dont il est le grand maître) et du Gouvernement", il participe à deux chasses. L'une, à courre, l'amène jusqu'aux environs de Soignies : "manque un Cerfs dix Corps quy at menée jusquau pres de Soignies". Le même jour il se venge de cet échec par une hécatombe de volatiles : "25 oiseaux, 26 grives". Notons que le territoire de chasse du prince ne se limite pas au seul bois de Morlanwelz, toutes les terres du domaine royal de Binche sont visitées et même au delà. Il se rend aussi à Belœil à l'invitation du prince de Ligne ou à Brugelette chez son chambellan le comte de Mastaing. À l'issue de ses deux mois de vacances, le gouverneur établit la "Récapitulation de Ce qu'on at pris et tue a Marimont en 1777" : "18 Cerfs, biche et fant, 25 becasse au filet, 378 Grives, 1.227 petits oiseau, alouettes, 180 faisant, 2 Renard". Charles manifeste la même minutie à propos de ses pêches. Celles-ci se déroulent à différents endroits de Morlanwelz, au gouffre du moulin, aux retenues d'eau de la platinerie et de la forge sur la Haine, plus rarement dans les étangs du parc. En 1777, il prend ainsi cinquante-six truites, dix-neuf brochetons et douze anguilles. On comprend dès lors le soin tout particulier accordé au repeuplement des bois et étangs. À l'occasion de ses séjours à Mariemont, il ne manque pas de visiter sa faisanderie dont l'entretien lui coûte par ailleurs fort cher. Les rares journées où il ne chasse ni ne pêche — deux

jours seulement en septembre 1777 — ne l'éloignent pas des bois. Ainsi le 14 septembre : "dimanche rien fait être promener le matin et le soir". Généralement, aussitôt arrivé à Mariemont, Charles s'y promène en compagnie de sa sœur, si celle-ci s'y trouve, sinon en solitaire ou avec quelque familier comme le surintendant Gamond. Le prince s'intéresse de très près à l'économie du domaine. Du temps de sa tentative d'exploitation charbonnière, il ne manque pas de visiter sa houillère. Il inspecte aussi ses bois en compagnie de Gamond et établit le calendrier des coupes et plantations. Il suggère aussi quelques travaux d'embellissement : haie à planter, bassin à creuser. Le plaisir de la promenade l'amène d'ailleurs à faire tracer plusieurs voies cavalières toujours visibles aujourd'hui.

À Mariemont, le gouverneur ne se désintéresse pas complètement des affaires de l'État. Un hussard de sa garde remplit l'office de coursier et lui apporte les missives de Vienne auxquelles il répond. À chaque séjour automnal, le ministre Cobenzl, puis Starhemberg, visite le prince à Mariemont et s'entretient avec lui des questions du gouvernement. Tout ceci, bien entendu, sans renoncer au plaisir de la chasse. Suivons le prince pas à pas, en cette saison 1777, lorsqu'il lui faut pour quelques moments délaissier son divertissement favori :

"Le 16 (septembre) expédie le Courier pour Vienne fait les affaires de l'ordre"

 "Le 19 (...) travailler avec le S^r de Staremborg..."

"Le 20 rien fait Travailler avec le ministre..."

"Le 22 (...) travailler avec le S^r Staremborg..."

"Le 23 eut les affaires de l'ordre et du Gouvernement..."

"Le 30 eut les affaires de l'ordre et du Gouvernement"

"Le 8 (octobre)... rien fait eut le ministre"

"Le 10 reçu le Courier de Vienne travaillé avec le ministre..."

"Le 12 (...) venu le ministre d'Angleterre"

"Le 15 eut les affaires de l'ordre"

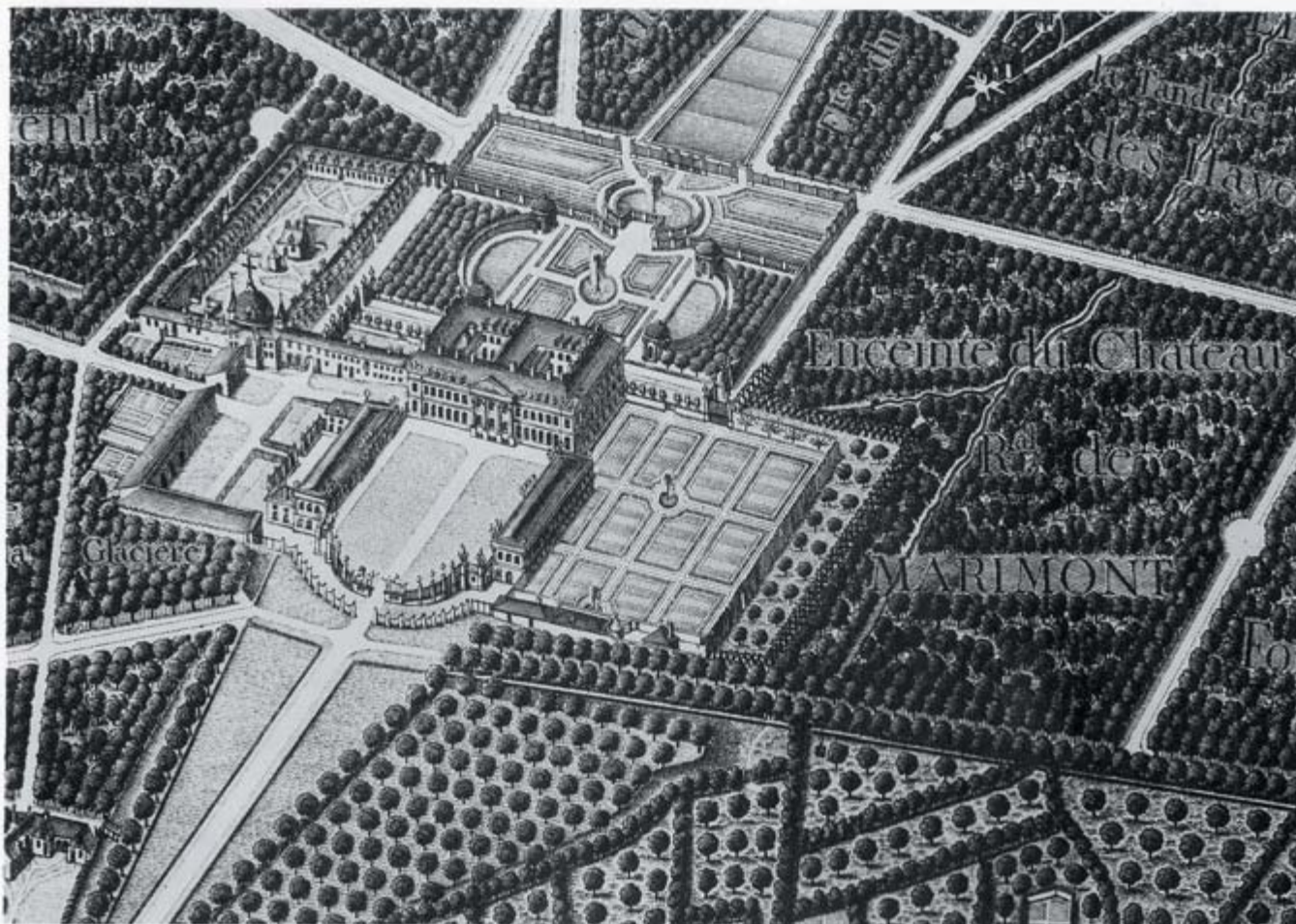
"Le 19 (...) expédie le Courier"

"Le 28 eut les affaires de l'ordre, et le ministre..."

Comme autres activités favorites du prince : le rangement de sa bibliothèque et de son laboratoire. Le journal secret contient un "Catalogue des livres qui sont à Mariemont dans la bibliothèque" ⁽¹⁷⁸⁾, rédigé de la main même de Charles de Lorraine. Cet inventaire exhaustif renseigne 1.379 volumes, répartis selon la matière et le format. Charles y donne le contenu des six armoires de sa bibliothèque, planche par planche. La première armoire est réservée à l'histoire. Les cinq autres aux romans et au théâtre. Les dictionnaires plus volumineux sont rangés sur deux planches de la quatrième armoire. Ceci sans aucun ordre alphabétique. Le contenu de la bibliothèque diffère considérablement de celle de Bruxelles. À Mariemont, lieu de détente par destination, Charles de Lorraine se livre à ses lectures préférées. L'on ne peut que souscrire à l'opinion de Cl. Sorgeloos selon qui "c'est probablement à Mariemont que la bibliothèque correspondait le mieux aux goûts de son propriétaire" ⁽¹⁷⁹⁾. La littérature y occupe plus de la moitié des collections; puis

⁽¹⁷⁸⁾ S.E.G., 2604.

⁽¹⁷⁹⁾ Cl. SORGELOOS, *op. cit.*, p. 820.



viennent l'histoire (20%) et les sciences (8%). Ses programmes de 1768 et 1777 confirment son goût pour les sciences. Comme à Tervueren, l'autre résidence de chasse, on trouve un laboratoire. Diverses notations du journal semblent montrer qu'il s'y livre à de savantes manipulations les jours de mauvais temps. En 1768, il établit la liste des instruments qu'il désire "avoir at Marimont" : "... un microscope, 2 lunette d'aproche, 1 cadran solaire, un baromètre, un thermomètre, ..."; en 1779 : "... mon électricite" et une "machine pneumatique avec des Recipiant et autres Instruments pour des experiences". Son journal contient par ailleurs quelques descriptions d'expérimentations tentées à Mariemont. Le prince Charles s'intéresse aussi à l'imprimerie, son "imprimerie at la main", l'accompagne d'ailleurs lors de ses déplacements à Mariemont. On est plus surpris de rencontrer dans la liste de "ce que j'emporte à Marimont" un "Alambik pour Distille leau de vie de Cerise et de prune" ! S'agit-il d'un divertissement du prince incorrigible touche-à-tout, ou bien simplement d'un rappel aux employés chargés de préparer les bagages ?

*Le château royal de Mariemont
Détail de L.A. Dupuis,
Carte perspective...
Coll. Musée royal de Mariemont*

Pour rustique qu'elle soit, la vie à Mariemont ne se limite pas au seul plaisir de la chasse. La passion du prince pour le théâtre s'y exprime également. Il ne manque pas d'amener ses marionnettes, probablement installées au théâtre, dans la salle de billard. L'arrivée, inopinée ou non, d'hôtes de passage est également l'occasion de plantureux repas, de bals et de spectacles. À l'occasion, la Cour ne dédaigne pas d'assister aux fêtes villageoises et de participer aux divertissements de la domesticité. Dans une lettre datée de Mariemont le 5 octobre 1774, un secrétaire du prince nous narre la jolie scène que voici : "Hier les femmes de chambre se sont mises à danser avec les valets de chambre, ce qu'ils font de temps en temps. S.A. l'archiduc qui a entendu les violons, y est allé avec plusieurs dames et y a dansé pêle-mêle avec les autres. Une partie de la compagnie noble d'ici a aussi été hier l'après-midi danser avec les paysans sur le gazon du village de Morlanwelz où il y avait encore un reste de kermesse". Il s'agit ici de l'archiduc Maximilien, fils cadet de François I^{er} et de Marie-Thérèse, neveu du prince Charles. Chaque soirée se termine invariablement par le jeu. Le château de Mariemont possède d'ailleurs un salon réservé à cet effet. Il n'est pas sans intérêt de reproduire ici la liste des "Amusements" renseignée dans le "livre pour Marimont En 1777" :

1. Les marionets, loptic, et les ombres, les illuminations et les jeux
2. Sy lont etoit mojn de monde lont pourroit aller djner au Kioste (kiosque)
3. faire quelques experiences avec lelectricite
4. retirer differentes personnes pour faire leurs portraits
5. faire Couper les moules et les ebaucher sur les Cartons en attendant quon puiss les faire finir par le peintre
6. travailler at faire le pland pour la partie ou lont ferait les briques, et le faire tracer
7. faire faire un projet pour le rende vous de la bruyere".



Le kiosque
 Détail de L.A. Dupuis,
 Carte perspective du château royal
 de Marimont, 1781
 Coll. Musée royal de Mariemont

Le gouverneur ne se confine pas dans son domaine. Outre les parties de chasse, déjà évoquées, à Belœil et à Brugelette, il rend visite aux Dames de l'Olive, à son compatriote Charles-Humbert de Tonnois, major au service de l'Autriche et gentilhomme ordinaire de sa Cour. Charles-Humbert de Tonnois épousa Antoine-Françoise de Gongnies, héritière d'Emmanuel de Gongnies, souvent cité et il succéda à son père à la tête de la prévôté de Binche. Comme lui, il fit du château de l'Escaille à Fayt-lez-Seneffe sa résidence ordinaire ⁽¹⁸⁰⁾. Il visite également le château de Seneffe tout proche. Le 29 août 1769, il note dans son journal : "partis à 9 heures pour Marimont [...] arrive a midi et demi ete lapres dine avec ma sœur at Znef voir la maison de m de pest". Il y revint en compagnie de sa cour. Monsieur de Pest, châtelain de Seneffe, avait réservé au prince et à sa sœur le privilège de visiter Seneffe en son absence ⁽¹⁸¹⁾. D'après la tradition, Charles de Lorraine aurait lancé en quittant Seneffe pour Mariemont : "je retourne dans mes écuries". Exclamation pour le moins ambiguë. L'intérêt de Charles pour Seneffe se comprend si l'on songe que l'architecte L.-B. Dewez, auteur des plans du château, travaille également à son service à Mariemont. L.-B. Dewez, l'un des plus féconds architectes au 18^e, est également l'auteur des plans de réaménagement du prieuré voisin de Chapelle-lez-Herlaimont et du château de Brugelette, résidence de son chambellan le comte de Mastaing.

⁽¹⁸⁰⁾ J. DE SOIGNIE, *op. cit.*, p. 210.

⁽¹⁸¹⁾ X. DUQUENNE, *Le château de Seneffe* (Bruxelles, 1978), p. 25.

La majesté de son rang n'empêche pas le prince de s'intéresser aux populations locales. Non seulement par les visites qu'il fait aux notabilités mais aussi à différentes communautés villageoises, industries, etc. Ce souci explique sans doute son assistance à la messe dominicale à Morlanwelz ou à la chapelle de Montaigu plutôt qu'au château. Ses nombreux dons au vicaire de La Hestre et au curé de Morlanwelz profitent aux pauvres de ces paroisses. Cette générosité se manifeste même à l'égard des indigents rencontrés au cours des chasses dans le domaine. Ses vieux serviteurs de la Maison royale ne sont pas non plus oubliés. Gamond ne fait jamais en vain appel à son intervention pour soulager l'une ou l'autre misère. En 1769, apprenant le vol de vases sacrés en l'église de Fayt, il offre au desservant un ciboire et un chrismatoire en argent frappé aux Armes impériales.

P. Vitzthumb, L'abbaye de l'Olive
(abbaye cistercienne établie au
centre du bois de Morlanwelz),
1788

Lavis

Coll. Bibliothèque royale,
cabinet des Estampes



Del. 7 1/2 1788 Abbaye de Morlanwelz de l'Olive, d'après le plan de l'abbé de Morlanwelz, 1788

LES DERNIÈRES ANNÉES DU DOMAINE ROYAL

LE DERNIER SÉJOUR de Charles à Mariemont s'achève à l'automne 1779. Ses dernières années sont assombries par la maladie. La goutte le tourmente tellement et la marche lui devient si pénible qu'il utilise une chaise à porteurs pour ses déplacements dans ses palais et jardins. Malgré ces infirmités, il ne cesse de chasser, mais de plus en plus souvent en voiture découverte ou "birodsche" (Birouche : voiture à deux roues) comme il l'écrit dans son journal. C'est en cet équipage qu'il tue son dernier cerf à Tervueren le 18 juin 1780. Aussitôt rentré au château, il commande une chasse aux toiles pour le 25. Il ne la verra jamais. Le 19, pris de malaises et sentant sa fin venir, il demande l'extrême-onction. Madame de Meuse ⁽¹⁸²⁾, sa fidèle amie, aussitôt accourue à son chevet, l'assiste de jour en jour. Le 3 juillet, toujours lucide, il dicte une dernière lettre pour Marie-Thérèse et s'éteint le lendemain au soir. Cinq mois plus tard, le 29 novembre 1780, l'impératrice suit son beau-frère dans la tombe. Ce double deuil sonne le glas du Régime autrichien dans nos provinces. Le doigté de l'administration du gouverneur allié à l'intelligence politique de Marie-Thérèse avait réussi à ramener la paix et la prospérité qui manquaient à nos populations. Joseph II, nouvel empereur, va en quelques années perdre ce capital de sympathie. Le prince de Starhemberg assure l'intérim du gouvernement en attendant l'arrivée des nouveaux gouverneurs généraux, Marie-Christine, fille de l'impératrice et son époux Albert de Saxe-Teschen. En prévision de leur installation, Starhemberg envoie à Vienne les plans des châteaux de Mariemont et de Tervueren ⁽¹⁸³⁾. Le décès inopiné de Marie-Thérèse retarde leur départ. Ils quittent Vienne le 3 juin 1781.

Joseph II à Mariemont

Trois jours à peine après le décès de Charles de Lorraine, un inventaire détaillé de ses biens à Mariemont est dressé par les soins de l'auditeur de Charvet, délégué par la Chambre des comptes. Plus tard, sur instruction de Joseph II, on fait la part des choses précieuses à envoyer à Vienne et de ce qu'il convient de réserver aux nouveaux gouverneurs. Tout ce qui n'a pas été retenu est vendu publiquement au château le 14 mai 1781 ⁽¹⁸⁴⁾. Une partie importante du mobilier et des arbustes d'ornementation rejoindra ainsi le château de Seneffe. Le général-major baron de Kempelen est désigné par Marie-Christine et Albert pour signer l'inventaire des biens restant à Mariemont. Un rapport d'expertise accompagnant la translation du château nous en décrit l'état. Selon M^{me} Jottrand, "on peut conclure que, à part les ornements réalisés en pierre trop tendre, le château et les ailes surtout ajoutées en

⁽¹⁸²⁾ Sur M^{me} de Meuse, voir l'étude très documentée de F. DUMONT, *Le grand amour de Charles de Lorraine* (Liège, 1953).

⁽¹⁸³⁾ E. VAN IMPE, *Marie-Christine van Oostenrijk Gouvernante-generaal van de Zuidelijke Nederlanden* (Bruxelles, 1979), p. 40.

⁽¹⁸⁴⁾ A.F., dossier de notes, p. 208-209.

1771-1772, étaient en très bon état et ne demandaient que quelques réparations d'entretien. De fait, les rapports annuels adressés au Conseil des finances par Jean-François Pierchaut, maître ouvrier, confirment cette analyse. Ce qui surprend, par contre, c'est la demande d'achat de planches pour "renforcer le fer à cheval". Les bâtiments plus anciens construits à l'époque d'Albert et Isabelle et de Maximilien-Emmanuel de Bavière sont en tout autre état. Les murs de l'aile "de



*Marie-Christine d'Autriche
(1742-1748), gouvernante
générale des Pays-Bas
Coll. Cl. de Beaufort, Onoz*



Joseph II (1765-1790), empereur
Coll. Cl. de Beaufort, Onoz

Marie-Christine et Albert à Mariemont

(185) R. DARQUENNE, « Révolution et contre-révolution brabançonne dans la région du Centre », *Actes du Colloque sur la Révolution brabançonne* (Bruxelles, 1984), p. 242-243.

Bavière" menant aux communs datant de l'époque des archiducs Albert et Isabelle présentent un aspect pitoyable. Maçonnerie irréparable en certains endroits, charpentes et chassis pourris, vitres brisées. Certains bâtiments toujours occupés sont en meilleur état : la loge du concierge Remy Larmé, successeur de Châtillon décédé le 28 décembre 1779, la cantine, la maison du chapelain, celles du maître jardinier Van Hulst et du serrurier Bertrand, la forge, le logement du fontainier Tilman, le chenil, la remises des carrosses, la brasserie et l'abreuvoir.

Le 10 juillet 1781, Marie-Christine et Albert font leur entrée solennelle à Bruxelles. Pendant un mois, les fêtes organisées en leur honneur se succèdent dans la capitale. Puis commence une véritable tournée des principales villes de nos provinces. Ils y sont précédés par l'empereur Joseph II qui entreprend son fameux voyage d'inspection aux Pays-Bas. Le 7 juin 1781, venant de Nivelles et se dirigeant vers Mons, ce dernier visite aussi le château de Mariemont. Il y reçoit une délégation de "seigneurs, baillis, mayeurs, échevins et communs habitants des villages et terres franches" de Trazegnies et Chapelle présentant une requête au souverain sur la question des franchises et du rattachement au Brabant. Fidèle à sa politique, l'empereur refuse de prendre en considération les pétitions visant à défendre les privilèges (185).

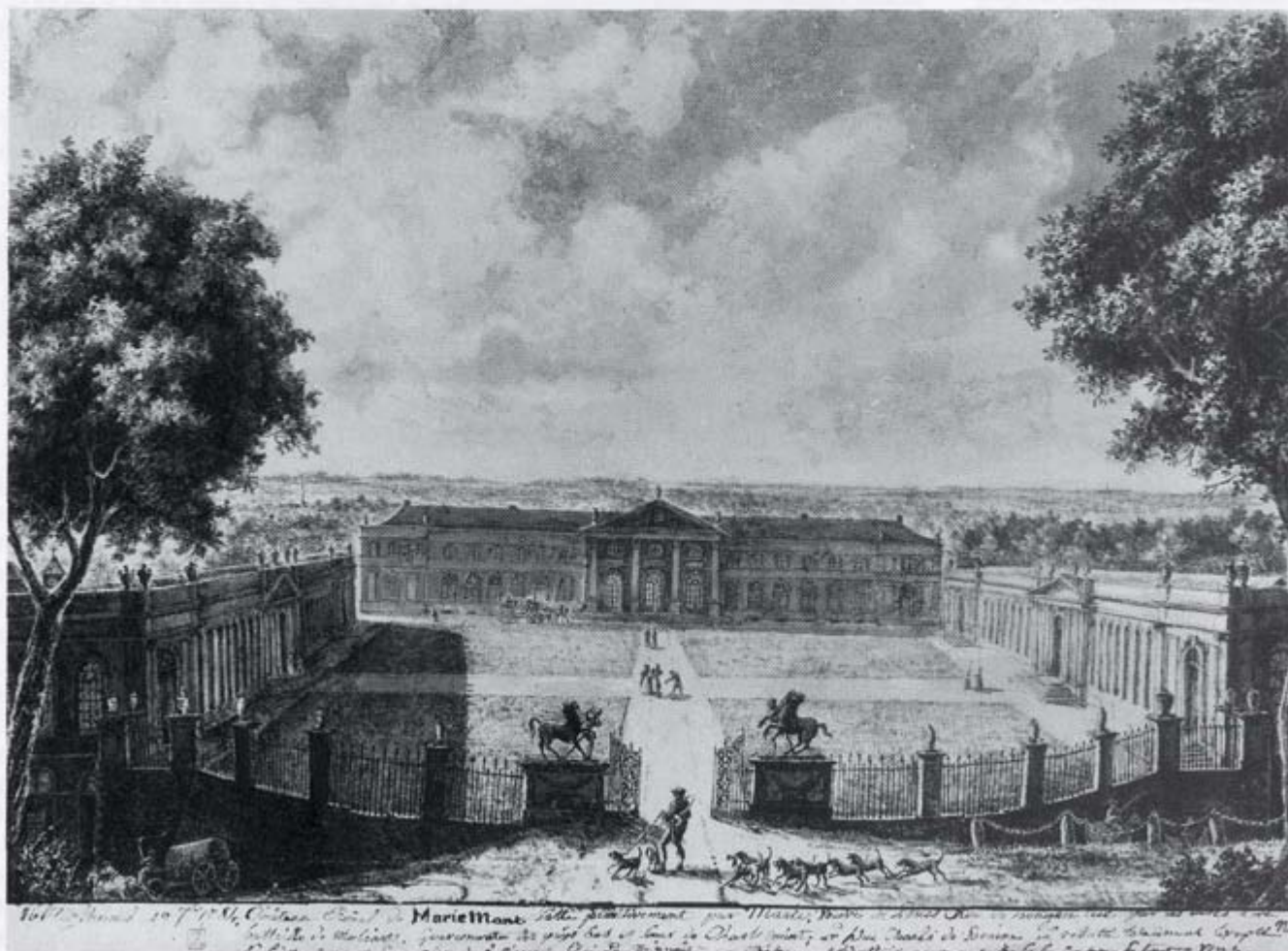
Marie-Christine et Albert séjournent pour la première fois à Mariemont en octobre 1781. Selon le biographe de Marie-Christine, Mariemont était le rendez-vous favori de la noblesse des Pays-Bas. Cela ne doit pas étonner. La résidence de chasse de Tervueren, fortement délabrée, est détruite sur ordre de Joseph II. Quant au nouveau palais de Laeken, appelé château de Schonenberg, il n'est pas encore sorti de terre. Albert y travaille activement en compagnie de L. Montoyer, architecte et directeur des bâtiments. Notons au passage que Montoyer est le fils d'un garde-chasse de Mariemont. Lors de ce premier séjour, nos gouverneurs apprennent la naissance de leur neveu, le dauphin de France. Les archiducs se plaisent en ces lieux. Albert n'a-t-il pas écrit dans ses mémoires qu'après Schönbrunn, Mariemont était le plus beau château de tous les États de l'empire ? Chaque automne voit leur retour en terre hainuyère, en compagnie d'hôtes princiers. Ils ne semblent cependant pas avoir réussi à rétablir avec la noblesse du pays les relations cordiales qui prévalaient à l'époque de Charles de Lorraine. C'est du moins ce que laisse supposer cet extrait d'une lettre de Marie-Christine à son amie Éléonore Liechtenstein, en date du 22 novembre 1783 : "Depuis trois ans que je suis ici, je n'ai pas trouvé, je vous assure, une seule femme avec laquelle je puisse me lier. On ne rencontre partout que l'égoïsme, le sans-gêne, l'esprit d'intrigue, la préoccupation d'intérêts personnels, unis à tous les défauts du caractère français...". Les gouverneurs jouent avec moins de succès le rôle dévolu à Charles de Lorraine par Marie-Thérèse : "faire accepter à nos populations la politique de Vienne". Le despotisme éclairé de Joseph II rencontre l'opposition des États. Ceux de Hainaut et de Brabant, refusant de voter l'impôt, sont tout simplement supprimés. L'impopularité croissante de l'empereur rejaillit quelque peu sur les gouverneurs. Marie-Christine et Albert

observent avec inquiétude les progrès de la sédition aux Pays-Bas. Les nombreux avertissements adressés à Joseph II n'y font rien. La Révolution brabançonne triomphe tandis que Joseph II épuisé s'éteint à Vienne le 20 février 1790. Marie-Christine constate amèrement : "... à mon avis, il s'est attiré tout cela; il s'est joué d'une santé de fer, il a méprisé toutes les lois divines et humaines en refusant de prêter l'oreille aux conseils de quelques amis dévoués qui lui disaient des vérités désagréables. Et voici le résultat..."

Comme du temps de Marie-Élisabeth et de Charles de Lorraine, l'arrivée prochaine de la Cour à Mariemont provoque d'importants travaux de "rafraîchissements". En juillet 1786, le maître ouvrier Pierchaut envoie au conseiller et intendant de Faulhaber un état des frais à faire en prévision de la visite de leurs altesses. Ce rapport rédigé avec la collaboration du concierge Carlier (successeur de R. Larmé), énumère

*P. Vitzthumb,
Le château royal de Mariemont
Vue de la cour d'honneur, 1784
Lavis*

Coll. Bibliothèque royale,
cabinet des Estampes



(186) A.F., dossier de notes, p. 218 et ss.

(187) À la mort du médecin Louis Luther, Boulart est nommé chirurgien des eaux de Mariemont. Il perçoit un traitement de 100 florins par an, à charge pour lui de soigner gratuitement les pauvres munis d'un certificat du curé de leur paroisse. Contre l'avis de la Cour des Comptes, Charles maintient le poste de chirurgien à Mariemont car, écrit-il le 27 juillet 1768, "il y a beaucoup de gens et ouvriers qui peuvent en attendre du secours". A. Boulart est le grand-père du fameux ingénieur et géologue A. Briart, R. DARQUENNE, *Chapelle-lez-Herlaimont, son histoire, ses gens* (Chapelle-lez-Herlaimont, 1981), p. 659.

Le domaine dans la tourmente révolutionnaire

soixante-cinq postes de dépenses. On y trouve pêle-mêle : les devis pour la réparation des lambris et dorure, la peinture des portes et grillages, la rénovation des écuries, le désherbage des cours du palais, etc. Pierchaut demande également des ordres "pour faire laver les chambres, corridors du palais et des ailes, comme les offices, cuisines et le logement des chasseurs à la basse-cour, les chenils et comme de coutume, nettoyer les cuivres du palais, emplir les paillasses de paille et les emporter aux endroits où elles doivent servir, balayer les écuries et les mangeoires pour la propreté". Pierchaut propose même de "faire réparer la chaussée de Mariemont, depuis la chaussée de Nivelles à Morlanwelz". Il envisage aussi de raccommode et de nettoyer toutes les routes du parc et des bois. Une fournée de six à sept mille briques lui paraît nécessaire pour le repavement de ces chemins. Enfin, il signale les travaux de curage d'étangs et le repeuplement en truites, brochets, perches et anguilles. Toutes ces requêtes sont acceptées. Chaque année, un budget prévisionnel est envoyé au Conseil des finances qui examine article par article l'opportunité des fonds demandés (186). Ce document ainsi que l'analyse du "Calendrier de la Cour de leurs altesses royales Marie-Christine et Albert" permet aussi de reconstituer le cadre du personnel. Si Gamond conserve le titre de surintendant, il semble que la direction effective soit désormais assurée par le maître ouvrier Pierchaut responsable devant l'autorité centrale représentée par le Bureau de l'intendance. Sous ses ordres se trouve le concierge F. Carlier. J. Van Hulst, maître jardinier, est assisté dans son office par G. Kinögel, garçon jardinier, Vautrain, vigneron et trois ouvriers. La maison royale dispose aussi d'un serrurier, Buzet, d'un fontainier, Tilman, des frotteurs Woutken et Silet, d'un chirurgien, Antoine Boulard jusqu'en 1786 (187) et d'un chapelain. Quant à la surveillance des chasses, elle se fait sous l'autorité d'un brigadier François Augustin Paris assisté de gardes à cheval et à pied. Il faut ajouter à cette liste du personnel gagé de nombreux auxiliaires travaillant sous contrat annuel ou à l'entreprise : rappareilleurs, faisandiers, cantinier, etc.

Les dernières années de l'histoire du domaine royal furent marquées par la tourmente révolutionnaire. Nos gouverneurs doivent quitter le pays en 1790, ils y reviennent encore en 1791 puis partent définitivement en novembre 1792. Le nouveau gouverneur général, Charles-Louis, frère de l'empereur François II, fait son entrée à Bruxelles le 26 mars 1793. Le 20 décembre, il signe une procuration pour le colonel-baron de Warnsdorff, son chambellan et grand écuyer, afin qu'il reçoive en son nom, l'extradition du palais de Bruxelles et des châteaux de Tervueren et de Mariemont. Un inventaire détaillé des bâtiments, dépendances, mobilier, tapisserie, estampillé par le baron de Warnsdorff le 27 janvier 1794, montre un château encore bien meublé. On y trouve même une table à jeu de pharaon et deux billards avec queues et billes. Le 27 février de la même année, le maître Pierchaut reçoit de l'intendant de Leenheer de nouvelles instructions lui permettant de "régler sa conduite" afin que "les intérêts de ce Sérénissime Prince (Charles-Louis) soient fidèlement soignés et ménagés". On y insiste sur l'économie à réaliser dans l'administration du domaine et du bon entretien des bâtiments et parc. On lui demande surtout de ne rien faire sans l'accord de l'autorité centrale "Et comme l'ordre est l'âme de toute chose, Pierchaut n'entreprendra absolument rien de ce qui exige

quelque dépense sans l'agrément signée de l'Intendant de la Cour...". Ces injonctions tâillonnes s'expliquent peut-être par la période troublée qui commence avec la révolution brabançonne. L'absence de pouvoir central organisé, le flux et reflux des troupes françaises et autrichiennes amènent fatalement Pierchaut à prendre des décisions qui dépassent le cadre de ses attributions. La situation est en effet délicate. Les "rebelles" ne reconnaissent plus l'autorité des employés de la maison royale. En 1790, le brigadier de chasse, Paris, s'opposant aux déprédations des braconniers est tout simplement emprisonné. Il parvient à s'évader et se réfugie à Maubeuge. Faute de surveillance, on n'hésite pas à pénétrer dans le domaine pour y voler les plombs aux toitures des ailes. Le retour des Autrichiens ramène un calme bien précaire. La copie du journal des recettes et dépenses pour 1794 "du château et du parc de Mariemont" semble montrer que Pierchaut ne néglige pas sa mission. Les barrières sont raccommodées, les cheminées ramonées, les locaux régulièrement nettoyés. En janvier, Pierchaut prend même soin de remplir la glacière, en prévision d'une éventuelle visite de la Cour. Le parc n'est pas négligé, puisque l'on procède à d'importantes plantations en janvier, février et mars. Ce mois, septante-huit charrettes de fumier enrichissent les jardins. Malgré ces importants travaux d'entretien, il ne semble pas que l'archiduc Charles-Louis ait jamais séjourné à Mariemont. Les troupes françaises l'y précédèrent. Le 22 juin 1794, des boulets atteignent les toitures des communs. L'incendie gagne alors tout le château. Les dommages ne sont pas irrémédiables mais les pillards s'acharnent sur les ruines pour en tirer plombs et fers. En même temps, le parc est ravagé par l'extraction clandestine de la houille. Les autorités révolutionnaires s'en émeuvent. L'accusateur public Grenier considère qu'il s'agit là "d'une fausse interprétation de la liberté et de l'égalité" et qu'il faut faire appel à la force armée car "tout cela est un vol à la nation" (188). La disette des populations ruinées par la guerre n'explique pas seule cette violence. Il faut sans doute y voir une réaction contre l'absolutisme princier et l'abus des privilèges. Souvenons-nous du boisement de soixante hectares de la Bruyère de Montaigu. Ceci simplement pour le plaisir de la chasse du prince Charles qui, moyennant compensation, y supprime le droit de pâturage à la communauté morlanwelzienne. Comme le fait justement remarquer R. Darquenne : "pour la masse de petites gens aux budgets proches du déséquilibre, vivant grâce à l'entretien d'une ou deux vaches sur les biens communaux, la perte des droits collectifs peut signifier la misère" (189). Les privilèges dont jouissaient les employés de la maison royale ne sont sans doute pas étrangers aux actes de vandalisme. Ces avantages sont nombreux et ont de quoi susciter l'envie : exemption fiscale, salaire régulier, logement gratuit, charbon de terre détaxé, etc. Ils apparaissent d'autant plus visibles que "ces fonctionnaires" forment une véritable caste vivant à l'écart de la communauté villageoise. S'y ajoute aussi une certaine forme de népotisme. Les emplois semblent réservés aux mêmes familles. Ainsi, les Van Hulst se succèdent pendant plusieurs générations au poste de maître jardinier, comme les Tilman pour la fonction de fontainier; les deux fils du contrôleur Fontaine occupent successivement la charge de chapelain... Par tradition, les employés du domaine de Mariemont peuvent être considérés comme légitimistes. Ainsi la famille du brigadier François Paris dont les deux fils Augustin et Pierre furent à leur tour garde-chasse. Brigadier comme son père, Augustin émigre à Vienne en 1794.

(188) M.-R. THIELEMANS, «Le premier tribunal criminel de Mons», *Études régionales*, 7, 1969, p. 95.

(189) R. DARQUENNE, «Révolution et contre-révolution...», *op. cit.*, p. 246.

Les pouvoirs publics ne restent pas indifférents face au délabrement du domaine. Peu après le pillage auquel participent des populations étrangères à la région, Pierchaut reçoit l'ordre du "citoyen Lamots commissaire à Mons" de remplacer les grilles volées par des haies et des portes en bois. L'article 77 du "Journal de la dépense et recette du Chateau et parcq", renseigne une dépense de 38 florins à cet effet. On décide également de restaurer les logis du personnel. Mais ces velléités de restauration n'eurent pas de lendemain et le domaine ne se relèvera plus jamais de ses ruines. L'arrivée prochaine de Nicolas Warocqué, représentant exemplaire de la bourgeoisie industrielle triomphante, ouvre une nouvelle phase du passé du domaine. Mais ceci est une autre histoire...

*Ruines du château
de Charles de Lorraine
Vue de l'entrée principale,
état actuel*



CATALOGUE

- 1 Château de Mariemont. Tableau chronologique des différents propriétaires de 1546 à nos jours.

Document établi après 1910, probablement à la demande de Raoul Warocqué (1870-1917) qui a toujours manifesté le plus vif intérêt pour le passé de Mariemont.

Musée royal de Mariemont

Mariemont au temps de Marie-Élisabeth d'Autriche

- 2 Stèle rappelant les pêches de carpes faites par Marie-Élisabeth au Château de l'Escaille à Fayt-lez-Manage, résidence d'Emmanuel de Gongnies, prévôt de Binche.

"Le 21 août 1732, Son Altesse Sérénissime Marie-Élisabeth, par la grâce de Dieu, princesse royale de Hongrie, de Bohême et des deux Siciles, Archiduchesse d'Autriche et gouvernante générale des Pays-Bas, daignant honorer cet endroit de son auguste présence, accompagnée de sa sœur, y prit plusieurs carpes de ses royales mains". — 50 × 92 cm.

Musée royal de Mariemont

- 3 "Carte topographique de la maison royale de Mariemont" par Braeckman, 1743.

Crayon, plume et aquarelle sur papier, 120 × 100 cm.

Archives nationales, Paris, inv. N II, Jemappes 2

- 4 Décret de nomination de Nicolas Joseph Fontaine en qualité de concierge et contrôleur de la Maison royale de Mariemont par Charles VI. Bruxelles, le premier juin 1713.

Au verso, contresignés des conseillers et commis des finances, Bruxelles, 8 juin 1713. — Signataires : Van der Haegen, vicomte de Voogt, Smarts. — Sur l'avant-pli, à gauche, signature de Van Erp en l'absence de l'audier. — Sur l'avant-pli, à droite, attestation de la prestation de serment de Nicolas Joseph Fontaine, le 9 juin 1713, en qualité de contrôleur et concierge en présence du conseiller Deloffre.

Coll. Famille Fontaine, La Hestre

- 5 Maison de cure et fontaine archiduciale.

Photographie prise après la restauration de la fontaine effectuée en 1893 à l'initiative de Raoul Warocqué.

Musée royal de Mariemont

- 6 a) H.-J. REGA, *Dissertatio medica de aquis mineralibus iisque celeberrimis tam ad conservandam quam restaurandam valetudinem fontis Marimontensis...*, Louvain, Van Overbeke, 1740.

Henri-Joseph Rega, né à Louvain le 26 août 1690, est mort dans cette ville le 22 juillet 1754. Il fut professeur à la faculté de médecine de l'Université de Louvain, puis recteur à partir de 1719.

b) Servais-Augustin DE VILLERS, *Analyse des eaux minérales qui se trouvent au château royal de Mariemont en Hainaut...*, Louvain, Van Overbeke, 1741, avec un frontispice représentant De Villers (1701-1759).

Servais-Augustin De Villers naquit à Huy, le 28 août 1701. Reçu licencié en médecine le 17 octobre 1725, docteur le 16 avril 1733, professeur à la faculté de médecine de Louvain depuis 1727, il mourut le 3 décembre 1759.

c) J.-F. DELVAL, H.-J. REGA, S.-A. DE VILLERS, *Supplément aux traités précédents des eaux de Marimont...*, Louvain, Van Overbeke, 1742.

Musée royal de Mariemont

- 7 Vue de l'examen de la source des eaux minérales de Mariemont par les trois professeurs de l'Université de Louvain.

Gravure de François Pilsen, 18 × 22 cm. — Légende : "S.A.S. Fait examiner par ordre exprès la source des Eaux Minérales joignant le Parc du Château de Mariemont par trois Médecins de l'Université de Louvain, lesquels ont déclarés être aussi bonnes que celles de Spa."

François Pilsen, peintre et graveur, né à Gand en 1700 est mort dans cette même ville en 1784. Élève de Van Audenaerde, il se spécialisa dans l'iconographie religieuse et historique. Les portraits forment cependant la meilleure part de son œuvre.

Musée royal de Mariemont

- 8 Requête d'Anneessens pour la fontaine de Mariemont et plan du projet d'un pavillon destiné aux buveurs d'eau, 13 mars 1741.

Archives générales du Royaume, C.F. 2163

- 9 Requête du sculpteur Laurent Delvaux (1696-1778) pour le paiement du cartouche de la fontaine archiduciale de Mariemont avec le dessin du cartouche.

Pour l'analyse de ce document voir G. CUMONT, « Cartouche sculpté par Laurent Delvaux pour la fontaine archiduciale de Mariemont », *Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles*, 14, 1900, p. 146-150.

Archives générales du Royaume, C.F. 2162

- 10 Pierre tombale du Docteur Delval.

Jean-François Delval de Carnières, licencié en médecine de l'Université de Louvain (1717 ?), médecin pensionnaire de la ville de Leuze, fut nommé au poste de médecin-directeur de Mariemont par lettres patentes du 27 avril 1741. Il décéda le 31 janvier 1762 et ne fut pas remplacé en raison de l'insuccès du projet de station thermique.

Musée royal de Mariemont

- 11 Charles VI (1685-1740), empereur.

Portrait anonyme, huile sur toile, médaillon, 90 × 106 cm.

Château de Mariemont, coll. Comte Cl. de Beaufort

- 12 Marie-Elisabeth d'Autriche, gouvernante générale des Pays-Bas (1680-1741).

Portrait peint par Jan van Orley (Bruxelles, 1665-1735), huile sur toile, 137 × 110 cm.

Musée communal (Maison du Roi), Bruxelles

- 13 Bornes aux initiales de Charles VI et Marie-Thérèse d'Autriche ayant servi à l'abornement des bois du domaine de Binche entre 1740 et 1742.

66 et 122 cm.

Musée royal de Mariemont

- 14 Ordonnance de Charles VI pour la conservation des bois et du parc de la Maison royale de Mariemont, ainsi que pour celle de la chasse et de la pêche dans les mêmes bois.

7 janvier 1739, Bruxelles, Georges Frick, imprimeur de sa Majesté Impériale et Catholique, 1739.

Musée royal de Mariemont, inv. X. 4444

- 15 *Terrier ou registre contenant les abornemens de tous les bois de sa Majesté la très haute et très puissante Reine, Marie-Thérèse, reine d'Hongrie... dans son domaine de Binche..., 1740-1742.*

Manuscrit sur parchemin, VII - 404 p., 13 cartes. — L'exemplaire conservé à Mariemont est une copie réalisée en 1742, probablement pour la Chambre des comptes. — Cf. LEMOINE-ISABEAU, « Mariemont au XVIII^e siècle », *Cahiers de Mariemont*, 10-11, 1979-1980, p. 11.

Musée royal de Mariemont, inv. X. 4422

- 16 Consécration de la chapelle royale de Mariemont.

a) François Pilsen, Consécration de la chapelle royale de Mariemont, le 15 août 1739.

Gravure.

b) Jeton d'étrennes de Marie-Élisabeth pour l'année 1741.

Ce jeton commémore la consécration de la chapelle de Mariemont par le nonce Luc Tempi, en présence de la gouvernante, le 15 août 1739. Cette œuvre de Jacques Roettiers fut frappée à 230 exemplaires en argent, dont 200 furent offerts à la gouvernante. F. Harrewijn est l'auteur du dessin. — M. Hoc, « Les jetons d'étrennes de Marie-Élisabeth, gouvernante générale des Pays-Bas (1725-1741) », *Revue belge de Numismatique*, 1950, p. 83-95.

Bibliothèque royale Albert I^{er}, Cabinet des Médailles

- 17 Acte d'acceptation de l'accord des États de Limbourg pour un secours extraordinaire de 2.000 pistoles par Marie-Élisabeth.

Document autographe signé, Bruxelles, 24 mars 1734, 1 page.

Musée royal de Mariemont, Aut. 180/2 C

- 18 Acte de décès de Marie-Élisabeth établi par le curé de Morlanwelz le 28 août 1741.

Archives communales de Morlanwelz
(anciens registres paroissiaux)

Intermède : l'Occupation française (1746-1748)

- 19 Maurice de Saxe, maréchal de France (1696-1750).

Médaille ovale en relief par Laurent Delvaux (Gand, 1696 - Nivelles, 1778). — Plâtre, 43 × 38 cm.

Musée communal de Nivelles

- 20 Ordonnance de Maurice de Saxe, maréchal général des camps et armées du roi, interdisant de chasser sur les terres de Mariemont et Binche. Bruxelles, 30 octobre 1747.

Musée royal de Mariemont, photocopie extraite de "Documents sur Mariemont ancien", inv. X. 4473

- 21 Sauvegarde de Louis-François de Bourbon (1717-1776) interdisant de commettre aucun désordre sur les terres de Chapelle-lez-Herlaimont appartenant à la marquise de Trazegnies. Fait au camp de Trazegnies, le 14 juillet 1746.

Musée royal de Mariemont, inv. X. 4363

La Cour à Mariemont au temps de Charles de Lorraine

- 22 L'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche (1717-1780).

Portrait anonyme, huile sur toile, 70 × 73 cm.

Ce portrait aurait été offert à un ancien officier au service de l'Autriche, ancêtre du propriétaire actuel.

Château de Montignies-sur-Roc,
coll. Baron A. de La Motte Baraffe

- 23 Charles Alexandre, duc de Lorraine et de Bar, gouverneur général des Pays-Bas autrichiens (1712-1780).

Avant 1761. — Médaille ovale en relief par Laurent Delvaux. Monogramme à droite : L.D.f. (Laurent Delvaux fecit). — Terre cuite, 55 × 49 cm.

Musée communal de Nivelles

- 24 Marie-Anne d'Autriche, épouse de Charles de Lorraine (1718-1744).

Portrait anonyme, huile sur toile, 90 × 70 cm.

Château de Mielmont, coll. Comte Cl. de Beaufort

- 25 Chaise à porteurs de Charles de Lorraine. 18^e siècle.
La goutte qui affecte Charles de Lorraine dans les dernières années de sa vie le contraint à utiliser cette chaise à porteurs pour ses déplacements.

Musées royaux d'Art et d'Histoire

- 26 Anne-Charlotte de Lorraine, sœur de Charles de Lorraine et abbesse du chapitre noble de Sainte-Waudru à Mons (1714-1773).

Portrait anonyme, huile sur toile, 106 × 87 cm.

Château de Beerlegem, coll. Comte M. d'Ursel

- 27 Plan perspectif d'une partie de l'hôtel du Gouvernement à Mons "du côté du jardin de la cour de S.A.R. Madame" et des maisons voisines des sieurs Cornet et Jacquelar.

Colorié, 48 × 64 cm.

Archives de l'État à Mons, Cartes et plans n° 1168

- 28 *Calendrier de la Cour de S.A.R. le duc Charles de Lorraine et de Bar, pour l'année M.DCC.LXX.*, Bruxelles, chez la Veuve De Bast, 1770.

À la page 23, figure la mention des fonctions de Pierre Gamond, surintendant de la Maison royale de Mariemont.

Musée royal de Mariemont, inv. X. 4462

- 29 *État de la dépense occasionnée pour le voyage de Son Altesse à Marimont le 31 août 1763.*

Archives générales du Royaume, C.L., liasse 215

- 30 *Composition des tables à Tervueren et Marimont.*

Archives générales du Royaume, C.L., liasse 259

- 31 *Calendrier du Hainaut pour l'an de grace M.D.CC.LXII. Contenant l'état et le personnel de la Cour de S.A.R. Madame la Princesse Anne-Charlotte de Lorraine...*, "À Mons, chez Matthieu Wilmet. Imprimeur ordinaire de S.M.I. et R.A. et S.A.R. Mad. la Princesse de Lorraine, sur la grand'Place".

Musée royal de Mariemont, inv. 20.802 / R 1275

- 32 Charles de Lorraine.

Lettre autographe signée [(Bruxelles ou Tervueren ?)], 28 juin 1767, 1 page.

Charles de Lorraine écrit à la personne chargée de l'expédition du courrier et l'informe qu'il dépêche des hussards pour assurer le relais du courrier à Mariemont où séjourne sa sœur Anne-Charlotte. Cette mesure s'explique par l'état de santé préoccupant de l'impératrice Marie-Thérèse.

Musée royal de Mariemont, Aut. 181/3b

- 33 Calligraphie représentant Charles de Lorraine à cheval, en dessous, ses armoiries.

Encre sur papier, anonyme, 18^e siècle, cadre d'époque ?

Collection particulière

- 34 Ordonnance de nomination de Adrien Joseph Fontaine en qualité d'aumônier de Charles de Lorraine. Bruxelles, le 15 mai 1768. Signature de Charles de Lorraine, de Houillon et de Giron, secrétaire.

Adrien Joseph Fontaine, fils du contrôleur de la Maison royale de Mariemont, succède à son frère Jean-François à la charge de chapelain en 1752. Il le demeure jusqu'à son élévation au canonat de Saint-Vincent à Soignies en 1766. Il décède en 1780. Dom Charles Châtillon le remplace en 1768 comme chapelain de Mariemont. Adrien Joseph Fontaine est élevé à la dignité d'aumônier du prince, en raison, selon les termes de l'ordonnance, des services rendus en qualité de chapelain à Mariemont.

Coll. Famille Fontaine, La Hestre

- 35 Charles de Lorraine.

Portrait anonyme, huile sur toile, 66 × 58 cm.

Musée royal de Mariemont

- 36 Nomination de Nicolas François Joseph Éloy en qualité de conseiller médecin ordinaire de Charles de Lorraine. Bruxelles, 2 avril 1784.

Médecin-pensionnaire de la ville de Mons, N.F.J. Éloy, devient en 1754, le médecin-conseil de la princesse Anne-Charlotte de Lorraine. C'est probablement en raison de sa renommée et des services rendus à sa sœur que Charles de Lorraine le nomme, le 2 avril 1774, son médecin-conseil ordinaire. R. WELLES, « Documents relatifs à Nicolas-François-Joseph Éloy, médecin hennuyer du XVIII^e siècle », *Annales du Cercle archéologique du canton de Soignies*, 28, 1974-1976, p. 137-143.

Bibliothèque de l'Université de l'État à Mons

- 37 Nicolas-F.-J. ÉLOY, *Dictionnaire historique de la médecine ancienne et moderne*, Mons, Henry Hoyois, 1778, 4 vol.

Nicolas François Joseph Éloy fut l'une des figures les plus marquantes de la médecine dans les Pays-Bas au 18^e siècle. Né à Mons le 20 septembre 1714 et décédé le 10 mars 1788, Éloy est l'auteur de nombreux ouvrages scientifiques. C'est grâce à son "Dictionnaire historique de la médecine ancienne et moderne" paru à Mons, en 1778, qu'il passe à la postérité. Cet ouvrage en quatre volumes est un monument de l'édition montoise. Ce fut l'édition la plus importante jamais réalisée par un atelier de la ville. Sur le plan scientifique, c'est le premier ouvrage du genre dû à un médecin et il servit de modèle à d'autres dictionnaires par la suite. — Ch. PIÉARD, *Médecine et société* (Musée royal de Mariemont, 1987), p. 159-160.

Musée royal de Mariemont

- 38 La chaufferette.

Gravure sur métal aquarellée et vernie à la gomme. — Dessin de Carl August Krause (Dresde, 1724-Paris, 1764). — Gravure par Jean-Charles Levasseur (Abbeville, 1734-Paris, 1816), 44 × 32 cm.

Le tableau inspirant la gravure provient des collections du peintre et graveur Jean-Antoine de Peters (Cologne, 1725-1795), peintre en miniature de Charles de Lorraine.

Musée royal de Mariemont

39 Jeux de cartes, 18^e siècle.

a) Suite de vingt-neuf gravures sur bois représentant des personnages illustres.

Chaque portrait est accompagné d'une courte notice. — Édition d'origine vraisemblablement française. — Les gravures sont collées sur des cartons blancs.

b) Jeu de cartes allemand, sans indication d'éditeur. Jeu de cinquante et une cartes (le 2 de pique manque). Les portraits en pied représentent, dans les encadrements roses ou verts, des personnages des pièces de Shakespeare. Plusieurs figures portent la signature du graveur : J.J. Rolfsen.

c) Jeu de tarots imprimé à Gand chez Jan Cuyl.

Jeu de septante-cinq cartes incomplet de l'as et du sept de cœur et de la dame de carreau. Sur le valet de cœur se trouve l'adresse : "Cartes Taraut fabriques par Jan Cuyl demeurant dans la Savan straat sur St-Pierre à Gand". — Dos blanc orné d'étoile rouge. — M.A. ARNOULD, « Note sur les activités industrielles de l'abbaye de Waulsort et sur la fabrication des cartes à jouer en Belgique au XVIII^e siècle », *Études sur le XVIII^e siècle*, 2, Bruxelles, 1975, p. 207-210.

Musées royaux d'Art et d'Histoire

40 Sainte-Thérèse.

Statue en biscuit. — Tournai, 1756, H. 175 cm (restaurée). Cette statue, représentant la patronne de la souveraine, devait être offerte à l'impératrice Marie-Thérèse afin de lui montrer ce que pouvait réaliser la Manufacture de porcelaines de Tournai. Cependant, pour des raisons techniques, l'œuvre ne put être achevée et ne fut jamais envoyée à Vienne. — M. JOTTRAND, « La grande statue de Sainte-Thérèse exécutée à la Manufacture de porcelaines de Tournai en 1756 », *Mémoires de la Société Royale d'Histoire et d'Archéologie de Tournai*, IV, 1983-84, p. 195-205.

Musée royal de Mariemont

41 Chrismatoire, 1769.

15 cm. — Cet élégant coffret, destiné à recevoir les saintes huiles, représente une pièce unique dans l'orfèvrerie hainuyère compte tenu de la dédicace et des armoiries du gouverneur Charles de Lorraine. Grâce aux poinçons de Mons et à celui de l'orfèvre (cœur cerclé d'un pointillé), nous apprenons que ce chrismatoire fut exécuté en 1769, année où le prince Charles, désireux réparer le dommage causé par le vol des vases sacrés, offre au curé de Fayt un ciboire d'argent et un chrismatoire. — Catalogue de l'exposition *Prestigieux trésors de Seneffe et sa région* (Bois d'Haine, 1977), n.p. — J. DE SOIGNIE, « Notice historique sur Fayt-lez-Seneffe », *Annales du Cercle archéologique de Mons*, 11, 1873, p. 200.

Église Saint-Gilles, Fayt-lez-Manage

42 Bol et soucoupe.

Chine, porcelaine d'exportation (Compagnie des Indes), armoiries, polychrome et or. — Bol : diam. 8,5 cm; soucoupe : diam. 13,2 cm. — Service aux armoiries de Charles de Lorraine. D'autres pièces sont connues.

Musée royal de Mariemont

43 Reliures aux armes de Charles de Lorraine.

a) A. DE WEYROTHER, *L'utile à tout le monde, ou le parfait écuyer*, Bruxelles, J.J. Boucherie, 1767, 2 vol., 21 × 13,5 cm.

Reliure de maroquin bordeaux décorée aux petits fers. Sur les plats, armoiries de Charles de Lorraine constituées par les armoiries des Habsbourg-Lorraine frappées au centre de la croix de l'Ordre teutonique et surmontée d'une couronne royale. De part et d'autre, figurent deux aigles couronnés portant en collier la croix de Lorraine. — Cet ouvrage se trouvait dans la bibliothèque de Charles de Lorraine à Mariemont. Voir à ce sujet *Catalogue des livres de feu S.A.R. qui se sont trouvés au Château Royal de Mariemont*, A.G.R., S.E.G. 2611.

Musée royal de Mariemont, inv. 19.800-1, Rel. 148

b) *Sermons du Père Cheminais de la Compagnie de Jésus*, Paris, Louis Josse, 1729-30, 5 vol., 16 × 9 cm.

Reliure de veau brun. Sur les plats, médaillon aux armoiries de Charles de Lorraine : au centre d'un ovale, un écu d'or à la bande de gueule chargée de trois alérions d'or. Écu timbré d'une couronne ducale et entouré du collier de la Toison d'Or. Sur les bords intérieurs de l'ovale, inscription "Charles de Lorraine". — Jean JADOT, « Reliures armoriées belges à fers inconnus », *Le livre et l'estampe*, 1955, 2, p. 30.

Musée royal de Mariemont, inv. n° 31.995 (X. 4456)

44 Charles de Lorraine.

Buste en porcelaine. — Tournai 1756, H. 35 cm.

Il s'agit vraisemblablement du premier buste exécuté à la Manufacture de porcelaine de Tournai, demandé par le ministre Cobenzl en même temps que la statue de Sainte-Thérèse destinée à l'impératrice (voir n° 40). C'est la première fois que ces deux pièces se trouvent réunies. — M. JOTTRAND, « La grande statue de Sainte-Thérèse exécutée à la Manufacture de porcelaines de Tournai en 1756 », *Mémoires de la Société Royale d'Histoire et d'Archéologie de Tournai*, IV, 1983-84, p. 195-205. — L. DELPLACE, *Considérations sur les porcelaines de Tournai*, Bruxelles, 1970, fig. 1.

Collection particulière

45 "Carte générale des chasses royales, aux environs du château et parc royal de Mariemont", vers 1771.

Carte gravée coloriée, 190 × 180 cm. — Échelle : 600 toises de France = 10,2 cm. — Orientation sud-ouest. — Carte levée par ordre de Charles de Lorraine "pour distinguer les limites des chasses royales, des particulières qui les environnent". La direction en fut confiée au baron Jean de Ravizza, ingénieur militaire attaché au cabinet de physique de Charles de Lorraine; la gravure est de la main d'Antoine Cardon, graveur de Charles de Lorraine. — Cl. LEMOINE-ISABEAU, « La cartographie de la vallée de la Haine (1650-1814) », *Recueil d'études d'histoire hainuyère*, t. 2, Mons, 1983, p. 353-355.

Musée royal de Mariemont, inv. X. 4420

46 Fusils de chasse, 18^e siècle.

a) Arquebuse rayée à silex.

L. 120 cm. — Conçue et construite selon le type plus ancien de l'arquebuse à rouet. Canon octogonal sur le pan supérieur

duquel se lit, en lettres incrustées : "Franz Schloegl zu Insbruck". Grand corps de platine à rouet, portant les initiales "F.S.". Chien s'abattant vers la crosse. Ancienne monture d'arquebuse allemande à rouet, en noyer, légèrement sculptée et incrustée de quelques plaques de cuivre et de corne. Crosse prismatique. Pontet en cuivre, à trois crans. — Vers 1740. Le chien est sans doute plus récent.

Charles de Lorraine utilisait des armes de diverses origines. À l'instar de beaucoup de chasseurs du temps, il se fournissait auprès d'armuriers français comme J.-L. Le Languedoc à Paris et sacrifiait à la mode de l'exotisme. — Catalogue de l'exposition *La vie au XVIII^e siècle* (M.R.A.H., Bruxelles, 1970), p. 154-155. — C. BAIR, « Les armes à feu de la collection des princes de Liechtenstein », *Connaissance des Arts* (septembre 1979), p. 51-52.

Musées royaux d'Art et d'Histoire

b) Fusil turc à la Miquelet.

L. 130 cm. — Canon damassé, gravé et incrusté d'argent. Poinçon de fabrique. Platine plaquée d'argent, ornée de rinceaux et portant l'inscription : "Fait par Ahmed". Monture en noyer garnie de plaques d'argent repoussé. Il n'était pas rare au 18^e siècle d'utiliser comme arme de chasse des canons de fusil turcs montés sur crosses occidentales. — Provenance : Turquie. — Quatrième quart du 18^e siècle.

Nous remercions vivement M. H. Fettweiss pour sa collaboration.

Musées royaux d'Art et d'Histoire

47 Deux couteaux de vénerie, 18^e siècle.

Acier, laiton et manche en corne verte.

a) L. : 75 cm. Fabrication namuroise, "J. BAPTIES Antoine, au Grand Sabre à Namur".

b) L. : 60 cm. Fabrication hollandaise, "IACOBUS COENRADS EN ZOON, M.R. Zwaardveger, Amsterdam".

Musée de Groesbeek de Croix, Namur

La construction du nouveau château de Mariemont

48 Plans pour le château de Mariemont par Jean Nicolas Jadot (1710-1761), vers 1754.

a) Coupe et profil de Mariemont pris sur la largeur.

b) Plan du premier étage de Mariemont.

Photographies des plans originaux conservés
à la Bibliothèque Doucet, Paris

49 "Carte de la Maison Royale de Marimont", 1763.

Plan et aquarelle sur papier, 147 × 107 cm. — Carte établie par le baron Jean de Ravizza. — Orientation au nord. Cf. LEMOINE-ISABEAU, « Mariemont au XVIII^e siècle », *Cahiers de Mariemont*, 10-11, 1979, p. 35.

Archives générales du Royaume, inv. C.P. ms 385

50 Plans du château de Mariemont, vers 1760-1776.

Dessins anonymes attribués à Laurent Benoît Dewez (1731-1812), architecte de la Cour.

1) Plan du rez-de-chaussée. 82 × 65 cm.

2) Plan général du château et du parc. 100 × 52 cm.

3) Élévation de l'Orangerie. 27 × 50 cm.

4) Élévation d'une aile et coupe du corps central. 40 × 187 cm.

5) Élévation d'un pavillon. 52 × 36 cm.

6) Plan du premier étage. 46 × 35 cm.

7) Élévation du corps central. 42 × 125 cm.

8) Élévation d'une façade des ailes vers la cour d'honneur. 37 × 148 cm.

9) Élévation de la façade du corps central vers la cour d'honneur. 50 × 143 cm.

Archives nationales, Paris, inv. C. Pl., N III, Jemappes 1:9

51 Le château de Mariemont, vue de la cour d'honneur par J.B. Simons (1717-1783).

Huile sur toile, 125 × 260 cm.

Ce tableau signé et daté de 1773 est peut-être une œuvre d'anticipation. Nombre d'éléments qui y figurent ne seront jamais ou tardivement réalisés. Tel quel, il nous restitue admirablement le décor de la résidence de campagne du gouverneur, représenté au centre de la cour dans sa chaise de jardin. Si la date de 1773 est exacte, il faut peut-être reconnaître Anne-Charlotte parmi les petits personnages qui quittent le château. À l'avant-plan, un départ de chasse à courre et cinq hussards de la garde du prince. Dans la cour et aux abords, la foule des employés, invités, hôtes de passage et badauds. À gauche, l'aile des cuisines, à droite, l'aile des écuries neuves qui permettaient d'abriter la centaine de chevaux de la Cour, lorsque celle-ci résidait à Mariemont.

J.B. Simons travailla régulièrement pour Charles de Lorraine à partir de 1763. Il collabora à la décoration des différentes résidences du prince dont Mariemont. C'est lui aussi qui retoucha les portraits du gouverneur général lorsque celui-ci reçut la grande maîtrise de l'Ordre teutonique.

Musée royal de Mariemont

52 Le château de Mariemont, vue sur le jardin par J.B. Simons.

Huile sur toile, 125 × 260 cm.

Ce second tableau décrit l'arrière du château. Par rapport au projet initial de Jadot, seul un fronton central a été ajouté. À droite, l'aile de Bavière conduisant à la chapelle et aux communs. Sur l'esplanade, un bassin et quatre parterres bordés d'orangers. À gauche, le potager et l'orangerie édifiée en 1776-1777. La double rampe du fer-à-cheval, construite par Dewez et Montoyer en 1778, n'existe pas encore.

Musée royal de Mariemont

53 Carte du parc de Mariemont et de ses environs, vers 1760.

Carte dessinée par Charles de Lorraine et gravée par F. De Roÿ, 63 × 50 cm. — Pas d'échelle graphique, environ 1/3500^e. Orientation à l'Est. — Orthographe souvent phonétique; lettres parfois écrites à l'envers, gravure assez fruste et fortes distorsions géographiques.

Musée royal de Mariemont

54 "Carte particulière du parc et château royal de Marimont".

Carte manuscrite dressée par Charles de Lorraine qui servit de modèle à la carte gravée par Cardon en 1774 (voir notice 55). Cf. LEMOINE-ISABEAU, « Mariemont au XVIII^e siècle », *Cahiers de Mariemont*, 10-11, 1979-1980, p. 37.

Archives nationales, Paris, inv. C. Pl., N III, Jemappes 4

55 "Carte particulière du parc et château royal de Marimont avec ses environs représentant l'étendue et l'enceinte des chasses royales, formée par les toiles, ou palissades", 1774.

Carte dressée sur ordre de Charles de Lorraine et gravée par Cardon, 49 × 53 cm. — Échelle : 600 toises de France = 10,2 cm.

Musée royal de Mariemont, inv. Ac. 87/101

56 Pierre tombale de Guillaume Lelong.

144 × 86 cm. — Texte de l'inscription : "DOM. Icy devant repose le corps de Guillaume Lelong en son temps raparieur des ouvrages du chateau royal de Mariemont, âgé de 43 ans, décédé le 24 7bre 1776, et de Marie Joseph Dereume son épouse âgée de ... ans, décédée le... Requiescant in pace. Amen."

Musée royal de Mariemont

57 Élévation de l'escalier en fer-à-cheval.

Dessin établi par L.B. Dewez. — Photographie de la partie centrale du dessin.

La rampe, appelée aussi fer-à-cheval, fut construite par Dewez en 1778 avec la collaboration de Montoyer comme entrepreneur.

Original conservé aux Archives générales du Royaume

58 Opérations faites par Jadot pour la démolition du donjon et la reconstruction du nouveau château.

Elles concernent en particulier la sauvegarde des vieux plombs et fers et le subside à verser pour la fourniture de briques.

Archives générales du Royaume, S.E.G. 2084

59 Copie de quatre lettres de Charles de Lorraine.

1) Lettre aux États de Hainaut concernant le règlement du subside de 100.000 florins accordé pour les travaux de Mariemont, Mariemont, 11 mai 1759.

2) Lettre à Baillot, Conseiller-intendant général de la Cour d'Anne-Charlotte de Lorraine, le chargeant de verser à Jadot et Gamond, les fonds nécessaires à la construction du château. Mons, 16 mai 1759.

3) Lettre à Baillot lui demandant de vérifier les comptes établis par le receveur de Binche, Buisseret. Mons, 16 mai 1759.

4) Lettre désignant le surintendant Gamond, responsable des travaux en l'absence de Jadot. Bruxelles, 21 mai 1759.

Archives générales du Royaume, C.L., liasse 77

60 Devis estimatif pour l'achèvement des travaux du nouveau château de Marimont (s.d.).

Archives générales du Royaume, C.L., liasse 77

61 Payement des ouvriers utilisés par le baron de Ravizza pour la levée de la carte des chasses royales, 1770.

Archives générales du Royaume, C.L., liasse 80

62 Quittance de Dewez pour travaux effectués en 1777-1778.

Archives générales du Royaume, C.L., liasse 84

63 Quittance d'Ollivier (1739-1788) pour groupes sculptés et transport, 1778.

Augustin Ollivier, dit Ollivier de Marseille, travailla à la décoration des différentes résidences de Charles de Lorraine. Il succède en 1778 à Laurent Delvaux en qualité de sculpteur officiel.

Archives générales du Royaume, C.L., liasse 84

64 "Carte figurative des coupes de bois à faire au parc de Marimont, de 1766 à 1785".

51 × 61 cm. — Établie vers 1775.

Archives générales du Royaume, C.P., ms 584

Tentative d'exploitation houillère à Mariemont

65 "Plan levé à la réquisition du sieur Antoine Godefroid... pour servir d'idée du parcq de Marimont où il paroît avoir lieu de faire un charbonnage...", 12 juillet 1735. Arpenteur Plón.

Plan manuscrit, 50 × 38 cm.

Archives générales du Royaume, C.P., ms 1297

66 "Carte figurative de la terre et seigneurie de Sars Long Champs" par N. Leclercq, 1753.

Plan manuscrit, 53 × 75 cm. — À remarquer : représentation d'une machine à chevaux et treuils à mains pour l'exploitation minière.

Musée royal de Mariemont

67 "Carte Générale des terres et Seigneuries d'haine Saint pierre, de la hestre, et de la seigneurie du roy, appartenant à monsieur le marquis de carondelet..., levé conformément à l'existence des terrains l'an mil sept cent quatre-vingt-cinq.", 1785.

Plan manuscrit, 63 × 146 cm. — Le voisinage des charbonnages d'Haine-Saint-Pierre et La Hestre provoque bien des difficultés. Le 16 août 1773, un accident dans l'extraction en-

traîne le tarissement de la fontaine minérale du parc. Gamond prévient aussitôt Charles de Lorraine. Par mesure de précaution, l'autorité décidera la fermeture de certains charbonnages. Ph. MOUREAUX, *Les comptes d'une société charbonnière à la fin de l'Ancien Régime (La société de Redemont à Haine-St-Pierre - La Hestre)* (Bruxelles, 1969), p. 22 et ss.

Musée royal de Mariemont

- 68 "Plan figuratif de la Terre et seigneurie de haine-Saint-pierre et de la seigneurie du Roy appartenant à Monsieur le Marquis de carondelet...", 1785.

Plan manuscrit, 59 × 138 cm.

Musée royal de Mariemont

- 69 Carte minéralogique du parc de Mariemont, s.d.

Plan manuscrit, encre et crayon, 42 × 54 cm.

Musée royal de Mariemont

- 70 "Mesure de l'éloignement depuis les fosses de Chapelle-lez-Herlaimont et tiré de l'alignement pour faire un pavé pour joindre à celui allant de Nivelles à Mons, passant par le fayt le quel pavé passerait sur les juridictions de Morlanwelz, Bellecourt, La Hestre, et de ladite Chapelle, comme le représente la ligne AA tracée et passant à travers des terrains figurés représentés par ce plan" par J.B. Hédiart, 1786.

Plan manuscrit, 20 × 75 cm.

Musée royal de Mariemont

- 71 Rapport général sur les comptes de l'exploitation de la houille (1759-1769) adressé par la Chambre des comptes au Conseil des finances.

Archives générales du Royaume, C.L., liasse 85

- 72 La machine à feu de Bois-de-Boussu.

D. DIDEROT et J. D'ALEMBERT, *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers...*, t. VI, Paris, 1756, p. 603-609; planches, t. V.

Le 28 février 1769, Charles de Lorraine visite une "machine à feu" d'une houillère du Borinage qui fournit à l'époque, modèles et conseillers dans les bassins voisins, du Centre, de Charleroi et du nord de la France. — M. BRUWIER, « La description de la machine à feu de Bois-de-Boussu dans l'Encyclopédie », *Anciens pays et assemblées d'États*, t. 51, Louvain-Paris, 1972, p. 190-206.

Musée royal de Mariemont

- 73 "État de ce que la Machinne des houillères de Mariemont peut couter pour toutes fournitures et Main d'œuvres quelconques", s.d.

Archives générales du Royaume, C.L., liasse 77

- 74 *Idée de la manière qu'on pourroit tirer de la hoille du Parc de Marimont sans rien préjudicier pour l'avenir.*

Coupe d'une veine et projet d'exploitation houillère, auteur présumé : Anneessens, s.d.

Archives générales du Royaume, C.F., 2163

Mariemont à la mort de Charles de Lorraine

- 75 Plan du premier étage du château royal de Mariemont. 55 × 56 cm.

Archives générales du Royaume, C.P., ms 587

- 76 "Carte perspective du Château Royal de Marimont et de l'Enceinte des Chasses" par L.A. Dupuis, 1780.

Plume et aquarelle sur papier, 66 × 99 cm.

Bibliothèque royale Albert I^{er}, manuscrits

- 77 "Carte perspective du chateau royal de Marimont" par L.A. Dupuis, 1781.

Gravure, 65 × 96 cm.

Le château a atteint ici son développement final. Pour le prototype manuscrit de cette gravure, voir notice 76.

Bibliothèque de l'Université de l'État à Mons

- 78 Requête de Dupuis à propos de la carte de Mariemont (février, 1781).

Archives générales du Royaume, C.F., 7618

- 79 Quittance de Dupuis pour sa carte, 1780.

Archives générales du Royaume, C.L., liasse 85

- 80 *Catalogue des effets précieux de feu S.A.R. le duc Charles de Lorraine et de Bar. Dont la vente se fera publiquement à Bruxelles et commencera le 21 mai 1781.* Bruxelles, MDCCLXXXI.

Musée royal de Mariemont, inv. X. 4468

- 81 *Catalogue alphabétique des livres de feu S.A.R. qui se sont trouvés au château royal de Mariemont, 1780.*

Ce catalogue, pièce de la mortuaire du prince, fut rédigé sur base de l'inventaire dressé à partir du 16 août 1780 sous la direction de Corneille-François de Nélis, ancien bibliothécaire de l'Université de Louvain. Il existe un autre catalogue dressé antérieurement de la main du prince lui-même : *Catalogue des livres qui sont à Mariemont dans la bibliothèques*, aujourd'hui inséré dans son journal secret (A.G.R., S.E.G., 2604, f° 72 à 94). — Cl. SORGELOOS, « La bibliothèque de Charles de Lorraine gouverneur-général des Pays-Bas autrichiens », *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 55, 1982, 809-838.

Archives générales du Royaume, S.E.G., 2611

- 82 Charles de Lorraine. Médaillon ovale en relief, par Laurent Delvaux.

Plâtre (voir du même artiste, médaillon en terre cuite, notice 23).

Coll. M^{me} de Preme de la Nieppe, Nivelles

- 83 Vues du parc du château royal de Mariemont par Paul Vitzthumb, 1788.

49 × 35 cm. — Lavis, signé et daté 1788; 19 septembre (n° 3 et 5), 21 septembre (n° 4).

Vues de l'abbaye de l'Olive (n° 3 et 4), de la forge à Maca (n° 5), des communs du château (n° 6), du kiosque (n° 7) et de la Fontaine dite de Ste Thérèse (n° 8). Les pièces sont datées de 1788. Toutefois, les légendes ont été ajoutées a posteriori puisque celle de la cour (n° 6) précise l'origine de la destruction du château qui a eu lieu en 1794. — Cf. LEMOINE-ISABEAU, « Mariemont au XVIII^e siècle », *Cahiers de Mariemont*, 10-11, 1979-1980, fig. 22 et 23.

Bibliothèque royale Albert I^{er},
Cabinet des Estampes, S II 23618/I, 3 à 8

Les dernières années du domaine royal

- 84 Joseph II (1765-1790), empereur.

Portrait anonyme, huile sur toile, 68 × 84 cm.

Château de Mielmont, coll. Cl. de Beaufort

- 85 Marie-Christine d'Autriche (1742-1798), gouvernante générale des Pays-Bas.

Portrait anonyme, huile sur toile, 111 × 93 cm.

Château de Mielmont, coll. Cl. de Beaufort

- 86 Lettre autographe d'Albert de Saxe-Teschen, signée, à un officier de l'armée autrichienne. Dresde, 10 décembre 1793, 3 pages.

Albert de Saxe-Teschen loue un officier de l'armée autrichienne pour sa fidélité et sa bravoure. Il lui demande un rapport détaillé sur l'attaque et la prise de Namur par les armées françaises en 1792, "qui le mettrait à même de tirer le vrai de toutes les variantes qui ont été écrites et répandues sur ce sujet".

Musée royal de Mariemont, Aut. 183b

- 87 *Calendrier de la Cour de Leurs Altesses Royales Marie-Christine... et Albert... Lieutenants, Gouverneurs et Capitaines-Généraux des Pays-Bas. Pour l'an de Grace MDCCCLXXV*, Bruxelles, chez J. Vanden Berghen.

Aux pages 14 et 15, figure la liste des "Personnes employées dans le Palais et les Jardins de Mariemont".

Musée royal de Mariemont, inv. 1694 A

- 88 *Récit du voyage de sa majesté l'Empereur Joseph II dans les Pays-Bas l'année M.DCC.LXXXI avec plusieurs anecdotes*, 2^e édit., à Malines, chez P.J. Hanicq, s.d.

Joseph II s'arrêta à Mariemont le 7 juin 1781 au cours de sa fameuse visite d'inspection aux Pays-Bas. Il y reçut une délégation de notables venus lui exprimer leurs doléances quant au maintien de privilèges. — E. HUBERT, *Le voyage de l'empereur Joseph II dans les Pays-Bas (31 mai 1781 - 27 juillet 1781)* (Bruxelles, 1900), p. 42.

Musée royal de Mariemont, inv. 31.063, R. 1397

- 89 *Relation de l'inauguration de S.M. l'Empereur et Roi Joseph II, en qualité de comte de Hainaut, solennisée le 27 août 1781, en la ville de Mons*, Mons, s.d.

Musée royal de Mariemont, inv. 3949, R. 1280

- 90 Duc Albert Casimir de Saxe-Teschen, 1738-1822, gouverneur des Pays-Bas de 1780 à 1792.

Portrait d'après Alexandre Roslin, toile, 58 × 46 cm.

Musées royaux des Beaux-Arts

Mariemont après 1794

- 91 "Journal de la dépense et recette du Château et parc de Marimont par Pierchaut en 1794".

Il n'est pas fait explicitement mention de l'incendie du château et du passage au régime français, mais on lit sous la rubrique n° 77, au mois de juillet : "Payé aux ouvriers employés à fermer le jardin en hayé en place de grille de fer que lon a volé, cette hayé par ordre du citoyen Lamots commissaire à Mons..."

Coll. Famille Fontaine, La Hestre

- 92 "Ruines du Château Royal, à Marimont".

Planche extraite de *Châteaux et monuments des Pays-Bas*, faisant suite au *Voyage pittoresque*, par De Cloet, vers 1825-1830, 15 × 20 cm.

Musée royal de Mariemont

- 93 Ruines de Mariemont.

Tableau peint par J. Tavernier, s.d., huile sur bois, 45 × 61 cm. Joseph Tavernier naquit à Vannes à une date inconnue. Paysagiste, aquarelliste et aquafortiste, il s'établit à Bruxelles en 1836. Il décéda à Saint-Josse-ten-Noode le 24 juillet 1859.

Musée royal de Mariemont

- 94 Charbonnage de Mariemont, l'Olive et Chaud-Buisson. Lithographie de Canelle publiée dans *La Belgique industrielle*, t. 2, Bruxelles, 1854, pl. 168, 45 × 60 cm.

L'ancien domaine de chasse des gouverneurs s'est transformé en une véritable ruche industrielle. Témoins d'un passé révolu, les ruines du château de Charles de Lorraine côtoient la luxueuse résidence des Warocqué, expression achevée de la bourgeoisie capitaliste triomphante.

Musée royal de Mariemont

- 95 "Plan du parc de Mariemont appartenant à R. Warocqué : plan indiquant les différents agrandissements" par O. Dessart, Boitsfort, 1906.

Plan manuscrit, 53 × 85 cm.

Musée royal de Mariemont

- 96 Photographies anciennes (fin 19^e, début 20^e siècle), montrant différents aspects des ruines du château de Charles de Lorraine, de la fontaine archiduciale pendant et après les travaux de restauration.

Musée royal de Mariemont

Charbonnage de Mariemont, l'Olive et Chaud-Buisson. Lithographie tirée de la *Belgique industrielle*, t. 2, Bruxelles, 1854, pl. 168.



LISTE DES ABRÉVIATIONS

- A.F. : Archives de la famille Fontaine, La Hestre
A.E.M. : Archives de l'État à Mons
A.G.R. : Archives générales du Royaume, Bruxelles
A.N. : Archives nationales, Paris
C.C. : Archives générales du Royaume, Chambre des comptes
C.F. : Archives générales du Royaume, Conseil des finances
C.L. : Archives générales du Royaume, Maison de Charles de Lorraine
S.E.G. : Archives générales du Royaume, Secrétariat d'État et de Guerre

N.B. : Les mesures indiquées s'entendent hauteur × largeur.

AVANT-PROPOS	7
Chapitre I	
MARIEMONT, DE L'ESPAGNE À L'AUTRICHE	
<i>Marie de Hongrie, fondatrice / Les très riches heures d'Albert et Isabelle Louis XIV à Mariemont / Maximilien-Emmanuel de Bavière, dernier gouverneur au nom de l'Espagne</i>	11
Chapitre II	
LES DÉBUTS DU RÉGIME AUTRICHIEN	
<i>Nicolas Joseph Fontaine, contrôleur et concierge Réaction du receveur des domaines à Binche Enquête du Conseil des finances</i>	16
Chapitre III	
MARIE-ÉLISABETH D'AUTRICHE À MARIEMONT	
<i>Une nouvelle gouvernante aux Pays-Bas / Un domaine à l'abandon Construction de la chapelle / Retour de la Cour à Mariemont Un domaine négligé / Spa à Mariemont ? / Décès de l'archiduchesse à Mariemont</i>	23
Chapitre IV	
L'INTERRÈGNE ET L'OCCUPATION FRANÇAISE	
<i>Tentatives de relance de la station thermale / Déclin du domaine Un prévôt virulent / L'intermède du maréchal de Saxe</i>	38
Chapitre V	
CHARLES DE LORRAINE, GOUVERNEUR	
<i>Un prince mécène / Un gouverneur heureux</i>	45
Chapitre VI	
CHARLES DE LORRAINE À MARIEMONT	
<i>Arrivée d'Anne-Charlotte de Lorraine / Un prince bâtisseur : le nouveau château Les employés de la maison royale / Une tentative d'exploitation charbonnière à Mariemont Chronologie des séjours de Charles à Mariemont / Mariemont, rendez-vous de la Cour Les plaisirs du prince</i>	52
Chapitre VII	
LES DERNIÈRES ANNÉES DU DOMAINE ROYAL	
<i>Joseph II à Mariemont / Marie-Christine et Albert à Mariemont Le domaine dans la tourmente révolutionnaire</i>	76
CATALOGUE	83
LISTE DES ABRÉVIATIONS	94

